

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA MILITANCE FÉMINISTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES À
L'UQAM : UN TERRAIN DE LUTTE ANCRÉ DANS LE SOI ET LE
DÉPASSEMENT DE SOI (1989-2014)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
SARAH THIBAUT

JANVIER 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont bien entendu à mon directeur Vincent Romani. Tu as accepté de me prendre sous ton aile avec beaucoup de générosité, sans que nos chemins ne se soient encore croisés. Merci d'avoir cru en moi. Le chemin parcouru depuis plus de trois ans avec toi me semble immense et ta contribution à ce mémoire est inestimable. Merci aussi à Geneviève Pagé. Je fais partie des nombreuses personnes que tu as introduites aux études féministes et je t'en suis reconnaissante. Merci pour ton soutien continu et bienveillant du début à la fin de mon parcours. À Isabelle Gusse également, un merci tout spécial pour ta présence qui a humanisé notre passage à l'université.

Le plus gros des merci à toute ma famille. Maman, Martine, bien sûr, pour votre amour, votre soutien moral et matériel indéfectible. Merci d'avoir toujours tellement cru en nous! Vous nous avez montré jour après jour ce que c'est que d'être féministe. Chloé, merci d'être ma plus ancienne complice. Ton ambition et ta combativité ont été sources d'inspiration d'aussi loin que vont mes souvenirs. Vous avez toutes les trois joué un rôle fondamental dans la réalisation de ce mémoire. Merci à mon cher oncle Sylvain pour les listes de lecture qui m'ont accompagnée musicalement lors de la rédaction et à DenDen d'avoir partagé ton amour pour l'école et l'enseignement dans notre famille. À Samu, mon partenaire de tous les instants, merci pour ta patience olympienne, la générosité et la tendresse avec laquelle tu accueilles mes questionnements et mes moments d'épuisement. Merci 150 fois aussi pour la révision linguistique ! Merci à mes ami-e-s. Marie et Véro, *hermanitas*, les échanges et l'intimité partagés avec vous constituent les bases des réflexions féministes à l'origine de ce mémoire. À toute la

gang du bureau dont il ne faut pas prononcer le nom ; Val, Clara, Julien, Édouard, Justine, Will, sachez que c'est un privilège immense de pouvoir partager avec vous à la fois les périodes de travail dans la pénombre uqamienne et les moments d'euphorie collective. Les études supérieures sont souvent synonymes d'isolement, nous sommes particulièrement privilégié-e-s de pouvoir y naviguer en étant aussi bien entouré-e-s. Merci aussi à Tinne, mon coloc mais surtout mon ami. Ces derniers mois de rédaction de mémoire, en pleine pandémie, se sont étonnamment avérés des plus agréables et tu en es pour beaucoup. Merci aux ami-e-s et collègues de science politique ; Camila, Maude, Sarah-Florence, Joseph, Rosalie, Myriam et Mieko. C'était éreintant de travailler sur les violences, la répression, le patriarcat et le sexisme pendant des années, mais ça s'est avéré plus facile sachant que vous le faisiez aussi. Merci aussi à mes collègues du Centre Paulo Freire avec qui j'ai adoré travailler. En espérant que le Centre puisse poursuivre ses activités, les services de monitorat qui y sont offerts sont à la fois uniques et essentiels pour rendre notre université un peu plus accessible.

Un merci tout spécial aux personnes qui sont derrière le texte « L'UQAM : champ de bataille » et à toutes celles qui y sont citées. Vous avez mené un travail de recherche exceptionnel, qui constitue une base importante de ce mémoire. Je tiens également à souligner le soutien financier offert par le Département de science politique et par la Chaire de recherche sur les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur, sans lequel cette démarche se serait peut-être prolongée...*ad vitam aeternam* ! Mes derniers remerciements vont bien entendu aux participantes. Vous vous êtes données corps et âme dans vos luttes, merci d'avoir encore une fois fait preuve d'une générosité immense pour me partager vos récits. Les moments d'échange avec vous ont été extraordinairement émouvants, authentiques et marquants pour moi. Ce mémoire, c'est grâce à vous.

DÉDICACE

« Écrire, c'est être en dette, en dette envers toutes et tous les auteur-es d'ouvrages, de poèmes, de romans, de films, d'installations artistiques et envers les militant-es qui ont exploré, analysé, théorisé les oppressions de classe, de race, de genre, de sexualité, les oppressions coloniales, impérialistes, capitalistes, sexuées et sexuelles. Je reconnais ici ma dette : elle est immense »
– Françoise Vergès (2020, p. 7).

À celles qui ont l'audace d'exiger un monde meilleur.

AVANT-PROPOS

Ce mémoire est né de mon propre éveil aux enjeux de violences sexuelles en milieu universitaire. Mon engagement militant féministe autour de ces enjeux représente un point charnière de mon parcours universitaire uqamien et de mon entrée dans le(s) féminisme(s). Bien que parcellaire et souvent trop peu soutenue à mon goût, cette implication au sein de luttes féministes à l'UQAM a donné un sens à mon expérience universitaire. Je suis éminemment reconnaissante d'avoir pu côtoyer des féministes de l'UQAM et d'avoir fait mes classes à leur côté. Elles restent pour moi des battantes inspirantes dans leur intransigeance. Aujourd'hui, leurs luttes donnent un sens politique à cette démarche particulièrement atomisante et égocentrée qu'est la rédaction d'un mémoire de maîtrise. Cette publication est le fruit de plus de trois ans de travail pendant lesquels j'ai eu le privilège de côtoyer les milieux syndicaux, féministes et associatifs de notre université. Jamais je n'aurais imaginé que cette aventure ne se terminerait dans un contexte politique et social marqué par une crise sanitaire qui bouleverse énormément nos vies. J'ai donc une douce pensée pour ceux et celles qui ont perdu des proches, emporté-e-s par la maladie. J'espère que l'isolement, la distanciations et l'enseignement en ligne ne deviendront pas des mesures permanentes. L'université ne serait que l'ombre d'elle-même si elle ne peut plus être investie, habitée, occupée. En souhaitant donc que l'UQAM reste, pour des générations encore, ce champ de bataille qui forme des femmes revendicatrices, entêtées et impitoyables.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	v
LISTE DES TABLEAUX.....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xii
RÉSUMÉ.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I LES PERSPECTIVES MILITANTES FÉMINISTES : UN MÉDIATEUR TOUT INDIQUÉ POUR POLITISER L'ANALYSE DES VSMU	4
1.1 Objectifs de recherche : documenter, analyser et mettre en valeur les expériences militantes féministes pour mieux comprendre les VSMU	4
1.2 Contexte de recherche : une prise de conscience politique tardive	7
1.3 Revue de littérature : l'apport des historien-ne-s, des sociologues et des militant-e-s	9
1.3.1 L'UQAM : une « université nouvelle » comme champ de bataille	9
1.3.2 Un terrain de militance de plus en plus investi...et documenté.....	12
1.3.3 Les VSMU : des enjeux qui sont de plus en plus quantifiés, mais demandent à être contextualisés.....	15

1.4	Problématique : le besoin d’une documentation qualitative et longitudinale des contributions militantes féministes	16
1.5	Proposition de réarticulation : politiser l’étude des VSMU par le biais des expériences militantes.....	18
CHAPITRE II CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE		20
2.1	Propriétés sociales de la chercheuse : dépasser la simple déclaration de blancheur	20
2.2	Une posture de recherche ancrée dans la réalité étudiée	22
2.3	Cadre théorique et conceptuel	23
2.3.1	La subjectivation politique et féministe	24
2.3.2	« Nouvelles » pratiques d’engagement militant féministe.....	26
2.3.3	Les sujets du féminisme universitaire et du militantisme étudiant québécois sont-ils blancs ?.....	30
2.4	Cadre méthodologique.....	32
2.4.1	Adopter une méthode de recherche qualitative, féministe et ancrée pour mettre en valeur les expériences des participantes.....	32
2.4.2	Combiner l’analyse documentaire et les entrevues semi-dirigées : multiplier les angles d’éclairage.....	35
2.4.3	Échantillonnage, recrutement et population.....	37
2.4.4	Entretiens.....	40
2.5	Analyse thématique des données : une démarche itérative	42
2.6	Recherche par étude de cas et bifurcation de l’objet de recherche.....	43
2.7	Limites de la recherche : un sujet majoritairement blanc	45

CHAPITRE III LES VSMU : UN TERRAIN DE LUTTE ANCRÉ DANS LE SOI ET LE DÉPASSEMENT DE SOI	48
3.1 De l'éveil militant à l'éveil féministe	48
3.2 Une lutte qui s'impose aux militantes	53
3.2.1 Les dénonciations comme porte d'entrée dans la militance.....	53
3.2.2 Des ressources institutionnelles autrefois méconnues et aujourd'hui boudées	57
3.3 Conclusion	63
CHAPITRE IV PORTRAIT D'UN MILITANTISME FÉMINISTE AFFINITAIRE, ANTIAUTORITAIRE...ET MONOCHROME	67
4.1.1 Des postures féministes qui se défont des étiquettes	68
4.1.2 Des modes d'organisation qui se veulent affinitaires et autonomes	72
4.1.3 La (non) mixité et le rapport ambigu aux alliés « pro féministes »	77
4.1.4 Une analyse des rapports de genre et des dynamiques de violence qui gagne en nuance	81
4.1.5 Des groupes homogènes et l'effacement des perspectives marginalisées	86
4.1.6 Dialogues entre mouvances féministes radicales et intersectionnelles ...	89
4.1.7 Situer la lutte contre les VSMU au sein de luttes globales	92
4.2 Conclusion	93
CHAPITRE V DES PRATIQUES D'ENGAGEMENT MILITANT QUI S'AFFINENT POUR PRÉVENIR LE BACKLASH	95
5.1 Des stratégies militantes diverses et complémentaires	96

5.1.1	Action directe à visage (dé)couvert : la Brigade Rose et le <i>Stickergate</i> comme cas de figure	96
5.1.2	Éducation populaire et transmission des savoirs féministes : le Victorgate et la militance post grève de 2012 comme cas de figure.....	105
5.1.3	Se rapprocher du pouvoir pour mieux l'influencer – la militance institutionnelle du COSUQAM comme cas de figure.....	111
5.2	Militer : un truc de privilégié-e-s ?	116
5.3	S'outiller contre le <i>backlash</i> et valoriser la militance de care	118
5.4	Conclusion	121
CHAPITRE VI LES RÉPERCUSSIONS DE LA LUTTE : DÉSENCHANTEMENT VIS-À-VIS L'INSTITUTION ET ENGOUEMENT POUR LE MOMENT MILITANT		
6.1	Un lourd prix à payer pour lutter : désenchantement vis-à-vis d'une institution universitaire pas si différente des autres.....	124
6.1.1	Répression et menaces institutionnelles - L'UQAM : une grosse machine contre laquelle se buter.....	124
6.1.2	Épuisement militant et émotif, traumatisme vicariant	127
6.1.3	Le <i>backlash</i> : une épreuve revictimisante et « post-traumatisante ».....	129
6.2	Grandir et collectiviser à travers la lutte.....	132
6.2.1	Le militantisme comme fabrique de solidarités et de collectivités	133
6.2.2	Développer des stratégies d'intervention et de lutte féministes.....	136
6.2.3	Privilèges militants : sentiment d'appartenance et de sécurité (relative).....	140
6.3	Quelle signification pour l'université uqamienne comme lieu de militance féministe ?.....	142

6.4 Conclusion	147
CONCLUSION	148
ANNEXE A LIGNES DU TEMPS.....	151
ANNEXE B LISTE DES PARRUTIONS MILITANTES COMPOSANT LE CORPUS D'ARCHIVES À L'ÉTUDE	153
ANNEXE C CERTIFICAT ÉTHIQUE	156
ANNEXE D APPEL À LA PARTICIPATION.....	157
ANNEXE E FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	158
BIBLIOGRAPHIE	159

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Présentation synthétique des participantes.....	47

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AFESH	Association facultaire des étudiant-e-s en sciences humaines
ASSÉ	Association pour une solidarité syndicale étudiante
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
BIPH	Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement
CALACS	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
COSUQAM	Collectif opposé au sexisme à l'UQAM
CRM	Critical Race Methodology
CVE	Conseil à la vie étudiante
ESSIMU	Enquête sécurité, la sexualité et interactions en milieu universitaire
FRUeS UQAM	Féministes racisé-e-s uni-e-s et solidaires
HCP	Hommes contre le patriarcat
JT	Justice transformatrice
RéQEF	Réseau québécois en études féministes
RQCALACS	Réseau québécois des CALACS
SAC UQAM	Service aux collectivités
SÉTUE	Syndicat des étudiant-e-s employé-e-s de l'UQAM
SEUQAM	Syndicat des employé-e-s de l'UQAM
SPUQ	Syndicat des professeur-e-s de l'UQAM
SVE	Services à la vie étudiante
UQ	Université du Québec
UQAM	Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

À partir d'une vingtaine de publications militantes tirées d'archive de même que de huit entrevues semi-dirigées menées auprès d'(ex) militantes féministes uqamiennes impliquées contre les VSMU, ce mémoire propose une étude de mouvements sociaux féministes uqamiens. Bien que les participantes soient nombreuses à choisir d'investir l'UQAM pour rejoindre un milieu revendicateur, la militance contre les VSMU se présente à elles comme une mauvaise surprise. Ce terrain de lutte se taille une place centrale dans la trajectoire des militantes et s'avère être un lieu important de subjectivation politique et féministe. Au sein de groupes affinitaires qui se veulent antiautoritaires mais qui demeurent malgré tout assez exclusifs et homogènes, les militantes féministes mobilisent une diversité de modes d'action pour s'attaquer à la culture du viol dans les milieux militants et universitaires. Si les stratégies demeurent semblables au fil des époques, il est possible de constater les préoccupations grandissantes des militantes pour mieux prévenir les *backlash* et valoriser le travail de care à partir des années 2010.

Somme toute, la militance au sein d'une institution comme celle de l'UQAM engendre chez les protagonistes des transformations durables dans leur manière d'envisager leurs propres expériences de violences sexuelles, de constituer des réseaux d'amitié et de solidarité, dans leurs conceptions de la signification de l'institution universitaire et des luttes féministes. La perspective longitudinale de la recherche, menée auprès de militantes issues de quatre générations féministes, révèle également l'émergence de nouvelles formes de subjectivités féministes dans le champ politique depuis les trente dernières années au Québec.

Mots clés : militantisme, féminisme, violences sexuelles, milieux universitaires, VSMU, subjectivation politique, UQAM

INTRODUCTION

Durant la dernière décennie, au Québec, de nombreuses mobilisations féministes ont dénoncé l'attentisme et le laxisme des administrations universitaires en matière de prévention et d'intervention du sexisme et des violences sexuelles (Caillou, 2018; Radio-Canada, 2018; Kane, 2016). Les campagnes révélant le caractère sexiste et misogyne de certaines initiations à l'UQAM en 2013 (Collectif opposé au sexisme à l'UQAM, 2013 ; Lemieux-Couture, 2013 ; C. Paquette, 2013), à l'Université Laval en 2015 (Rémillard, 2015), à l'Université de Montréal en 2016 (Teisceira-Lessard, 2016) et en 2018 (Lapierre, 2018) ont particulièrement retenu l'attention médiatique. Ceci étant dit, ces initiatives ne datent pas d'hier et à l'UQAM, des regroupements féministes affinitaires luttant contre les violences sexuelles et la culture du viol peuvent être répertoriés dès le début des années 1990.

En 1992, par exemple, la création de la Brigade Rose, un collectif affinitaire mis sur pied par des féministes proches du Centre des femmes de l'UQAM, marque la fin d'une période creuse dans la militance féministe universitaire. Le groupe a pris d'assaut les mauvaises conditions de vie des étudiantes de manière large, du droit à l'avortement à la lutte contre la pauvreté, mais s'est surtout fait connaître pour ses actions directes contre le harcèlement et les agressions sexuelles à l'université. La période entre 2000 et 2005 est également connue pour une prolifération de groupes et de collectifs féministes affinitaires liés de près et de loin à l'UQAM (CRAC 2008 cité dans Breton *et al.*, 2015). Deux de ces collectifs (les Sorcières et les Insoumises) ont lutté plus spécifiquement contre les violences sexuelles en milieu militant et uqamien, et ce, dans

une perspective radicale qui s'articule autour de l'antipatriarcat, l'anticapitalisme et l'anti-État (M. Blais, 2008, p. 150).

Entre 2010 et 2015, plusieurs groupes affinitaires féministes voient le jour à l'UQAM. Ceux-ci luttent contre l'androcentrisme des enseignements universitaires et pour « perturber les milieux radicaux et élitistes » (Alter 8 mars), alors que d'autres dénoncent « la discrimination et le machisme véhiculé dans une culture juridique dominante » (la Collective en droit de l'UQAM) pour soutenir les personnes s'identifiant comme femmes, fems et personnes non binaires racisé-e-s (FRUeS UQAM). Le Collectif opposé au sexisme à l'UQAM réunit également des étudiant-e-s, des professeur-e-s et des employé-e-s de soutien en lutte contre les diverses manifestations de sexisme au sein de l'UQAM. Des actions ont également été menées par des groupes ayant œuvré dans l'anonymat, ne permettant pas de les identifier, comme c'est le cas pour les responsables de l'action de dénonciation menée en 2014 et connue sous le nom du *Stickergate*. Plus récemment, en 2018, une campagne de fausses publicités de l'UQAM adresse des récriminations envers les services institutionnels offerts à la communauté universitaire qui font écho à celles soulevées des décennies plus tôt. Parmi les critiques, on note une insatisfaction envers le faible taux de plaintes jugées fondées par le BIPH, un manque de ressources allouées à la prévention et la lutte contre les VSMU et la protection de la réputation de l'institution au profit des agresseurs, etc. (Caillou, 2018).

Cette multiplication des initiatives de lutte durant les années 2010 n'est pas étrangère à la mise à l'agenda politique et médiatique des questions de violences sexuelles et de la culture du viol dans les différentes sphères de la société par une série d'événements : « #AgressionNonDénoncée, #OnVousCroît, les dénonciations d'hommes politiques ou de personnalités publiques, l'consultation publique sur les violences sexuelles sur les campus par la ministre de l'Éducation supérieure, etc. » (Ingenito & Pagé, 2017, 112).

C'est dans ce contexte que le présent mémoire propose une rétrospective sociohistorique de la militance féministe déployée contre les violences sexuelles à l'UQAM depuis les trente dernières années. Trop peu documentées, les perspectives militantes féministes permettent de politiser l'analyse des VSMU et de prendre en compte les rapports de pouvoir en place lorsque vient le temps de s'attaquer à la culture du viol dans les universités. Le chapitre I présente quelques justifications derrière le choix du milieu universitaire – et plus précisément de l'UQAM – comme cas d'étude pour s'intéresser à l'engagement militant féministe opposé aux violences sexuelles. Les cadres théoriques et méthodologiques font l'objet du chapitre II, de même qu'une analyse de ma positionnalité en tant que chercheuse blanche, québécoise francophone, hétérosexuelle et issue de la classe moyenne. J'y fais également état des répercussions possibles de cette positionnalité sur les résultats de la recherche.

Les trois derniers chapitres du mémoire sont consacrés à la présentation des résultats émergents des entrevues de recherche et des sources documentaires. Le chapitre III documente d'abord l'entrée des participantes dans leur période de vie universitaire et militante ainsi que les moteurs de leur engagement féministe opposé aux VSMU. Le chapitre IV dresse ensuite un portrait du militantisme féministe affinitaire opposé aux VSMU à l'UQAM durant la période à l'étude, dans l'objectif d'analyser les ancrages politiques et organisationnels des groupes. Le chapitre V s'intéresse à la matérialisation des luttes et recense différents modes d'action privilégiés par les militantes au fil des époques pour s'attaquer aux enjeux de violences sexuelles dans leur université. Il est également question des gains politiques qui peuvent être attribués aux différentes mobilisations. Enfin, le chapitre VI fait état des répercussions de l'engagement féministe pour les militantes, dans ce qu'elles ont de plus enrichissant, mais aussi dans le potentiel destructeur du *backlash* et de l'épuisement militant qui s'ensuit.

CHAPITRE I

LES PERSPECTIVES MILITANTES FÉMINISTES : UN MÉDIATEUR TOUT INDIQUÉ POUR POLITISER L'ANALYSE DES VSMU

Ce chapitre pose les bases de la présente recherche et sa pertinence scientifique. Il établit les objectifs de recherche, les spécificités de l'objet de recherche et le contexte social et politique au sein duquel ce travail prend place. Une revue de la littérature scientifique est également présentée et débouche sur une présentation de la problématique à laquelle ce mémoire tente de répondre.

1.1 Objectifs de recherche : documenter, analyser et mettre en valeur les expériences militantes féministes pour mieux comprendre les VSMU

Dans le contexte actuel porté par un véritable momentum en matière de sensibilisation et de lutte contre les VSMU, il semble primordial de reconnaître l'apport que peuvent avoir des militantes universitaires dans la mise à l'agenda des enjeux de VSMU, pour amorcer des changements de mentalité au sein de l'institution, ou encore pour venir en aide directement aux victimes-survivantes¹. Cette démarche part du postulat inspiré de

¹ Le choix d'utiliser à la fois le terme « victime » et « survivante » pour désigner des personnes ayant vécu des violences sexuelles est inspiré d'Ingenito (2019). Il se justifie par une intention d'accorder une

Foley (1999) voulant que les personnes qui militent au sein de groupes anti-oppressifs en viennent à développer un savoir approfondi des rapports de pouvoir qui se déploient dans leur environnement de vie et de lutte. Foley (1999) décrit ainsi les expériences militantes comme des opportunités d'apprentissage informel particulièrement formatrices :

[...] some of the most powerful learning occurs as people struggle against oppression, as they struggle to make sense of what is happening to them and to work out ways of doing something about it (Foley, 1999, p. 12).

Je propose de la même manière que les militantes féministes, par le biais de leurs engagements collectifs, parviennent à mettre des mots sur des expériences de violence et à tirer des apprentissages précieux au sujet de la manière de dénoncer la culture du viol tout en se protégeant elles-mêmes. Plus encore, ces féministes peuvent aujourd'hui se baser sur leurs expériences d'engagement politique pour partager une perspective éclairée et informée des mécanismes de gestion des enjeux de VSMU par l'administration uqamienne au cours des trente dernières années.

En phase avec les luttes féministes de longue date qui travaillent à la politisation de l'analyse des violences sexuelles, l'objectif de ce mémoire est de tracer une rétrospective des initiatives féministes qui se sont déployées contre les violences sexuelles à l'UQAM depuis les trente dernières années. Je souhaite donner une tribune aux réflexions, aux expériences et aux apprentissages des femmes ayant milité autour d'enjeux de violences sexuelles à l'université. De cette manière, j'aspire à jeter un regard qui embrasse le caractère complexe et nuancé des expériences de violences sexuelles, des rapports de pouvoir et des résistances qui prennent place à l'université, et ce, à la lumière des apprentissages militants. Bref, l'objectif central de ce travail est

agentivité à ces personnes tout en reconnaissant le fait que celles-ci sont « également victimes d'un crime » (Ingenito, 2019, p. 7)

d'élaborer des savoirs pertinents sur les mouvements féministes universitaires *pour* et *avec* les personnes directement impliquées dans ceux-ci (Breton *et al.*, 2015, p. 202).

Ce faisant, ce mémoire cherche à documenter et analyser une période relativement récente de militantisme à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Le choix de ce milieu universitaire québécois s'explique en grande partie par le caractère distinct de cette institution et du réseau auquel elle appartient, fondés selon les modèles des universités dites « nouvelles ». Le concept, tel que défini par le Comité Rocher, fait référence à une institution « créatrice, inventive et prospective » (Hébert, 2007, p. 70). Il sera question des fondements idéologiques et organisationnels de ce nouveau modèle universitaire dans la section suivante. Reste que si l'entièreté du réseau de l'Université du Québec se distingue des institutions traditionnelles qui existaient au Québec avant les années 1960, l'UQAM plus particulièrement s'inscrit depuis sa fondation dans une réalité urbaine montréalaise portée par un idéal de transformation radicale de la société (Corbo, 2013).

Suivant l'objectif d'adopter une perspective longitudinale et évolutive des dynamiques propres aux milieux militants étudiants et au milieu universitaire, cette recherche porte spécifiquement sur l'expérience de personnes militantes qui ont été impliquées dans des groupes militants uqamiens féministes entre 1989 et 2014. Le choix du début de cette délimitation historique s'explique par la mise à l'agenda des enjeux de violences sexuelles dans les politiques institutionnelles en 1989, avec l'entrée en vigueur de la *Politique contre le harcèlement sexuel* à l'UQAM (Politique 16) et la création du Bureau de prévention et d'intervention en matière de harcèlement (BIPH). La dernière année à l'étude, 2014, est connue pour le *Stickergate*, une action directe pendant laquelle les bureaux de six professeur-e-s de l'UQAM ont été placardés d'autocollants dénonçant les violences sexuelles, la culture du viol et le laxisme de l'administration. Bien que cette période couvrant 25 ans de l'histoire uqamienne ait connu certains

moments moins actifs en termes d'action militante publique, elle constitue tout de même un épisode historique faste en matière d'initiatives féministes. Il importe également de souligner qu'entre le début de la rédaction de ce mémoire et sa publication, une loi visant à prévenir et à combattre les violences sexuelles dans les établissements d'éducation supérieure a été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec (Gouvernement du Québec, 2017). Survenue en 2017, cette avancée légale sans précédent n'est malheureusement pas comprise dans la période historique étudiée dans ce mémoire, mais constitue un développement auquel il serait judicieux de s'intéresser dans un futur rapproché.

1.2 Contexte de recherche : une prise de conscience politique tardive

Le momentum autour des enjeux de violences sexuelles dans la dernière décennie au Québec est assurément attribuable à une série de facteurs dont font partie les mobilisations étudiantes, l'attention médiatique accentuée pour la question² et la prolifération de la littérature scientifique documentant le phénomène dans les universités. Ces différentes causes se sont probablement influencées mutuellement et ont selon toute vraisemblance joué un rôle non négligeable dans le développement du récent sentiment d'urgence des administrations universitaires et des gouvernements face à leurs obligations fondamentales dans la prévention et la lutte aux violences sexuelles sur les campus (Ricci et Bergeron, 2019, p. 1291).

Qu'il s'agisse d'un exercice de relations publiques ou non, les administrations universitaires sont nombreuses à avoir documenté le phénomène des VSMU au sein de

² Par exemple, la série d'agressions sexuelles dans les dortoirs de l'Université Laval en octobre 2016 de même que le procès d'un étudiant de l'Université Sherbrooke en janvier 2017 pour agression sexuelle à l'encontre d'une de ses collègues de classe ont suscité de vives réactions de la part du public de par leur forte médiatisation (Cloutier, 2016 ; Quirion, 2017).

leur institution dans les dix dernières années. Au Canada, certaines universités comme Concordia (2015) et l'Université de l'Alberta (2016) ont mené des sondages internes cherchant à documenter le phénomène des violences sexuelles sur leur campus, alors que d'autres ont mis sur pied des groupes de travail chargés d'émettre des recommandations quant aux enjeux de violences sexistes au sein de l'université (UBC Sexual Assault Panel, 2016; Université Concordia, 2015; Université d'Ottawa, 2015). Ainsi, les rapports entretenus entre les différentes personnes qui naviguent au sein du milieu universitaire, de même que les questions relatives au statut d'autorité entre certaines d'entre elles sont au cœur de plusieurs débats publics. Sinon, le dévoilement en 2017 des résultats de l'Enquête sexualité, sécurité et interactions en milieu universitaire (ESSIMU) a constitué un point tournant dans le domaine de la recherche sur les VSMU.

Bref, cette visibilisation des enjeux de VSMU a exercé une pression certaine sur le gouvernement provincial, forçant des actions concrètes dans le but de prévenir et de sanctionner ces violences. Préoccupée par ce qu'elle nomme des « dérapages à caractère sexuel » lors d'initiations notamment, la ministre Hélène David a annoncé la tenue de quatre journées de réflexion sur la prévention des violences sexuelles dans les universités entre octobre 2016 et mars 2017 (La Presse canadienne, 2016). Quelques mois après la dernière rencontre, elle lance sa Stratégie d'intervention pour prévenir et contrer les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur et présente un projet de loi à l'Assemblée nationale du Québec à ce sujet le 8 décembre 2017 (Gouvernement du Québec, 2017). Adoptée à l'unanimité, la *Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur* oblige les établissements d'enseignement supérieur à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour combattre ces violences, notamment en se dotant d'une politique visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel (Gouvernement du Québec, 2017).

Conformément aux exigences de cette nouvelle loi, des dialogues internes ont été amorcés dans tous les établissements d'enseignement supérieur du Québec, soulevant des prises de position et des revendications qui sont révélatrices des réalités et des besoins propres à chaque milieu. Somme toute, ces initiatives gouvernementales et institutionnelles ont tendance à aborder la lutte contre les VSMU comme des questions de gestion organisationnelle du vivre ensemble, ou des considérations réputationnelles davantage que faisant partie de la responsabilité de formation citoyenne et éducative qui incombe aux universités. La section qui suit présente une revue de la littérature et propose des réflexions approfondies des enjeux de rapport de pouvoir en milieu universitaire et militants pour ancrer ces dynamiques dans leur contexte politique, social et historique.

1.3 Revue de littérature : l'apport des historien-ne-s, des sociologues et des militant-e-s

1.3.1 L'UQAM : une « université nouvelle » comme champ de bataille

En 1968, l'Université du Québec à Montréal est fondée dans le sillage des revendications des mouvements étudiants des années 1960 en France et aux États-Unis et dans un contexte politique québécois marqué par la Révolution tranquille (Hébert, 2007, p. 116). L'ensemble du réseau de l'Université du Québec (UQ) est à l'époque pensé dans l'espoir de répondre aux besoins non comblés par les seules universités à charte du Québec et de réformer l'enseignement universitaire en profondeur : « c'était à la fois la contre-université, l'université nouvelle et l'institution universitaire modèle de demain » (Hébert, 2007, p. 2007). Cette université nouvelle aspirait dès ses débuts à révolutionner la culture québécoise, en représentant un modèle « en matière de promotion sociale, d'égalité et de démocratie » (Hébert, 2007, p. 112). Plus concrètement, l'UQ innove en ce qui a trait à son modèle de gestion participative

prévoyant la présence d'étudiant-e-s dans certaines instances décisionnelles, ses structures flexibles et ses formules pédagogiques « modernes ». Plusieurs principes fondateurs des universités du réseau de l'UQ reflétaient les revendications du mouvement étudiant québécois de 1968 (Theurillat-Cloutier, 2017, p. 60). Parmi celles-ci, on retrouve la défense de l'accès universel aux études universitaires, la critique du caractère bourgeois, aliénant et répressif des universités traditionnelles, de même que la dénonciation du rôle des universités dans la reproduction des inégalités sociales (Hébert, 2007, p. 87). Un autre principe fondateur de l'UQAM qui s'inscrit d'ailleurs en continuité avec les revendications des soixante-huitards de France concerne le rapport qui se veut moins hiérarchique entre étudiant-e-s et professeur-e-s. Le fonctionnement interne des universités de l'UQ est pensé pour rompre avec la figure classique de l'autorité professorale, entre autres en privilégiant les normes collégiales et en accordant une place aux étudiant-e-s dans la négociation des modalités d'évaluation (Hébert, 2007, p. 92). Tout compte fait, l'UQAM a concrètement participé à l'intégration de nouvelles catégories d'étudiant-e-s historiquement exclu-e-s des milieux universitaires, soit les francophones de classe ouvrière, les femmes, les jeunes des milieux socio-économiques défavorisés et les adultes, dont une grande majorité était des personnes blanches (Bonin *et al.*, 2013, p. 280; Palacios *et al.*, 2013, p. 7).

Ceci étant dit, bien que les valeurs d'accessibilité et de participation étudiante aient en partie été concrétisées à l'UQAM, il y a lieu de se questionner sur les rapports de pouvoir qui s'articulent réellement au sein de l'université. La thèse défendue par Cardi *et al.* (2005), voulant que l'université française procède à une dénégaration des discriminations, du sexisme et des abus de pouvoir dans l'institution académique, et ce, au nom d'un idéal type pédagogique soulève en ce sens des réflexions importantes à avoir à l'UQAM également. Les questions de rapports hiérarchisés, les abus de pouvoir, et les exclusions découlant de diverses pratiques discriminatoires, toutes des considérations centrales au processus de création de l'UQAM, sont-elles réellement

prises en compte, ou bien évacuées par l'université? Si l'UQAM peut se vanter de présenter une vision de l'enseignement qui est moins élitiste que la majorité des institutions universitaires traditionnelles au Québec, il n'en demeure pas moins que la signification sociologique de l'université nord-américaine reste grandement marquée par des logiques de ségrégation, d'impérialisme et de suprématie blanche (Chatterjee et Maira, 2014 ; Henry Dua James *et al.*, 2017). Conséquemment, malgré les transformations démographiques auxquelles on peut assister au sein de la société canadienne, les universités canadiennes demeurent en forte majorité blanches et masculines, tout particulièrement dans la composition du corps professoral et des personnes en position d'autorité³.

Selon les résultats récoltés par Frances Henry et ses collègues (2017), les politiques d'équité visant une meilleure représentation et prise en considération des perspectives racisées et autochtones dans les universités canadiennes anglophones seraient inefficaces en grande partie en raison de l'omniprésence d'une culture de la blanchité – par définition grandement invisibilisée – dans ces milieux. Plus encore, dans un contexte néolibéral, ces politiques internes seraient bel et bien performatives, non pas pour permettre d'adresser les enjeux de racisme et de colonialisme, mais plutôt pour assurer aux universités une opportunité de gagner un capital symbolique en matière d'efficience, de compétitivité et de leadership (Henry *et al.*, 2017, p. 10). L'exclusion des personnes racisées et autochtones de l'éducation supérieure au Québec se déploie comme une forme de répression étatique contre ces communautés au même titre que peut l'être la répression policière (Hampton, 2012). Malgré sa mission fondamentale

³ Pour donner un ordre d'idées, en 2019, les personnes employées par l'UQAM étaient composées de 94,2% de personnes blanches, de 95,3% de personnes dont la langue maternelle est le français ou l'anglais et de 99,9% de personnes non-autochtones (CDPDJ, 2020, p. 104).

qui diffère quelque peu des autres universités « traditionnelles », l'UQAM n'est définitivement pas exempté de mécanismes d'exclusion et de discrimination.

1.3.2 Un terrain de militance de plus en plus investi...et documenté

Les luttes étudiantes québécoises (Laaroussi, 2016 ; Lacoursière, 2007), le militantisme féministe (Le Quentrec et Rieu, 2003; Quéniart et Jacques, 2002) et les rapports de genre au sein des milieux militants et de la gauche radicale (Blais, 2008; Dunezat, 1998; Roux *et al.*, 2005; Vaillancourt, 2019) font l'objet d'une littérature assez fournie. Cependant, peu d'études scientifiquement reconnues tracent un portrait des luttes féministes contre les violences sexuelles en milieu universitaire francophone au Québec. Certaines contributions abordent cependant l'articulation entre la militance féministe et les violences sexuelles en Australie (Fileborn et Phillips, 2019), en Corée du Sud (Jung, 2003), en Allemagne (Fourment, 2017) et aux États-Unis (Linder, 2017 ; Marine et Trebisacci, 2018).

Marine et Trebisacci (2018) constatent par exemple que l'engagement dans des luttes contre les violences sexuelles sur les campus universitaires étatsuniens a un effet transformatif sur l'identité de race et de genre des étudiant-e-s- qui militent. L'étude de Fourment (2017) s'avère de son côté particulièrement digne d'intérêt dans le cadre de cette recherche, puisque celle-ci prend place au sein de la gauche radicale de Göttingen, en Allemagne, un cas d'étude qui rappelle en partie le milieu militant uqamien. En ciblant les cas de dénonciations de violences sexuelles comme porte d'entrée pour analyser le groupe militant qui l'intéresse, Fourment (2017), constate que les militantes féministes participent à la fois à la dénonciation des agresseurs, mais aussi au travail de transformation des mentalités. L'autrice observe une transition dans les stratégies militantes entre les années 1990 et 2000, qui passent au tournant du siècle d'un « cadre d'interprétation matérialiste et d'une stratégie d'offensive » à un cadre interprétatif « influencé par la théorie queer » et une stratégie axée davantage sur la pédagogie

(Fourment, 2017). L'étude souligne l'importance de la transmission de savoirs entre générations féministes pour faire bénéficier les nouvelles féministes des outils d'analyse de rapport de genre et des expertises développées par leurs prédecesseurs afin d'organiser des actions féministes suite à des dénonciations de violences sexuelles.

Le texte *Betrayal* publié aux États-Unis en 2013 propose également des perspectives pertinentes dans le contexte de cette recherche pour une meilleure compréhension, premièrement, des dynamiques de violences à caractère sexuel qui se déroulent dans des milieux anti-oppressifs et, deuxièmement, des stratégies mobilisées pour les éradiquer (Anonymous, 2013). Les auteures anonymes dénoncent les paradoxes propres des mouvements militants de gauche qui se retrouvent souvent à être des environnements où la culture du silence et la culture du viol sont plus difficiles à dénoncer, puisque le simple fait d'admettre que des violences sexuelles sont perpétrées par des camarades signifierait en soi une forme d'échec pour le mouvement. Parce qu'ils prétendent approuver le fond du message tout en en condamnant la manière dont il est véhiculé, ceux-ci se font reprocher de mobiliser les mêmes conceptions libérales et bourgeoises de la liberté contre lesquelles ils affirment se battre. *Betrayal* illustre aussi habilement l'impasse que représente parfois la sur- intellectualisation d'enjeux de la part de personnes anarchistes militantes.

De manière à faire face aux violences qui s'inscrivent au sein de leurs propres structures tout en restant en phase avec leurs convictions politiques, les réseaux militants de gauche tentent de développer des stratégies contre-culturelles et anti-hégémoniques qui n'impliquent pas de recours aux forces répressives de l'État. Parmi ces stratégies, les démarches inspirées de la justice dite transformatrice⁴ (JT) sont envisagées comme une

⁴ La justice transformatrice (JT) fait son apparition au Canada et aux États-Unis à la fin des années 1990 (Nocella II, 2011). Elle regroupe différentes stratégies de résolution de conflits et de responsabilisation ou de réparation suite à des crimes. Celles-ci se présentent comme des avenues alternatives au processus

stratégie de responsabilisation collective de la violence sexiste, raciste et coloniale et sous-entendent un principe de redevabilité de la part de la collectivité. Ces pratiques cherchent d’abord et avant tout à assurer la sécurité de la victime-survivante et à centraliser l’intervention en fonction de ses besoins et de ses objectifs (Ingenito et Pagé, 2017, p. 116). Les moyens d’action passent également par la sensibilisation et l’éducation populaire, afin d’améliorer « la sécurité et le bien-être des femmes sur le campus » (Ingenito et Pagé, 2017, p. 117). L’implication au sein de ce type de processus de justice passe par du travail de care⁵, conçu comme une forme de résistance face à l’indifférence aux oppressions (E. Paquette, 2016).

Par ailleurs, malgré de bonnes intentions, certains défis rendent difficilement opérationnalisables les interventions suite à des situations de violences sexuelles. Parmi ceux-ci, on compte l’absence de réelle cohésion au sein des communautés et le manque de remise en question de postures privilégiées dans certaines communautés militantes, ce qui explique que, parfois, ces communautés ne soient soudées qu’en apparence. Plus encore, une particularité propre au militantisme étudiant se situe au niveau de la période et du type d’engagement militant :

S’ajoute le caractère souvent éphémère de l’implication militante – surtout dans les milieux étudiants – et le fait que celle-ci s’effectue concomitamment à d’autres obligations (études, travail, famille, etc.), ce qui limite les ressources (matérielles et émotives) disponibles (Ingenito et Pagé, 2017a, p. 75).

Il semble également important de noter que le cybermilitantisme féministe en lutte contre la culture du viol fait l’objet de plusieurs publications depuis les dernières

judiciaire et pénal étatique et attribuent une partie de la responsabilité des crimes à l’ensemble de la société, de même qu’aux gouvernements.

⁵ Le travail de care fait référence à une grande variété de tâches qui impliquent de prendre soin d’autrui et qui comportent de nombreuses dimensions, notamment physiques, corporelles, relationnelles et émotives (Soares, 2017).

années, même si cette facette du militantisme ne sera pas centrale dans le présent contexte (Mendes *et al.*, 2018 ; Pilote et Hübner, 2019 ; Rentschler, 2014, 2018). Enfin, le billet militant « L’UQAM champ de bataille : Histoire (incomplète) des actions féministes sur le campus » publié en 2015 répertorie une partie des actions féministes s’étant déroulées sur le campus uqamien depuis sa fondation, avec un intérêt tout particulier pour les actions menées en réaction à du harcèlement et des agressions sexuelles. Bien que cette publication anonyme ne fasse pas partie d’une littérature scientifique à proprement dit, elle s’est révélée très utile pour amorcer le travail de défrichage historique de la présente recherche et son apport se doit donc d’être souligné.

1.3.3 Les VSMU : des enjeux qui sont de plus en plus quantifiés, mais demandent à être contextualisés

Un dense corpus littéraire étatsunien et canadien permet de mieux comprendre la prévalence des VSMU en fonction de certaines variables comme le genre, le niveau d’étude et le type de victimisation (De Keseredy et Kelly, 1995; Flack et al., 2015; Franklin et al., 2012; Kearney et Rochlen, 2012; Krebs, 2005). D’autres recherches permettent quant à elles d’évaluer les services offerts aux survivantes sur le campus (Karjane et al., 2002; Lund et Thomas, 2015; Walsh et al., 2010). Au Québec, l’Enquête ESSIMU traçant un portrait de la prévalence des violences sexuelles au sein de 6 universités québécoises francophones est l’étude de la plus grande envergure connue au pays⁶. Les résultats révèlent qu’en date de 2016, plus du tiers (36,9%) des répondant-e-s avaient vécu au moins une forme de victimisation sexuelle commise par une autre personne affiliée à l’institution depuis leur entrée à l’université et que seul-e-s. Parmi

⁶ L’étude a été menée auprès de 9 284 répondant-e-s dans 6 universités, soit l’Université du Québec à Montréal, l’Université de Montréal, l’Université Laval, l’Université de Sherbrooke, l’Université du Québec en Outaouais et l’Université du Québec à Chicoutimi (Bergeron *et al.*, 2016, p. ii).

ceux et celles-ci, seul-e-s 9,6% ont dénoncé les violences aux instances de leur université (Bergeron *et al.*, 2016).

L'enquête quantitative innove par son caractère engagé et féministe. On y adopte une terminologie qui ancre les violences sexuelles dans des dynamiques genrées et systémiques. La culture du viol, définie comme un contexte social permettant la banalisation et la reproduction de ce type de violence, y occupe aussi une place centrale. Le dévoilement des résultats par université de même que les constats généraux de l'étude dévoilés en janvier 2017 ont été largement couverts par les médias québécois (Nadeau, 2016 ; Pion, 2018 ; Porter, 2017 ; Radio-Canada, 2017). Bien qu'en grande majorité quantitative, l'enquête a également permis de récolter près de 2000 récits qui permettent de documenter la « diversité des gestes pouvant être considérés comme de la violence sexuelle » (Bergeron *et al.*, 2016, p. 64).

1.4 Problématique : le besoin d'une documentation qualitative et longitudinale des contributions militantes féministes

La littérature présentée ci-dessus trace les contours d'une problématique que je conceptualise en trois temps. Tout d'abord, il existe un besoin criant de documenter les contributions militantes féministes québécoises afin de souligner le rôle des mouvements sociaux dans les avancées en matière de lutte contre ces manifestations de sexisme au sein des universités (Ricci et Bergeron, 2019). Rentschler (2018) se désole d'ailleurs du manque de documentation portant sur les mobilisations étudiantes féministes déployées pour créer des campus universitaires moins emprunts empreints de violence, alors qu'elle identifie le militantisme étudiant comme un élément clé pour parvenir à mieux comprendre la culture entourant les VSMU (p. 78). Bien qu'elles constituent des éléments clés pour contrer une analyse neutralisante et dépolitisée des VSMU, les contributions des groupes féministes universitaires se retrouvent dans

l'ombre des initiatives managériales et ne reçoivent pas l'attention appropriée en termes d'avancées sociales. Effectivement, le phénomène d'institutionnalisation des mobilisations collectives peut avoir comme avantage de responsabiliser les élites politiques face à un problème social, mais Ricci et Bergeron (2019) s'inquiètent des conséquences d'un tel processus dans un contexte néolibéral de marchandisation des universités. Ces dernières dénotent effectivement une tendance à l'effritement de l'analyse féministe dans la manière de traiter les violences faites aux femmes dans les discours publics. Les VSMU seraient ainsi traitées par les élu-e-s et les personnes administratrices de manière non-genrée, dans un discours centré sur la sécurité au sein des campus et sur la gestion des risques (Ricci et Bergeron, 2019, p. 1291).

Ensuite, la littérature existante sur les savoirs militants, les luttes et revendications des groupes anti-oppressifs et la manière dont ceux-ci s'inscrivent au sein de l'institution universitaire, est éclairante en ce qui a trait aux mouvements étudiants de manière large et aux mouvements militants féministes. Toutefois, l'articulation entre les variables de militance féministe et de militance universitaire au sens plus large reste très peu étudiée. Tardy et Bernard soulignent également le fait que « les recherches [qui] s'intéressant aux organisations féministes mettent davantage l'accent sur " les pratiques organisationnelles que sur les militantes elles-mêmes, leurs motivations, leurs satisfactions " » (citées dans Quéniart et Jacques, 2002, p. 108). Plus encore, les personnes à l'origine de la revue historique des activités féministes uqamiennes remarquent la sous-documentation des événements qui se sont déroulés à partir de la fin des années 1990, le moment où « la droite prend le contrôle de l'AGEUQAM » (Anonyme, 2015, p. 30).

Enfin, la prédominance du recours aux approches quantitatives dans l'étude des VSMU tend à reproduire certaines limites propres à une grande partie des études portant sur les VSMU. Tillapaugh (2017) critique ainsi le récit unique des études centrées sur un

discours statistique, qui ne permettent pas de donner une voix aux victimes-survivant-e-s et qui tendent à invisibiliser les réalités des personnes qui se situent à l'intersection des rapports de domination. Les personnes homosexuelles et trans par exemple, ne sont souvent représentées que par leur genre et voient donc leur expérience assimilée à celle des femmes hétérosexuelles, alors qu'elle diffère en terme quantitatif, mais aussi qualitatif (Tillapaugh, 2017, p. 104). De tels angles morts dans la littérature s'expliquent par des structures de pouvoir universitaires qui excluent certains groupes de personnes tout au long du processus de production du savoir.

De ces trois considérations jaillit une question de recherche principale, à savoir « Qu'est-ce que les trajectoires d'engagement féministe contre les VSMU à l'UQAM entre 1989 et 2014 révèlent des processus de subjectivation des trente dernières années chez les féministes au Québec ? ». En d'autres termes, comment penser l'articulation entre le militantisme féministe en milieu universitaire et la constitution de sujets politiques féministes ? Comment envisager l'émergence – ou non – de nouvelles formes de subjectivités dans le champ féministe québécois ?

1.5 Proposition de réarticulation : politiser l'étude des VSMU par le biais des expériences militantes

Bien qu'il soit important de reconnaître l'apport incommensurable des vastes enquêtes quantitatives pour la documentation de la problématique des VSMU à l'échelle d'une province entière, il demeure nécessaire de développer des perspectives complémentaires à ces études. De manière à combler un manque de la littérature

existante, ce mémoire propose une étude qualitative et longitudinale⁷ des perspectives de militantes féministes engagées au sein de luttes contre les VSMU entre 1989 et 2014. En plus de fournir des éléments de réponse pour complexifier, nuancer et contextualiser l'analyse des VSMU, la présente recherche propose un nouvel angle d'approche original pour étudier les perspectives de féministes issues des générations des baby-boomers, de la génération X, Y et Z au Québec.

L'ensemble de cette démarche se veut sensible à la reproduction de certains biais par les études féministes francophones blanches causés par l'absence notamment des personnes racisées, autochtones, des minorités sexuelles et de genre à toutes les étapes de la production du savoir. Force est d'admettre que les mouvements féministes francophones qui jaillissent de ces milieux universitaires participent eux aussi à alimenter des conceptions dominantes notamment d'un point de vue de la race et de l'identité sexuelle et de genre : « c'est-à-dire que toutes les personnes qui y sont désignées comme victimes, auteur-e-s ou témoins sont présumées [hétérosexuelles], non trans » (Chamberland, 2019, p. 7) et blanches. Je souhaite que cette contribution puisse jeter un éclairage critique sur l'évolution des pensées féministes telles qu'elles prennent place dans les hauts lieux de création de savoir que sont les universités. Dans un souci de cohérence avec les objectifs de ce mémoire, un travail de réflexion sur mes propres propriétés sociales en tant que chercheuse s'impose tout d'abord.

⁷ L'approche longitudinale est entendue tel que définie par Courgeau et Lelièvre dans *Analyse démographiques des biographies*, soit comme une « étude d'événements ou d'états, objectifs ou subjectifs, dans leur succession et leurs interactions en rapport avec un temps historiquement défini survenus à une même entité (individu famille organisation...) au sein d'un groupe bien défini (génération, promotion) » (Courgeau et Lelièvre, 1989, p. 114).

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre présente d’abord quelques constats et réflexions sur l’influence de mes propriétés sociales et d’une approche politiquement engagée sur le déroulement de cette recherche. Les processus constitutifs de subjectivation, les « nouvelles » pratiques d’engagement militant féministe et quelques perspectives critiques de la blanchité au sein des féminismes québécois seront ensuite posés comme les assises théoriques de la recherche. En troisième partie, il sera question des justifications derrière le choix d’adopter une méthode de recherche qualitative, féministe et ancrée.

2.1 Propriétés sociales de la chercheuse : dépasser la simple déclaration de blanchité

De nombreux enjeux éthiques découlent du fait d’être une étudiante universitaire privilégiée, de mener une recherche dans le cadre d’études aux cycles supérieurs et d’adopter les violences sexuelles en milieu universitaire comme objet d’étude. En tant qu’étudiante, chercheuse et militante blanche, hétérosexuelle, provenant de la classe moyenne et sans handicap, je me dois de prendre en compte certaines considérations en ce qui concerne mes privilèges sociaux, hétéronormatifs et raciaux. Cela sans nier que mon identité et mon expression de genre féminin constituent une subjectivité ciblée par le patriarcat. À la lecture de Ahmed (2004), je comprends que la déclaration d’une

position dominante en terme de rapports raciaux ne permet en rien de transcender cetteditte position et ne constitue pas un acte que l'on peut qualifier de performatif⁸. Je souhaite plutôt que cet exercice soit compris comme une première étape du travail de reconnaissance de mon rôle dans la (re) production du racisme et conséquemment, de mes responsabilités pour contrer les effets négatifs qu'engendre cette position. Ma posture privilégiée en tant que personne blanche a des conséquences directes sur ma manière de concevoir mon sujet d'étude et sur certains angles morts dans ma compréhension des rapports de pouvoir. Il est donc de mon devoir de me munir des outils nécessaires pour améliorer cette situation. Suivant les recommandations de bell hooks (2014), j'aspire à trouver un équilibre entre une prise de responsabilité face au fardeau du racisme sans pour autant participer à la survalorisation des écrits des personnes blanches sur les enjeux raciaux (2014, p. 47).

Les premières rédactions que j'ai soumises dans le cadre de ce projet de mémoire pouvaient correspondre à la tendance critiquée par hooks dans *Talking back : thinking feminist, thinking Black*, qui décrit l'analyse de certaines féministes blanches abordant une perspective qui se veut intersectionnelle, mais qui ne fait que reproduire l'universalisme blanc « non coloré », auquel vient ensuite se greffer les situations particulières des femmes « non blanches » (2014, p. 117). Pour pallier à cette situation, je veille à souligner les limites de ce travail lorsqu'elles ne peuvent pas être dépassées et je revisite mes conceptions du militantisme pour les envisager comme des savoirs qui sont situés sur le plan socioéconomique, racial, hétéronormatif et historique (Harding, 2004).

⁸ Pour reprendre les termes de Austin (1975), cité par Ahmed (2004), une déclaration est performative lorsque par le simple fait d'être énoncée, elle concrétise ce qu'elle annonce. En d'autres termes : « *An utterance is performative when it does what it says* » (J. L. Austin, 1975, p. 6).

2.2 Une posture de recherche ancrée dans la réalité étudiée

Tout choix méthodologique est ancré dans des postures épistémologiques qui se doivent d'être reconnues et prises en considération. Guidée par une perspective de production de connaissances qui se veut constructiviste, je ne prétends pas avoir une posture extérieure ou neutre face à mon objet de recherche et à ce processus de recherche. Je me considère comme faisant partie intégrante de la réalité étudiée (Giordano et Jolibert, 2012, p. 40).

Conformément à cette posture, je fais le choix épistémologique d'écrire ce mémoire à la première personne. Je ne souhaite pas dissimuler ma démarche intellectuelle personnelle derrière les mots et les idées d'autres personnes, derrière un « nous » imaginaire (Behl, 2019, p. 89). Cette considération est d'autant plus importante à considérer en raison de ma posture face à l'objet d'étude, puisque celle-ci correspond à ce que Bonner et Tolhurst (2002) qualifient d'*insider-researcher*. Je me trouve, dans le cadre de ces démarches, à étudier un groupe auquel j'appartiens. Cette posture engendre plusieurs avantages au niveau méthodologique et analytique, comme une meilleure compréhension de la culture du groupe à l'étude, une présence plus subtile et naturelle au sein du milieu et une familiarité avec les pratiques courantes de l'institution. Plus encore, ma posture de jeune féministe militante universitaire m'accorde un accès privilégié à cette parole et favorise une confiance, une proximité, avec les participantes.

À l'inverse, cette posture me rend particulièrement redevable aux participantes, dans le sens où les résultats de cette démarche se doivent d'avoir une retombée militante, une utilité réelle pour les milieux. Il me semble essentiel de rester particulièrement vigilante face aux risques de restitution des résultats de la présente recherche. Je souhaite faire en sorte que ce travail ne mène pas à une récupération institutionnelle ou

à une instrumentalisation de connaissances et de compétences acquises par des militantes en lutte depuis la fondation de l'UQAM, un phénomène qui est malheureusement omniprésent et bien documenté (Beres et Crow, 2009; Ricci, 2017, p. 178). Pour faire en sorte que la présente recherche bénéficie aux milieux grâce auxquels elle a été rendue possible, l'analyse a été menée en veillant à centraliser les récits des (ex) militantes comme sujets centraux du mémoire. Les participantes étaient également en mesure de valider les résultats tout au long de la progression des travaux (Roy, 2009, p. 223). Enfin, je peux déjà dire que les résultats de cette recherche ont fait l'objet de formations en milieu militant et que certains outils de vulgarisation (ligne du temps, archives publiques, etc.) ont été créés à l'intention des groupes militants (voir Annexe A).

2.3 Cadre théorique et conceptuel

Cette recherche constitue davantage une analyse biographique qu'une étude des mouvements sociaux. Effectivement, l'histoire militante et institutionnelle racontée par ce mémoire est construite par le biais de récits biographiques et de trajectoires individuelles croisant celle de l'institution. En ce sens, la notion de subjectivation, présentée plus en détail dans la section suivante, constitue un outil conceptuel qui permet de développer une analyse à plusieurs niveaux, de tracer le pont entre « la constitution de soi » et le dépassement de soi par l'engagement féministe dans des actions collectives. Pour tirer profit de l'aspect multigénérationnel et longitudinal du corpus à l'étude, l'analyse s'appuie également sur les travaux de théoriciennes du nouveau militant et féministe au Québec (Jacquet *et al.*, 2017 ; Lamoureux, 2016 ; Pagé, 2005). Ce cadre conceptuel est mobilisé non pas dans une perspective évolutionniste, mais bien pour participer à une analyse critique d'une partie de l'héritage féministe et proposer quelques fondements de réflexions sur le féminisme d'aujourd'hui et de demain. Enfin, les approches critiques de la blanchité au sein des

féminismes blancs (Hamrouni et Maillé, 2015a; hooks, 2014) et des mouvements étudiants québécois (Hampton, 2012; Palacios *et al.*, 2013) sont mobilisées pour jeter un regard critique sur les rapports entre majorité/minorité, inclusion/exclusion et sur l'intégration de perspectives intersectionnelles au sein d'une frange du féminisme universitaire francophone.

2.3.1 La subjectivation politique et féministe

Dans sa définition la plus simple, le processus de subjectivation est décrit par (Gianoncelli, 2016) comme une accession au statut de sujet politique pour des sujets jusqu'alors renvoyés à l'altérité. Cet exercice sous-entend une prise de conscience critique de soi-même, l'acquisition d'une réflexivité et une prise de parole qui confère une certaine forme d'autonomie de pensée et d'agir à l'individu (Willemez, 2021). Si les définitions de la subjectivation sont multiples dans les champs politiques et philosophiques, je mobilise dans le présent contexte le concept comme un processus d'émancipation politique.

Le processus de subjectivation, bien qu'individuel, est fondamentalement ancré dans le rapport au collectif et l'engagement politique est souvent considéré comme constituant un des principaux lieux de subjectivation (Ben Salem, 2013 ; Dardot, 2011 ; Fazazi, 2017 ; Touraine, 2020 ; Willemez, 2021). Dans sa conceptualisation hégélienne, c'est principalement l'engagement dans des luttes collectives, ou du moins l'investissement avec d'autres dans une action ou un projet, qui est à l'origine d'une prise de conscience chez le sujet (Fazazi, 2017). C'est au terme de l'engagement au sein de luttes collectives que la subjectivité des agents « se transforme, que ses aptitudes changent et, au terme de cette dite-action, il en ressort substantiellement autre » (Fazazi, 2017, p. 6). Dans sa manière de donner un sentiment d'emprise aux individus sur leur vie, l'engagement collectif serait donc une condition de possibilité de la subjectivation politique justement parce qu'il implique un rapport aux autres : «

l'engagement militant est conçu comme une construction de soi, de création de ses propres règles lui permettant de résister à des pouvoirs disciplinants : la famille, la société ou l'État » (Ben Salem, 2013, p. 8).

La subjectivation implique bel et bien de s'affranchir ou du moins de transformer un rapport à soi produit et imposé par le pouvoir, de renverser ce rapport pour en instaurer un autre, plus authentique et autonome (Dardot, 2011, p. 237). Dans la généalogie de la subjectivité militante de Foucault, l'âme du soulèvement est décrite par une transformation dans le régime politique, mais aussi par un changement profond chez les militant-e-s :

Il faut que notre manière d'être, notre rapport aux autres, aux choses, à l'éternité, à Dieu, etc., soient complètement changés, et il n'y aura de révolution réelle qu'à la condition de ce changement radical dans notre expérience (Foucault, 1994, p. 747).

Dans un contexte marqué par l'oppression patriarcale, les études féministes ont contribué à démontrer que l'accession au statut de sujet politique pour les femmes n'est possible qu'en combattant le patriarcat « dans la mesure où ce système social organise la sujétion de toutes les femmes et les confine à une position subalterne » (Lamoureux, 2016, p. 262). Pour Lamoureux (2016), le féminisme constitue en ce sens « un des lieux essentiels de subjectivation politique des femmes », dans la mesure où ces espaces de lutte ont non seulement fait émaner une parole dénonçant l'assujettissement patriarcal des femmes, mais ont également forgé les bases d'une action collective visant à émanciper les femmes (p.10). Historiquement, la création d'espaces d'échange féministe, ou encore d' « espaces du dicible » (Pollak & Heinich 1986) engendre, à l'échelle individuelle, des sujets féministes autonomes qui s'affirment du même coup en tant que collectifs féministes (Charpenel, 2016, p. 8) et participent à politiser le privé. Autrement dit, comme l'avance Willemez (2012) : « Le processus de subjectivation se constitue par un double mouvement de retour sur soi et de dépassement de soi pour penser collectivement les questions individuelles » (p. 133).

Le point de vue subjectif des femmes ou des personnes marginalisées se veut une source de savoir qui encourage le développement de solidarités militantes (Charpenel, 2016, p. 19). En luttant ensemble et en mettant leurs expériences en commun, les femmes s'instituent en interlocutrices et se reconnaissent comme « sujet de leur histoire » (Lamoureux, 2016, p. 11). Elles cessent de se fier aux « définitions les confinant au mépris, à l'existence pour autrui, à l'absence d'authenticité » pour plutôt se définir elles-mêmes (Simone de Beauvoir paraphrasée dans Lamoureux (2016, p. 11). Cet exercice de mise en commun laisse entrevoir un processus de subjectivation individuelle qui devient à son tour une expression de la militance : « analyser sa propre expérience de femme et la confronter à celles d'autres femmes, c'est aussi militer » (Gubin & Jacques 2004, 80, citées dans Charpenel, 2016, p. 20).

2.3.2 « Nouvelles » pratiques d'engagement militant féministe

La pratique du militantisme constitue un sujet d'étude central des disciplines sociologiques et l'engagement proprement féministe (ses trajectoires, ses motivations et ses modes d'action) gagne également en intérêt dans les études en sciences sociales (E. Breton *et al.*, 2015 ; É. Breton *et al.*, 2015 ; Ingenito et Pagé, 2017b ; Kruzynski et Bayard, 2005 ; Le Quentrec et Rieu, 2003 ; Jacynthe Leblanc, 2013 ; Ricci *et al.*, 2008 ; Tardy et Bernard, 1995). Les définitions de militantisme sont nombreuses, mais dans le cas présent, le concept est inspiré des travaux Quénart et Jacques (2002). Il est donc entendu comme une forme d'engagement politique qui entre en conflit avec certaines valeurs partagées par la majorité et cherche à défendre des revendications ou des groupes de populations qui sont marginalisés au sein du contexte social général. Pour être en mesure d'interroger les dialogues, les continuités et les ruptures entre les courants militants féministes qui ponctuent les vingt-cinq années de la période à l'étude, je mobilise le cadre conceptuel de la « nouvelle vague » féministe proposé par Pagé (2005) dans l'ouvrage collectif *Dialogue sur la troisième vague féministe* dirigé par Maria Nengeh Mensah. Je fais ce choix tout en étant consciente des débats qui

existent au sujet de l'emploi du terme « troisième vague » chez les féministes en Amérique du Nord depuis le milieu des années 1990 (Baumgardner, 2020 ; Crosbie, 1997 ; Dicker et Piepmeier, 2003 ; Findlen, 2001 ; Heywood et Drake, 1997 ; Mitchell *et al.*, 2001 ; Zita, 1997).

Il y a effectivement lieu de reconnaître que le terme de « vague » pour identifier différentes périodes du féminisme est remis en question depuis quelques années en raison de son postulat évolutionniste et de son effet d'homogénéisation : « [...] il amalgame une panoplie de courants d'idées et d'actions très diversifiées, parfois contradictoires, et cela sur la base de la date de naissance des protagonistes » (Toupin, 2005, p. 74). Quelques années après la parution de son texte dans l'ouvrage de Nengeh Mensah, Pagé réévalue d'ailleurs elle-même sa réflexion au sujet de la conceptualisation de l'histoire et de l'actualité du mouvement féministe dans un article qu'elle signe avec Blais, Fortier-Pellerin et Lampron (2007). À partir d'un point de vue féministe radical, les autrices rejettent l'idée d'une typologie du féminisme pensée en termes de vagues, elles soulignent les contrecoups de l'association entre chronologie et idéologie et mettent en garde contre la logique de dépassement et de nouveauté pour penser le féminisme (M. Blais *et al.*, 2007, p. 141).

Malgré les rectifications apportées par Pagé en 2007, je propose ici d'avoir recours au concept de « nouvelle vague » tout en gardant un souci de nuance et en étant sensible aux risques de raccourcis et de surcatégorisations historiques et politiques évoqués par Toupin (2005). Je fais ce choix non pas dans l'idée de catégoriser les féminismes de manière chronologique, fixe et unilatérale, mais plutôt pour me saisir d'un outil analytique, qui, bien qu'imparfait, permette de prendre acte des mutations traversant les féminismes québécois entre 1989 et 2014. Bien qu'elle reconnaisse que la « nouvelle » génération féministe soit au Québec généralement associée aux féministes issues de la génération des enfants des baby-boomers, Pagé défend dès 2005 les courants d'idées

comme étant des repères autant, sinon plus significatifs que les générations pour « découper » les mouvements féministes. Pagé (2005) associe ainsi les « nouvelles » féministes à celles qui adhèrent à une certaine école de pensée, tout en précisant deux ans plus tard (Blais *et al.*, 2007) que les considérations, les revendications et les stratégies d'action défendues par ces femmes ne sont pas nécessairement uniques ou sans précédent dans le mouvement féministe. Les caractéristiques avancées par Pagé (2005) permettent tout de même de décrire une frange actuelle du féminisme au Québec. L'autrice décrit plus particulièrement un courant de militantes qui accordent une dimension centrale à l'autodétermination dans la lutte et refusent d'être étiquetées de manière unilatérale et rigide. Le désir de faire éclater les conceptions binaires des catégories de sexe et de genre mènerait également les féministes de la « nouvelle » vague à des conceptions nuancées par rapport aux positions opprimé-opprimeur et à reconnaître qu'en chaque personne s'inscrivent à la fois des privilèges et des oppressions :

J'y vois une conception du féminisme beaucoup plus inclusive, l'acceptation de certaines contradictions, [...] une perspective qui ne met pas le blâme sur les femmes et une attitude qui refuse le statut de victime (Pagé, 2005, p. 44).

Ensuite, les revendications en matière de diversité sexuelle, articulées par les théories *queer* aux États-Unis à partir des années 1990 (Lamoureux, 2005), sont souvent attribuées à tort à la « nouvelle vague » féministe. Ces réflexions, bien que centrales pour les récents courants *queer*, s'amorçaient déjà en 1970 grâce à des féministes comme Shulamith Firestone qui proposait de déconstruire la différenciation entre les gens sur la base de leurs organes génitaux (M. Blais *et al.*, 2007, p. 146). En continuité avec ce travail de déconstruction des rôles sexuels et de genre, la « nouvelle » vague féministe lutte pour la reconnaissance d'une pluralité d'expressions de genre et d'identité sexuelle et revendique une sexualité fluide et sans tabou (Pagé, 2005). Enfin, en ce qui a trait à l'évolution des considérations centrales aux analyses féministes au fil des époques, il y a lieu de mentionner que si les féministes québécoises intégraient

plusieurs systèmes d'oppression à leur analyse dès les années 1960-1970, le recours aux théories, méthodologies et pratiques intersectionnelles demeure plus récent (M. Blais *et al.*, 2007, p. 148).

Pour poursuivre avec le cadre théorique, la proposition de Quéniart et Jacques (2004) est pertinente et complémentaire à celle de Pagé (2005) pour penser les nouvelles formes d'engagement des jeunes femmes⁹. Là où certain-e-s dénoncent une crise de l'engagement politique qui affecterait davantage les jeunes franges de la population, Quéniart et Jacques (2002) voient plutôt dans l'engagement des jeunes femmes une illustration de « l'émergence de formes nouvelles de subjectivité dans le champ politique » (Quéniart et Jacques, 2002, p. 66). Ce nouveau mode d'engagement juvénile prônerait une manière de lutter de manière partielle, dégagée, permettant la mise en commun sans pour autant impliquer un renoncement à l'individualité propre : « Ce qui est revendiqué aujourd'hui, c'est que le "JE" soit prédominant au sein du "NOUS" et qu'il puisse même se désaffilier, sortir du "Nous" » (Quéniart et Jacques, 2002, p. 65). Au moment où ces propositions théoriques ont été rédigées, les plus jeunes féministes de la génération des enfants des baby-boomers entraient à peine dans l'adolescence. Plus de quinze ans plus tard, les milieux universitaires sont investis à la fois par ces féministes issues de la « nouvelle » vague et par celles « de la vieille garde ». La mise en dialogue de ce cadre théorique avec les récits de féministes ayant navigué à l'UQAM à des périodes et des âges différents promet d'être éclairante pour mettre en relief « certaines tendances plus ou moins nouvelles dans le féminisme » (Lamoureux, 2016, p. 192).

⁹ Bien que cette recherche s'intéresse à l'engagement militant des féministes uqamiennes sans égard à leur âge, la définition de jeunesse comme un état d'esprit, une propension à la revendication et à croire au changement proposée par Quéniart et Jacques (2004) s'applique tout à fait au présent objet d'étude.

2.3.3 Les sujets du féminisme universitaire et du militantisme étudiant québécois sont-ils blancs ?

Autant dans la théorie que dans la pratique, les féminismes antiracistes et décoloniaux réitèrent l'importance de questionner qui est « le sujet “femmes” dont parle le féminisme québécois? Ce sujet femme est-il blanc? Qui fait partie de ce “Nous femmes” et qui est implicitement exclue? » (Hamrouni et Maillé, 2015 b, p. 11). Toutes ces questions, qui constituent la pierre d'assise de l'ouvrage dirigé par Chantal Maillé et Naïma Hamrouni (2015 b), se doivent d'être prises en considération dans le cadre de la réalisation d'un mémoire portant sur des milieux féministes majoritairement blancs et réalisé par une chercheuse blanche. Si les féministes blanches sont plus sensibles aux enjeux de racisme aujourd'hui, hooks (1989) est d'avis que celles-ci ont tendance à se contenter de dénoncer des manifestations évidentes de domination, d'exploitation ou de préjudices envers des individus plutôt que de s'attarder à la suprématie blanche en tant que système de valeurs qu'elles participent elles-mêmes à reproduire. Au Québec plus particulièrement, le désir de racisation des féministes blanches québécoises et le mythe social du peuple québécois colonisé généreraient un attachement particulier chez ces premières envers la position de subalterne (D. Austin, 2015 ; Maillé, 2017 ; Pagé, 2015). Conformément à ce mythe, l'identité collective québécoise blanche serait définie par une « perpétuelle humiliation » et son peuple serait continuellement menacé de dépossession, autrefois par les anglophones et aujourd'hui par les immigrant-e-s.

Dans ce contexte, l'intégration pour les féministes blanches d'une perspective intersectionnelle représenterait pour une partie d'entre elles une perte de pouvoir importante, dans la mesure où cette nouvelle approche travaille à décentraliser l'expérience blanche au sein des féminismes (Pagé, 2015). Le désir de réappropriation d'une « identité subalterne » qui existe chez certaines féministes blanches au Québec s'expliquerait entre autres par le caractère confrontant que peut représenter une remise

en question des privilèges blancs et du sens de la blanchité dans les vies et la militance de ces premières (Pagé, 2015, p. 134). Ainsi, le paradoxe québécois d'idéalisation des solidarités internationales et d'absence de solidarités féministes locales semble à tout point de vue correspondre aux manifestations de suprématie blanche telles que dénoncées par hooks tout en s'attaquant à certains groupes présentés comme des menaces à l'identité québécoise (Pagé, 2015, p. 144).

L'adoption d'une approche critique de la blanchité, du racisme et du colonialisme est nécessaire pour aborder la double absence des communautés racisées et autochtones au sein des mouvements étudiants au Québec. Celle-ci se manifeste dans un premier temps par la faible présence de personnes racisées et autochtones au sein de certaines communautés universitaires (Tate et Bagguley, 2017, p. 289) et par la tendance des mouvements étudiants québécois à reléguer les enjeux de racisme et de colonialisme au second plan des revendications. Ces dynamiques agissent comme des mécanismes d'exclusion et expliquent en partie la (re) production de mouvements étudiants majoritairement blancs (Hampton, 2012; Palacios *et al.*, 2013). L'invisibilisation des communautés racisées et autochtones s'impose dans un deuxième temps par l'amnésie collective autour des contributions de ces dernières au sein des luttes sociales et étudiantes au Québec et au Canada (Hampton, 2012; Palacios *et al.*, 2013). En donnant une tribune à ces témoignages auparavant subalternisés, les féminismes antiracistes et décoloniaux jettent un éclairage nouveau sur l'hypocrisie d'un mouvement étudiant majoritairement blanc et relativement aisé, militant pour un accès universel aux études supérieures sans prendre en compte les expériences des communautés pauvres et racisées.

Dans le même ordre d'idées, des critiques sont formulées de la part de groupes de militantes racisées à l'endroit d'associations féministes blanches qui se veulent antiautoritaires, mais qui peinent à être activement critiques à l'endroit de toutes les

structures d'autorités coercitives, dont fait partie la suprématie blanche (Eslami et Maynard, 2013). À l'UQAM, par exemple, un groupe de féministes racisées a récemment reproché aux milieux féministes blancs de capitaliser sur des savoirs issus des groupes les plus marginalisés sans remettre en question leur propre rôle dans les systèmes d'oppression racistes et coloniaux (« FRUeS — Publications », 2018). Ces situations entraînent pour nombre de personnes racisées et autochtones une relation conflictuelle, inconfortable ou contradictoire avec l'engagement militant étudiant (Palacios *et al.*, 2013, p. 18).

Bien que les considérations présentées ci-haut font partie des préoccupations prises en compte dans la réalisation du présent mémoire et malgré une intention véritable d'adopter une analyse intersectionnelle dans le cadre de cette recherche, je suis forcée de constater que mes intentions ne se sont pas concrétisées. Tout compte fait, ni la composition du corpus étudié, ni la qualité ou la profondeur de la réflexion critique autour de la blanchité, du racisme ou de la suprématie blanche ne permettent d'avancer que ce mémoire présente une perspective intersectionnelle. Les limites engendrées par ce constat sont présentées dans la dernière section du présent chapitre.

2.4 Cadre méthodologique

2.4.1 Adopter une méthode de recherche qualitative, féministe et ancrée pour mettre en valeur les expériences des participantes

La collecte, l'analyse et l'interprétation des données récoltées par le biais de cette recherche sont guidées par une approche méthodologique qualitative¹⁰, féministe et

¹⁰ Le terme « qualitatif » fait ici référence à une méthode « qui promeut l'usage des connaissances implicites du scientifique dans le processus de découverte de nouvelles connaissances » et qui « met l'accent sur le rôle des connaissances et des intuitions déjà présentes chez le scientifique » (Gauthier, 2000, p. 138).

ancrée (*grounded theory*). L'adoption de cette méthode est pensée en cohérence avec l'objet d'étude et les intentions de recherche, soit d'avoir accès aux subjectivités des actrices directement concernées par la recherche, de même qu'aux significations qu'elles développent autour des expériences qui constituent l'objet de la recherche (Corbin et Strauss, 2007, p. 13). En choisissant une perspective ancrée et située inspirée de l'approche féministe du point de vue situé (Harding, 2004 ; Hill Collins, 1990), j'aspire également à reconnaître ma propre subjectivité au sein du processus de recherche et la positionnalité que me confèrent les propriétés sociales présentées au début de ce chapitre.

La nature qualitative de cette recherche est inscrite dans une volonté de laisser émerger du terrain de recherche des thématiques nouvelles: « *Qualitative research allows researchers to [...] discover rather than test variables* » (Corbin et Strauss, 2007, p. 13). Je m'ancre donc également dans une approche guidée par la *grounded theory*, dont Glaser et Strauss (1967) sont considéré-e-s comme les précurseur-e-s. D'abord appliquée au sein du champ des études sociologiques, cette méthode de recherche est reconnue pour permettre une flexibilité dans la collecte et l'analyse des données (Chun Tie *et al.*, 2019). La *grounded theory* implique entre autres une démarche itérative, exploratoire et inductive (Glaser et Strauss, 1967). Elle est considérée comme étant adaptée pour mener des recherches sur des phénomènes qui sont peu théorisés, ce qui s'applique au présent objet d'étude :

This methodology is appropriate when little is known about a phenomenon; the aim being to produce or construct an explanatory theory that uncovers a process inherent to the substantive area of inquiry (Chun Tie *et al.*, 2019).

Cette méthode est privilégiée dans ce mémoire également parce qu'elle permet d'adapter le sujet d'étude aux témoignages et propos recueillis lors des entrevues, ou en d'autres mots, de donner aux participantes le pouvoir de donner elles-mêmes les orientations à la recherche. En amorçant le travail de collecte et d'analyse des données

selon une approche inductive et flexible, le cadre méthodologique a d'ailleurs permis de réorienter la suite des travaux pour refléter fidèlement les récits récoltés auprès des participantes. Le processus de bifurcation de l'objet de recherche est présenté plus en détail à la fin du chapitre.

Enfin, le choix de cette méthode s'explique par le fait qu'elle soit reconnue comme ayant des affinités épistémologiques avec des approches féministes de la recherche. Depuis le milieu des années 1990, des chercheur-e-s de diverses disciplines mobilisent la *grounded theory* dans le cadre de recherches féministes et démontrent la congruence des deux méthodes pour faire la lumière sur des enjeux spécifiques aux expériences de femmes marginalisées (Plummer et Young, 2010). Plus particulièrement, Plummer et Young (2010) démontrent la compatibilité des deux méthodes au niveau de la valorisation du rôle central de l'expérience humaine dans le processus de création de savoirs, de la reconnaissance du fait que les savoirs sont générés par le biais du progrès social, du rejet du dualisme entre objet et sujet et de la promotion du changement social via la recherche. Cette méthode de recherche est fréquemment utilisée dans le cadre de recherches qualitatives portant sur les violences sexuelles et impliquant des participantes directement concernées. À la fois par Bay-Cheng & Eliseo-Arras (2007) et Phillips (2000) y ont recours pour optimiser la prise en compte de la diversité des subjectivités des participantes à leur étude plutôt que de chercher à cadrer leurs témoignages en fonction d'hypothèses et de catégories fermement déterminées au préalable.

À l'origine, la posture épistémique mise de l'avant pour aborder la collecte, l'analyse et l'interprétation des données était également inspirée de la *Critical Race Methodology* (CRM) telle qu'articulée par Solorzano et Yosso (2002). Celle-ci avait été choisie pour sa capacité à aborder les expériences des personnes étudiantes de couleur selon une approche intersectionnelle qui s'attarde à un ensemble des marqueurs sociaux que sont

la race, le genre, la classe, le statut national, le phénotype, l'accent et la sexualité. Plus qu'une simple méthode, cette approche épistémologique est porteuse d'un projet politique qui est également défendu dans le cadre du présent travail de recherche :

Using critical race methodology confirms that we must look to experiences with and in responses to racism, sexism, classism, and heterosexism in and out of schools as valid, appropriate, and necessary forms of data (Solórzano et Yosso, 2002, p. 37).

Articulé aux questions de recherche, ce choix méthodologique devait fournir les outils nécessaires pour permettre de faire la lumière sur certaines conceptions de la sexualité et des rapports de pouvoir qui s'imposent de manière hégémonique à l'UQAM et pour donner une tribune à des perspectives épistémologiquement défavorisées au sein de l'université. Plus encore, dans un contexte de recherche menée par une personne blanche et basée sur un échantillon majoritairement blanc, la CRM s'est déjà montré un outil efficace pour traiter du racisme sous un angle individuel et institutionnel (Blaisdell, 2005, p. 32). Tout compte fait, les principes phares de la CRM ont teinté la posture épistémique de la chercheuse, mais en ce qui a trait aux méthodes concrètes de collecte et d'analyse, je ne considère pas avoir été en mesure de la mobiliser de manière à en faire réellement bénéficier la recherche.

2.4.2 Combiner l'analyse documentaire et les entrevues semi-dirigées : multiplier les angles d'éclairage

De manière à traiter de la problématique tout en réduisant certaines limites que peuvent avoir les différents outils de mesure en sciences sociales (Roy, 2009), le corpus choisi comprend à la fois une analyse de documents d'archives et une série d'entrevues semi-dirigées. Les publications militantes constituent des canaux de mobilisation et d'information particulièrement importants dans le cadre des luttes étudiantes. Ce moyen de communication est mobilisé depuis la fondation même de l'UQAM et les publications militantes recèlent des fragments de mémoire collective qui offrent une

perspective alternative aux récits institutionnels. De manière à mettre à profit ces sources documentaires, une vingtaine de documents d'archives militantes constituent la première partie du corpus de recherche. La recherche documentaire s'est déployée en deux temps. Elle s'inscrivait d'abord dans une volonté générale de dresser un portrait social et politique fidèle de la période à l'étude dans le cadre de cette recherche et d'assurer une bonne préparation en vue des entrevues semi-dirigées qui constituent la deuxième partie du corpus. La collecte d'une partie des documents d'archives s'est faite par le biais d'une recherche au sein des archives de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et du Service des archives de l'UQAM. Toutes les parutions produites par des groupes féministes militants uqamiens ou près de l'UQAM (mis à part les textes journalistiques ou publiés dans les grands médias) durant la période à l'étude ont été retenues¹¹.

Dans un deuxième temps, la recherche documentaire a permis un prolongement et une validation des informations recueillies lors des entretiens semi-dirigés. Effectivement, plusieurs participantes ont généreusement accepté de partager des documents de leurs archives personnelles. De cette manière, il a été possible de consulter les parutions militantes de plusieurs groupes actifs durant la période à l'étude sous la forme d'articles, de revues, de tracts et de lettres ouvertes, mais aussi de correspondances, de comptes rendus de rencontres et de documents de travail. L'Annexe B dresse la liste des parutions militantes provenant des archives de la BAnQ, des archives de l'UQAM et des archives personnelles de certaines participantes. En plus de mieux saisir le contexte uqamien et montréalais au sein duquel les luttes militantes ont pris place, la récolte de données par le biais de la recherche documentaire a permis, comme le

¹¹ La bibliographie du texte de Françoise Stéreo « UQAM champ de bataille : Histoire (incomplète) des actions féministes sur le campus », publiée en 2015, a guidé les recherches documentaires en grande partie.

suggère Grawitz (1993), de bien compléter les techniques humaines que constituent les entrevues en rassemblant de manière fiable une description de groupements larges sur une période d'étude relativement longue.

Bien que les archives militantes constituent une véritable mémoire militante, une grande partie des savoirs militants sont transmis oralement plutôt qu'à l'écrit. Les entrevues semi-dirigées se sont donc présentées comme l'outil par excellence pour développer une compréhension nuancée et approfondie de l'objet de recherche. Ce deuxième outil a permis de récolter des témoignages de la part de huit personnes directement impliquées dans les mouvements de lutte durant la période à l'étude. L'entrevue individuelle semi-dirigée, de par sa souplesse et sa proximité avec l'échange conversationnel, est reconnue comme favorisant un environnement propice à des discussions entourant des thématiques intimes et sensibles (Savoie-Zajc, 2009, p. 340). Cette technique de collecte de données a favorisé une compréhension nuancée et approfondie des expériences de militantisme féministe en contexte universitaire, et ce, au cours d'un processus de co-construction de sens avec la personne participante (Savoie-Zajc, 2009, p. 340).

2.4.3 Échantillonnage, recrutement et population

Les participantes ont été sélectionnées par le biais d'un échantillonnage par réseau (méthode boule de neige) pour favoriser une plus grande diversité de perspectives dans les témoignages. Les critères d'inclusion pour la sélection des participantes étaient les suivants : avoir fréquenté l'UQAM en tant qu'étudiante (à temps plein ou à temps partiel), employée ou étudiante employée au cours de la période à l'étude (entre 1989 et 2014). L'échantillonnage a également été limité aux personnes ayant activement pris

part à des mobilisations opposées aux violences sexuelles¹² en milieu universitaire, ce qui n'exclut pas que plusieurs groupes féministes aient existé durant cette période à l'UQAM sans lutter spécifiquement contre les VSMU. Bien que ce soit à la fois le fait d'avoir milité autour des enjeux de VSMU et le fait d'aborder une perspective féministe qui constituent les critères d'inclusion à cette étude, c'est une définition inclusive du féminisme qui a été mise de l'avant. L'approche choisie s'inspire effectivement de celle proposée par Saint-Denis (2007) : « *although feminism may be "generally categorized as the struggle to increase women's access to equality in a male dominated culture, there has never been a universally agreed agenda for feminism"* » (p. 35). Les participantes auraient ainsi pu se considérer féministes sans pour autant adhérer à l'appellation, ou encore en envisageant la lutte contre le patriarcat comme un terrain de militance non prioritaire, par exemple. Tout compte fait, les huit participantes mobilisaient l'expression féministe ou féministe queer pour se définir.

Une fois la demande de certification éthique approuvée par le Comité d'éthique de la recherche de l'UQAM (Annexe C), les appels à la participation (Annexe D) ont été diffusés sur les réseaux sociaux (plus particulièrement sur des pages de groupes militants). La majorité des participantes ont appris l'existence de la recherche par le biais du bouche-à-oreille. Certaines participantes ont été contactées directement pour participer après avoir été recommandées par d'autres participantes ou encore par des (ex) militantes uqamiennes. Grâce à l'aide et à la générosité de ces dernières, l'étape du recrutement s'est faite assez rapidement. Les entrevues ont donc été menées auprès de huit femmes qui se sont vues attribuer les pseudonymes suivants (avec leur accord) ; Andréanne, Marie, Clara, Caroline, Camila, Lyne, Véronique et Alice. Celles-ci ont

¹² Il faut toutefois noter que le vocabulaire a évolué au fil des époques et que les participantes décrivent ce type de violences de multiples manières. Les termes « harcèlement et agression sexuelle » sont privilégiés chez les féministes actives avant 2000, suite à quoi la désignation change majoritairement pour « violences sexuelles » ou « violences à caractère sexuel ».

fréquenté l'UQAM entre 1980 et 2020 et avaient entre 25 et 64 ans en 2020. Cinq des participantes ont milité tout en ayant un statut d'étudiante, deux l'ont fait à titre d'étudiantes puis d'enseignantes et une dernière a milité à titre de salariée dans le milieu syndical uquamien. Plusieurs d'entre elles ont également occupé des postes élus dans leurs syndicats ou leurs associations étudiantes.

Lors de leur période d'implication militante opposée aux VSMU la plus active, la grande majorité des participantes étaient situées socialement dans des étapes de vie pouvant être associées à la jeunesse, soit par leur tranche d'âge, parce qu'elles poursuivaient toujours des études, ou encore qu'elles n'avaient pas de responsabilités familiales ni intégré le marché du travail (Quéniart et Jacques, 2004, p. 116). Le corpus est composé de quatre générations de femmes ; Lyne fait partie de la génération des baby-boomers ; Caroline et Marie de la génération X ; Clara, Véronique et Alice de la génération des enfants des baby-boomers et Camila et Andréanne sont dans la tranche la plus âgée de la génération Z. La majorité d'entre elles sont des femmes blanches, francophones et nées au Québec à l'exception d'une femme immigrante et d'une femme racisée. Le tableau de synthèse de description générationnelle des participantes (page 47) aurait gagné à être plus détaillé notamment au niveau de l'identité ethnique, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre des participantes, mais ces informations n'ont pas été systématiquement récoltées chez chacune des participantes. Les avantages associés au fait de questionner les participantes à ce sujet n'ont pas fait l'objet d'une réflexion en amont, ce qui constitue une limite évidente de la recherche. Force est d'admettre que le portrait partiel des propriétés sociales des participantes nous prive d'éléments biographiques significatifs ayant une valeur à la fois humaine et théorique.

2.4.4 Entretiens

Les entrevues semi-dirigées ont été menées à Montréal entre les mois de février et mars 2020. Les participantes ont parfois choisi de mener les entrevues dans des locaux à l'UQAM (3 fois), par visioconférence (2 fois), chez la chercheuse (1 fois), dans un restaurant (1 fois) ou à leur propre domicile (1 fois). Les rencontres ont duré entre 53 et 90 minutes. La grille d'entretiens a été sujette à certains changements au fil des rencontres avec les participantes. Certains thèmes qui n'y figuraient pas initialement ont ainsi été ajoutés en cours de route. Certaines questions ont également été retirées de la grille pour éviter que les entretiens ne soient trop longs. Comme l'avance Roy (2009), ce processus d'analyse continue des résultats a permis d'affiner nos instruments de recherche et de relever des facteurs d'influence insoupçonnés lors de la préparation des entrevues. La rencontre avec les participantes débutait avec une courte explication des objectifs de la recherche, une présentation de la chercheuse et de la structure de l'entretien. Les participantes étaient ensuite invitées à prendre connaissance du formulaire de consentement (Annexe F) et à le signer. La chercheuse laissait ensuite une période de temps aux participantes pour poser des questions ou émettre des commentaires si elles le souhaitaient. Suite à cette étape d'introduction, et avec l'accord verbal de chaque participante, l'enregistreuse était mise en marche.

En guise d'introduction et pour dresser un portrait général de chaque participante, celles-ci ont été invitées à répondre à des questions d'ordre sociodémographique et portant sur leur parcours de vie. La première partie de l'entretien portait ensuite plus spécifiquement sur les souvenirs que les participantes gardent de leur expérience universitaire, militante et plus précisément de leur militance en lien avec les enjeux de violences sexuelles en milieu universitaire. Conformément aux recommandations formulées par Fillieule (2001) sur la valeur heuristique de l'étude des engagements militants, certains éléments particuliers ont constitué une partie centrale des

discussions, soit la prédisposition au militantisme et au passage à l'acte, de même que les différentes formes et intensités qu'a pris l'engagement.

Les questions portaient également sur les modes d'organisation et les stratégies militantes, les contextes de militance, les apprentissages qui en ont découlé, les approches féministes majoritaires au sein de l'environnement uquamien, etc. Afin que les données recueillies permettent une étude longitudinale révélatrice de l'évolution des subjectivités sur une certaine période de temps, les participantes ont été amenées à jeter un regard rétrospectif sur leur période d'implication militante universitaire et sur leur perception de l'UQAM au reflet de leurs expériences vécues entre temps. Celles-ci ont donc été amenées à échanger sur leurs perspectives face à la responsabilisation de l'UQAM en matière de prévention et d'intervention en matière de VSMU et la manière dont cette perception a été amenée à changer entre le début de leur période militante et le moment de l'entrevue. Nous avons également abordé ensemble l'évolution de leur rapport à la militance. Pour éviter le piège de bien des approches identitaires, les subjectivités des personnes participantes ont été abordées comme des « processus de formation et de reformation continues dans le temps même de l'action » (Fillieule, 2001, p. 204) et non pas de manière fixe.

La deuxième partie de l'entrevue portait sur les violences sexuelles à l'université et le rapport à la sexualité des participantes. Cette seconde phase a été l'occasion de questionner les continuités et les ruptures entrevues par les participantes entre leurs expériences intimes et leur engagement politique. Plus précisément, les participantes étaient invitées à évaluer l'influence de leur expérience militante sur leur rapport à la sexualité et inversement, l'influence qu'elles jugent que leurs expériences « intimes » ont pu avoir sur leur engagement politique. Les questions abordaient également les expériences de VSMU auxquelles les participantes avaient pu assister ou vivre elles-mêmes en contexte universitaire et les distinctions qu'elles conçoivent entre les milieux

militants et non militants en termes de culture du consentement. Enfin, elles étaient amenées à échanger sur les contradictions qu'elles ont pu constater entre leurs idéaux politiques féministes et leur vie personnelle.

La dernière partie des entrevues a été consacrée au rapport entretenu par les participantes avec les différents positionnements féministes en matière de sexualité au Québec depuis les trente dernières années. Les questions portaient entre autres sur la manière dont les femmes envisagent les continuités et les ruptures entre les différentes générations féministes au Québec et leur perception des avancements sociaux en matière de sexualité et de promotion d'une culture du consentement. Cette phase des entrevues visait également à terminer l'entretien sur une note un peu plus dépersonnalisée et légère. Avant de conclure la rencontre, les participantes étaient invitées à aborder des aspects utiles à la recherche et qui n'avaient pas été abordés durant l'entrevue. C'est de cette manière, par exemple, que la catégorie des conséquences positives et négatives découlant de l'engagement militant féministe a été ajoutée à la grille d'entretien suite à la rencontre des deux premières participantes qui jugeaient que cet aspect méritait d'être pris en considération dans la recherche.

2.5 Analyse thématique des données : une démarche itérative

Les entrevues menées auprès des (ex) militantes uqamiennes ont été transcrites et ont fait l'objet d'un codage par le biais d'une grille d'analyse thématique. Les thèmes de ce codage ont été déterminés de manière déductive et inductive. Ce travail s'est fait parallèlement à l'analyse documentaire. Les résultats découlant de ces deux outils d'analyse seront présentés dans les chapitres suivants. Conformément aux principes de la *grounded theory*, la grille d'analyse a été construite en deux temps, d'abord en se basant sur les thématiques abordées dans la grille d'entrevue, puis elle a été affinée en

fonction du contenu des transcriptions des entrevues de manière à intégrer les thématiques émergeant du terrain d'étude.

L'analyse des données a été effectuée grâce au logiciel Nvivo et suivant la méthode inductive et itérative de la *gounded theory* (Glaser, 2000). Dans un premier temps, trois transcriptions ont fait l'objet d'une analyse préliminaire de manière à identifier des thèmes récurrents, puis un travail itératif d'analyse et de codage des cinq autres verbatims a été amorcé. Dans un deuxième temps, une analyse transversale générale a été effectuée pour éviter que certains thèmes soient sous codés. Les différents thèmes ont ainsi été réévalués, retravaillés et sous-divisés. Tout compte fait, les quatre grandes thématiques structurant la grille d'analyse sont les suivants : (1) le profil et le parcours de vie des militantes, (2) le militantisme féministe uquamien, (3) le rapport des militantes au milieu militant étudiant et au militantisme féministe et (4) l'UQAM comme institution et comme milieu universitaire. Chacun de ces thèmes regroupe un ensemble de sous-catégories.

2.6 Recherche par étude de cas et bifurcation de l'objet de recherche

En choisissant l'étude de cas comme méthode de recherche, mon intention initiale était de mobiliser les perspectives militantes féministes en guise de médiateur pour étudier les enjeux de violences sexuelles dans les universités. Cette méthode, qui permet d'analyser en profondeur des phénomènes dans leur contexte (Gagnon, 2012), misait sur les récits militants comme point d'entrée pour aborder plus largement les dynamiques propres aux milieux universitaires. Il s'est finalement avéré que la particularité du milieu féministe militant choisi n'a pas permis le niveau de généralisation attendu. Alors que j'aspirais à documenter les particularités du milieu universitaire en termes de manifestations de harcèlement, de prégnance de la culture du viol et de coercition sexuelle dans des contextes de relations d'autorité, ce sont

davantage les relations des militantes féministes avec les milieux militants et féministes eux-mêmes qui ont émergé des récits récoltés lors des entrevues. Les participantes décrivent donc bel et bien des violences sexistes et des manifestations du patriarcat, mais s'attardent d'abord et avant tout à la manière dont ces dynamiques se déploient dans le milieu militant spécifiquement. Ce constat met de l'avant une question que Urfalino (2012) juge centrale au sein des sciences sociales, à savoir : quel est le degré d'extension du concept qui nous intéresse ?

Cette bifurcation de l'objet de recherche et cette réévaluation du niveau de généralisation des résultats constitue en soi un premier résultat de recherche. Ce constat pourrait de prime à bord sembler faire écho à la principale critique adressée aux études par recherche de cas, c'est-à-dire à l'absence de représentativité des résultats et l'incapacité à tirer des conclusions globales (Roy, 2009, p. 207). Cependant, j'y vois plutôt l'illustration d'une des forces de la *grounded theory* (Glaser et Strauss, 1967) et de l'étude par cas, qui incite justement l'émergence de facteurs inattendus grâce à son approche inductive, en plus de favoriser l'inscription du phénomène étudié dans son contexte géographique et historique. Pourquoi est-ce que le choix d'étudier les VSMU par le biais des perspectives militantes n'a pas permis le niveau de généralisation attendu ? Une partie de la réponse se trouve probablement dans le fait que les perspectives militantes jaillissent de microcosmes universitaires bien particuliers. L'expérience universitaire des participantes est fondamentalement teintée par leur vécu militant, autant dans leur rapport à l'administration, aux activités d'apprentissage, à la sécurité et aux interactions sur le campus et à la manière d'envisager les enjeux de VSMU. Ces perspectives sont particulièrement éclairantes parce qu'elles sont le fruit de plusieurs années d'implication, de réflexions collectives et de subjectivation, mais ne sont pas représentatives pour autant du rapport entretenu par la communauté uqamienne élargie envers les VSMU. Comme il en sera question au chapitre VI, les répercussions qu'engendre l'engagement au sein de luttes féministes chez les militantes

créent chez elles un rapport privilégié à l'UQAM. Elles bénéficient notamment de réseaux de solidarité, d'un certain sentiment d'appartenance et de confiance auxquels la majorité des autres membres de la communauté universitaire n'ont pas accès et qui ne sauraient être généralisés. Bref, sans permettre des tirer des conclusions qui peuvent s'appliquer aux dynamiques universitaires de manière plus large, je considère que cette recherche offre des résultats qui seront utiles à l'étude des mouvements contestataires féministes et d'autres milieux de revendication (organisations syndicales en milieu universitaire ou non, groupes militants de gauche, associations étudiantes, etc.)

2.7 Limites de la recherche : un sujet majoritairement blanc

Plusieurs médiations et choix méthodologiques entrent en jeu dans le cadre de ce mémoire et se doivent d'être abordés en tant que limites potentielles à la recherche. La principale limite de cette recherche se situe dans son objet même. Effectivement, le choix d'adresser les VSMU par le biais des expériences militantes féministes uqamiennes participe très probablement à reproduire certains angles morts existants dans une grande partie de la littérature québécoise francophone :

Il existe très peu de littérature en français qui aborde la violence sexuelle sur les campus avec une optique intersectionnelle, mettant en lumière comment certains groupes sont davantage victimisés et comment l'historique colonialiste, le racisme systémique, l'homophobie, la transphobie et le capacitisme peuvent s'entrecroiser dans les lieux d'enseignement supérieur (Lopez, 2019, p. 36).

La centralisation des femmes blanches dans les études sur les VSMU est décriée entre autres parce qu'elle perpétue la fausse impression que ces premières sont les principales affectées par ce type de violences (Harris, 2017, p. 48; Linder, 2017, p. xiv; Lopez, 2019, p. 36). Malgré l'importance accordée à l'adoption d'une approche intersectionnelle des oppressions, il n'en résulte pas moins que les voix qui sont portées ici sont majoritairement celles de personnes blanches. Il faut reconnaître qu'en

choisissant le milieu militant uqamien plutôt que celui de McGill ou encore de Concordia, je me retrouvais devant un bassin de population militante majoritairement blanche. Comme ce fut le cas pour Frances Henry et ses collègues (2017) dans le cadre de leur recherche sur la racialisation et le racisme dans les universités canadiennes, la sous-représentation de certains groupes sociaux comme les femmes racisées et autochtones dans les sphères universitaires et plus particulièrement encore à l'UQAM constitue un obstacle significatif en terme « d'accès » et de participation de ceux-ci aux recherches. En soi, le fait que les personnes racisées se tournent vers les universités montréalaises anglophones, ou évitent carrément de fréquenter l'UQAM constitue un phénomène qui mériterait de faire l'objet d'une problématisation approfondie. De tels travaux apporteraient sans l'ombre d'un doute des éléments de réponse utiles pour mieux comprendre les raisons qui expliquent que le féminisme uqamien soit demeuré blanc depuis la fondation de cette université.

Cependant, il est important de reconnaître aussi que le manque de représentation de personnes racisées dans le corpus est très certainement influencé par mes propriétés sociales en tant que chercheuse blanche et par la méthode de recrutement choisie. Puisque les participantes ont été recrutées sur la base de réseaux affinitaires, il n'est pas surprenant que celles-ci aient des profils semblables. Je dois également reconnaître que le fait de donner la parole à celles qui ont joué un rôle central dans les luttes invisibilise les échecs militants, les exclu-e-s et les laissé-e-s pour compte des mouvements militants féministes uqamiens. Cet aspect constitue définitivement un angle mort de la recherche. Tout compte fait, c'est une représentation majoritairement blanche, basée sur des idéaux féministes de mouvance radicale et des modes d'organisation antiautoritaires qui se dégage de cette recherche.

Quoi qu'il en soit, un corpus composé majoritairement de personnes blanches offre tout de même l'occasion d'une analyse critique sur la blanchité, autant celle des

participantes que celle de la chercheuse. L'objectif est donc ici de s'intéresser au rapport qu'ont les participantes aux processus d'invisibilisation et de marginalisation de certains groupes, de certaines perspectives dans les luttes féministes uqamiennes. Pour dire autrement, il s'agit de poursuivre un chantier de recherche déjà bien défriché (Bilge, 2010 ; E. Breton *et al.*, 2015 ; Drimonis, 2013 ; Eslami et Maynard, 2013 ; Hampton, 2012 ; Hamrouni et Maillé, 2015a ; Jackson, 2006 ; Pagé, 2015 ; Palacios *et al.*, 2013) sur la manière dont les féminismes universitaires et militants sont capables (ou non) d'une autocritique vis-à-vis des enjeux d'inclusion et d'exclusion, de racisme, de colonialisme, de transphobie, d'hétéronormativité, de ciscentrisme ou de capacitisme.

Il aurait été possible et souhaitable d'interroger les participantes blanches frontalement sur leur rapport à leur blanchité et au racisme, de discuter avec elles de la manière dont ces conceptions ont été amenées ou non à évoluer dans le temps. Je me dois d'admettre un regret en la matière. Force est de constater que la manière dont j'ai construit la grille d'entrevue abordait les enjeux d'exclusion, de racisme et de blanchité avec les participantes de manière trop indirecte, ce qui a eu comme effet que j'ai moi-même secondarisé cet aspect dans la recherche. Je constate trop tard que plutôt que de questionner les participantes au sujet de « leur perspective sur l'inclusivité de leurs groupes de lutte », il aurait été nécessaire de les interroger frontalement au sujet de la présence (ou de l'absence) de femmes racisées ou davantage marginalisées dans leurs entourages militants, de leur demander comment elles envisagent leur posture de féministe blanche et éduquée aujourd'hui et comment elles l'envisageaient au début de leur militance. Il était naïf de ma part de penser que des introspections auto-critiques puissent émerger de la sorte.

CHAPITRE III

LES VSMU : UN TERRAIN DE LUTTE ANCRÉ DANS LE SOI ET LE DÉPASSEMENT DE SOI

Ce premier chapitre d'analyse documente l'entrée des participantes dans le moment universitaire et dans la militance féministe opposée aux VSMU. Il a comme objectif d'étudier la place de la lutte contre les VSMU dans la trajectoire personnelle et militante des féministes. Au terme de cette analyse, il est possible de constater que cette lutte s'impose aux militantes par le biais des dénonciations de victimes-survivantes et de l'insatisfaction face à la gestion institutionnelle de ces enjeux. L'engagement se taille une place centrale et durable dans la trajectoire des participantes et contribue à leur processus de subjectivation politique et féministe.

3.1 De l'éveil militant à l'éveil féministe

Les principales conditions menant à l'implication politique et féministe des militantes rencontrées ne diffèrent pas de celles identifiées par différentes enquêtes portant sur l'engagement politique des jeunes (Muxel, 2001) et des jeunes femmes (Quéniart et Jacques 2004). Ce sont en ce sens à la fois les expériences civiques passées, les sensibilités précoces aux enjeux féministes et politiques (souvent par le biais du milieu familial) et les contextes politiques catalyseurs qui expliquent l'éveil militant et féministe de la majorité des participantes à cette recherche. La prochaine section du

mémoire sera consacrée à tracer les trajectoires d'implication des participantes. De manière à situer clairement les féministes par rapport à leur époque de militance, le tableau 3.1 présente sommairement les participantes selon leur période de militance la plus active contre les VSMU, leur âge et leur appartenance à une minorité visible.

Tableau 3.1 Présentation synthétique des participantes

Pseudonyme	Âge en 2020	Période de militantisme la plus active contre les VSMU à l'UQAM	Appartenance à une minorité visible
Lyne	64 ans	~ 1980 à 2011	Non
Caroline	50 ans	~ 1990 à 1994	Non
Alice	41 ans	~ 2000 à 2012	Non
Véronique	33 ans	~ 2011 à 2015	Non
Clara	31 ans	~ 2012 à 2015	Non
Andréanne	29 ans	~ 2012 à 2018	Non
Marie	50 ans	~ 2013 à aujourd'hui	Non
Camila	25 ans	~ 2013 à aujourd'hui	Oui

Les huit participantes seront présentées ci-bas suivant le même ordre chronologique, c'est-à-dire en fonction de la période de militantisme la plus active des participantes. La doyenne des participantes, Lyne, était déjà féministe et impliquée dans le mouvement des femmes vers la fin des années 1970 et c'est sur la base de ce critère qu'elle a choisi de venir faire ses études universitaires à Montréal, convaincue que la métropole était au cœur de l'action politique. Elle a donc fréquenté l'UQAM dès les années 1980, d'abord comme étudiante et ensuite comme employée, pour ne quitter que trente ans plus tard. Préoccupée d'aussi longtemps qu'elle se souvienne par la condition des femmes, elle considère que pendant ses quarante années de carrière syndicale uqamienne, c'est principalement autour des enjeux d'équité salariale et de

conciliation travail-famille qu'elle s'est bâtie un nom. Aujourd'hui retraitée depuis une dizaine d'années, Lyne a également accompagné des femmes dans leurs démarches de plaintes suite à des violences sexuelles à l'UQAM.

Caroline a elle aussi choisi de quitter Sherbrooke pour venir étudier à Montréal au début des années 1990 après avoir eu la pique militante dans le mouvement étudiant. Elle a choisi l'UQAM précisément pour « l'aspect de combativité » et s'implique au sein de son association étudiante de programme dès les premières années de son baccalauréat. Déjà à l'époque, elle se lie de solidarité avec d'autres femmes qui se « reconnaissaient comme féministes, qui s'identifiaient comme féministes » (Caroline). Tout au long de ses quatre années d'étude, la féministe a été de tous les combats, de l'anticapitalisme à la défense des conditions de vie des femmes. Avec ses camarades du Centre des Femmes de l'UQAM, elle a défendu le droit à l'avortement, lutté contre les violences faites aux femmes autochtones et s'est attaquée aux violences sexuelles en milieu universitaire : « c'était vraiment large là, on travaillait vraiment sur toutes sortes d'affaires » (Caroline).

Au départ engagées dans les mouvements étudiants et anticapitalistes, c'est en étant exposées quotidiennement à des manifestations du sexisme au sein des milieux militants qu'Alice et Véronique ont développé une réflexion féministe, respectivement à la fin des années 1990 et à la fin des années 2000. Alice a choisi de s'inscrire à l'UQAM parce qu'elle la considérait « plus près des précaires et des milieux socio-économiques moins bien nantis » et que les horaires flexibles permettaient de travailler tout en étudiant. Dès son arrivée à l'université, au début des années 2000, celle-ci s'engage dans les luttes anticapitalistes et contre la marchandisation de l'éducation au sein du mouvement étudiant. Le féminisme se présente à elle à ce moment comme une ressource pour combattre le sexisme de la prise de parole en assemblée générale et l'absence de considération pour le travail des femmes. Alice considère toutefois que

c'est bel et bien la lutte contre les violences sexuelles et les violences faites aux femmes qui a constitué son véritable point d'entrée dans le féminisme, lui permettant de « mettre des mots sur [ses] propres expériences de violence ».

Vers 2006, Véronique s'inscrit à l'UQAM, portée par son implication cégépienne lors de la grève de 2005. Celle-ci explique qu'à l'époque, elle ne « voulait pas être féministe », préférant « juste militer », ce qui signifiait pour elle à l'époque de militer contre le capitalisme. La militante explique que l'inégalité flagrante dans la prise de parole et la division genrée du travail lui ont fait prendre conscience de toutes les problématiques genrées et sexistes autour d'elle : « et c'est comme ça que j'ai commencé à m'intéresser au féminisme. Puis, c'était relié avec mon expérience personnelle aussi de comme, tu sais, violence sexiste plus que sexuelle au début » (Véronique). La jeune femme estime donc « être devenue féministe à cause du militantisme » et s'est ensuite penchée plus sérieusement sur les manifestations de violences sexuelles en milieu militant.

Les grèves étudiantes constituent des contextes politiques catalyseurs au Québec. Si la grève de 2005 opposée à la marchandisation de l'éducation a joué un rôle important dans l'éveil militant d'Alice et de Véronique, le mouvement étudiant opposé à la hausse des frais de scolarité de 2012 prend une place centrale dans les trajectoires d'engagement de Clara, Andréanne et Camila. En s'inscrivant à l'UQAM, Clara était elle aussi déjà sensible aux enjeux féministes grâce à une mère militante de longue date. C'est portée par son récent éveil politique suite à une expérience de répression policière lors du G20 de 2001 qu'elle a choisi de s'inscrire à l'UQAM. Elle va par la suite intégrer des instances associatives nationales lors de la grève de 2012, notamment au sein du Comité femmes, avec lequel elle s'est attaquée aux enjeux de violences sexuelles au sein du milieu militant.

Suivant sa « vision romantique de l'implication sociale » et plusieurs ami-e-s qui étudiaient déjà à l'UQAM, Andréanne a choisi de s'inscrire à l'université du Quartier latin au début des années 2010 parce qu'elle avait « profondément envie de faire des manifs » (Andréanne). Elle s'est d'abord impliquée « comme personne élue et non élue » lors de la grève de 2012, suite à quoi elle considère que son implication s'est centralisée « dans le milieu féministe disons, ou sur les questions d'agressions sexuelles » (Andréanne). De manière semblable, Camila considère être devenue féministe grâce à son expérience de grève en 2012, alors qu'elle étudie au cégep : « avant 2012 je me disais pas féministe, je comprenais pas pourquoi certaines personnes pensaient qu'on avait pas atteint l'égalité » (Camila). Arrivée à l'UQAM, elle se considère féministe queer et s'implique rapidement au sein de comités féministes, y compris des groupes qui se concentrent uniquement autour des enjeux de violences sexuelles et de culture du consentement.

Contrairement à la majorité des participantes, Marie avait déjà entrepris des études universitaires dans deux institutions avant de s'inscrire à l'UQAM. Celle-ci n'était pas nécessairement son « premier choix », mais proposait des programmes artistiques attirants pour la femme immigrante qui avait déjà des responsabilités parentales en arrivant à l'UQAM. C'est beaucoup sa participation comme auxiliaire au sein d'un projet de recherche sur les femmes arabo-musulmanes au début des années 2000 qui l'éveille aux enjeux féministes « autrement que dans [sa] vie privée ». Quelques années plus tard, elle s'implique au sein d'un comité féministe uqamien et mène elle-même des recherches sur les violences sexuelles en contexte de guerre. Par la suite, le fait de s'intéresser à la notion de culture du viol à l'université n'apparaissait plus tellement comme un choix plus que comme la suite naturelle de ses recherches engagées :

Donc, j'ai continué [au sein des savoirs engagés], mais véritablement, je dirais que ça s'est accéléré quand j'ai décidé de travailler sur...enfin, j'ai décidé...je voulais vraiment faire autre chose, on s'entend! Mais j'ai continué et j'ai décidé de m'intéresser aux violences sexuelles en milieu universitaire (Marie).

C'est surtout à partir de 2013 que la chercheuse commence à allier le militantisme institutionnel au militantisme de la recherche.

Au fil des témoignages, il est possible de constater que les trajectoires au sein desquelles la militance étudiante ou anticapitaliste précède – et même amorce – l'éveil féministe sont fréquentes chez les participantes. Ce constat s'explique peut-être en partie par des variations de la popularité du féminisme auprès des jeunes femmes, mais aussi par le fait que la moitié des participantes ont été marquées, lors de leur parcours post-secondaire, par un des mouvements de grève étudiante le plus important des dernières décennies. Somme toute, plusieurs des participantes s'étaient inscrites à l'UQAM précisément pour militer, mais la lutte contre les VSMU s'impose souvent à elles comme une mauvaise surprise. Le fait d'être confrontées à des dénonciations de la part de victimes-survivantes et de faire face à des services institutionnels méconnus, inadaptés ou indignes de confiance force les militantes à prendre elles-mêmes en main la prévention en matière de violences sexuelles et la dénonciation des agresseurs.

3.2 Une lutte qui s'impose aux militantes

3.2.1 Les dénonciations comme porte d'entrée dans la militance

L'analyse des résultats de la recherche laisse comprendre que dans une majorité de cas, le déclencheur de la militance chez les femmes rencontrées était lié directement ou indirectement à des dénonciations de la part d'étudiantes qui confiaient s'être fait agressées, harcelées ou attouchées par des membres de la communauté uqamienne. Souvent, l'engagement dans des terrains aussi sensibles que ceux des VSMU ne se présente pas comme un premier choix en termes de militantisme pour des femmes qui sont mobilisées dans des mouvements sociaux et même pour celles qui sont engagées dans des luttes féministes. Malgré tout, au fil de leur implication dans des structures associatives et féministes ou de par leur notoriété en tant que féministes militantes,

plusieurs participantes en sont venues à être identifiées comme des personnes ressources en matière de violences sexuelles. Il est devenu essentiel pour elles de combattre l'oppression telle qu'elle se déployait dans leur vie quotidienne en plus de « s'y opposer collectivement à l'échelle de la société » (Eslami et Maynard, 2013, p. 203).

Alice et Andréanne ont amorcé leur implication dans la lutte contre les VSMU suite à des dénonciations de violences sexuelles concernant des personnes de leur entourage amical et militant. Véronique a quant à elle connu son éveil face aux violences sexuelles en milieu militant durant une rencontre féministe annuelle en 2011. Ces enjeux avaient par ailleurs été secondarisés à l'époque, puisqu'elle et ses camarades étaient toutes impliquées dans de multiples autres luttes étudiantes et féministes. C'est finalement en devenant « la personne » à qui les militantes confiaient des expériences de violences sexuelles dans le cadre de la grève étudiante que Véronique a fait des violences sexuelles sa priorité. Elle aussi exécutante et connue à titre de féministe au sein du milieu étudiant au lendemain de la grève de 2012, Clara raconte s'être retrouvée dans la même situation:

Moi je savais que je venais d'avoir une...quelqu'un qui m'avait dénoncé [un agresseur], puis c'est là qu'on a vu l'ampleur en fait, de la situation. Parce qu'on pensait qu'on parlait de la même personne puis finalement c'était trois cas différents, trois personnes dénoncées différentes. Puis c'est comme ça que ça a commencé en fait (Clara).

En brisant le silence et en collectivisant des expériences jusque-là privatisées et marginalisées, les victimes-survivantes ont contribué à faire reconnaître les violences sexuelles comme un problème politique découlant directement de rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes et « contre lequel il est nécessaire d'agir collectivement » (Fourment, 2017, p. 110). Comme le note Fourment (2017), dans des contextes de dénonciation, la présence des militantes féministes devient primordiale :

Elles ne sont pas seulement à l'initiative des dénonciations - en accord avec les victimes, souvent elles-mêmes féministes –, elles interviennent aussi constamment dans les discussions, de sorte que le groupe militant reconnaisse les violences sexuelles comme un problème politique révélateur du rapport de domination homme/femme contre lequel il est nécessaire d'agir collectivement (Fourment, 2017, p. 110).

Caroline et ses camarades étaient membres actives du Centre des Femmes de l'UQAM et de leur association étudiante au début des années 1990. Elles ont pris « une tangente vraiment importante dans la lutte contre le harcèlement puis les agressions » (Caroline) suite à des dénonciations provenant d'étudiantes. La féministe rapporte qu'à l'époque, ce sont beaucoup des étudiantes en art qui dénonçaient des agressions qui survenaient tard en journée ou même pendant la nuit, pendant qu'elles utilisaient leurs ateliers dans le pavillon Judith Jasmin. Les prises de parole publiques de Marie au début des années 2010 et sa visibilité à l'intérieur de l'UQAM en tant que militante contre les violences sexuelles et sexistes ont incité des membres de la communauté à l'approcher : « J'étais aussi interpellée de tous bords tous côtés par des gens, des victimes, des témoins, je traversais les murs de l'UQAM et j'étais très souvent interpellée par des étudiantes aussi, par des profs [...] » (Marie). Pour celle-ci, le contact fréquent avec des gens directement touchés par les enjeux de VSMU était un moteur d'action, mais aussi de motivation pour faire changer les choses.

Nécessairement, l'aspect émotif et affectif se tisse une place centrale dans la lutte féministe parce que les militantes sont appelées à accompagner des victimes-survivantes dans leur processus de guérison et de réparation. L'interrelation entre le travail de sensibilisation et l'accompagnement individuel est d'ailleurs centrale à la conceptualisation que Maynard et Eslami (2013) font de l'antiracisme et de l'anticolonialisme au cœur des luttes antiautoritaires. Les autrices présentent le soutien individuel offert au quotidien aux personnes directement touchées par la discrimination comme faisant partie intégrante de la lutte politique en plus de participer à redéfinir les

frontières entre le privé et le politique. Ce travail se fait selon les mêmes principes d'égalité et de solidarité qui guident les campagnes politiques, c'est-à-dire que : « ce sont les personnes directement concernées qui déterminent elles-mêmes l'orientation [de l'accompagnement] » (Eslami et Maynard, 2013, p. 219). Il n'en reste pas moins que le fait de s'impliquer auprès de victimes-survivantes ou de prendre la parole publiquement au sujet des violences sexuelles et de la culture du viol à l'université entraîne ce que Clara décrit comme un effet boule de neige. Cette dernière estime avoir dénoncé pas loin de vingt hommes au terme de son implication : « [...] il y a une première personne qui vient dénoncer, tu prends la parole parce qu'elle te demande de comme faire l'intermédiaire pour l'anonymiser, ça fait que là quelqu'un d'autre vient te voir » (Clara). Les nombreux accompagnements de victimes-survivantes et les dénonciations que les militantes prennent en charge peuvent être éreintantes pour les militantes. Les militantes qui assurent de nombreuses tâches tout en étant elles-mêmes victimes-survivantes s'exposent d'autant plus à un épuisement mental et émotionnel :

L'accompagnement des survivantes, la confrontation d'une personne qui a agressé, le soutien psychologique et émotif des différentes personnes impliquées dans le processus et le fait de devoir inévitablement gérer en même temps leurs propres blessures (Ingenito et Pagé, 2017, p. 118).

Clara a réalisé cette charge à la dure dans le cadre de son militantisme : « c'est toi la méchante tout le temps aussi, puis, le monde viennent te parler puis ils te racontent toute leur histoire, mais toi aussi t'as toute ton vécu puis toutes tes affaires à *dealer* » (Clara). Suite à cet épisode, la militante a pris la décision de créer une page Facebook de dénonciations anonymes, dans l'objectif de se délester d'une partie de ce fardeau.

Bref, une majorité de participantes étaient féministes et connues comme telles avant de s'engager dans des luttes contre les VSMU et étaient déjà sensibles aux enjeux de violences sexistes de par leur expérience personnelle, mais n'en faisaient pas leur principal cheval de bataille. Quoi qu'il en soit, les dénonciations n'auraient pas

nécessairement mené les féministes à militer aussi activement s'il avait été possible pour elles de rediriger les victimes-survivantes vers des services institutionnels adaptés, accessibles et dignes de confiance. Le fait que les mécanismes institutionnels de prévention et d'intervention soient d'abord inexistants, puis jugés inefficaces constitue un deuxième facteur qui fait reposer la responsabilité de la lutte contre la culture du viol sur les féministes.

3.2.2 Des ressources institutionnelles autrefois méconnues et aujourd'hui boudées

Le désengagement ou le manque de volonté des institutions dans la prévention et l'intervention en matière de violences sexuelles engendre souvent une charge de travail supplémentaire pour les milieux féministes, puisqu'il n'est pas possible de rediriger les victimes-survivantes qui se confient à elles vers des ressources institutionnelles adaptées et efficaces. Il faut dire que les pressions pour la mise au silence des victimes-survivantes sont fortes dans le milieu universitaire et celui-ci reproduit des dynamiques de grandes familles, ou même de clans où les violences entre membres sont traitées comme des sujets tabous (Fourment, 2017). À cette culture du silence omniprésente s'ajoute la férocité avec laquelle les universités tentent de protéger leur réputation à l'ère de la marchandisation de l'éducation, et ce, au détriment du droit des victimes-survivantes à dénoncer des expériences de violence :

Les directions universitaires ont longtemps privilégié un mode de gestion informel et pour le moins opaque des « cas problèmes », qui se résume à balayer les épisodes de violence sexuelle sous le tapis de peur de ternir la réputation de leurs établissements et nuire aux inscriptions (Ricci, 2017, p. 179).

Trop souvent, ce sont donc les agresseurs qui sont protégés par les réponses institutionnelles, secondarisant le bien-être et les besoins de la victime (Ingenito et Pagé, 2017, p. 113). À l'UQAM, une rétrospective de l'histoire du Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH) et de la Politique 16

permet d'identifier les différents reproches féministes formulés à l'endroit de l'offre de services institutionnels depuis 1989 et d'illustrer le rapport qu'entretiennent les groupes militants avec l'institution.

3.2.2.1 Petite histoire de la Politique 16, du BIPH et de leurs lacunes

Lors de la réunion du Conseil d'administration du 13 juin 1989, l'UQAM se dote de sa toute première politique contre le harcèlement sexuel et met sur pied un Bureau de réception des plaintes en matière de harcèlement (UQAM, 1989, p. 2). Un comité institutionnel est également créé dans l'idée de prévoir des « mécanismes de redressement » face à des manifestations trop fréquentes de harcèlement sexuel dans l'université (*Écrits d'elles*, 1992, p. 8). Dans une entrevue accordée à la revue étudiante *Écrits d'Elle*, la responsable du Bureau de l'époque explique que les grandes lignes de la politique auraient été déterminées au cours de vastes consultations regroupant l'ensemble des membres de la communauté universitaire (*Écrits d'elles*, p. 8). C'est d'abord Silvie Delorme, alors adjointe au recteur, qui occupe les fonctions de responsable du Bureau jusqu'à son départ pour un « prêt de service » d'un an à la Bibliothèque nationale du Québec en 1991 (Fortin, 1993b). Sa remplaçante par intérim, Diane Polnicky-Ouellet, doit alors diriger le Bureau tout en occupant un poste d'adjointe au directeur général des bibliothèques et de directrice des services techniques (Colpron, 1993a). Questionnée par des membres du Centre des Femmes de l'UQAM à savoir si le Bureau est réellement en mesure d'améliorer les conditions de vie des étudiantes, la directrice est convaincue : « Oui, notre service offre à la population étudiante des mécanismes de protection, une certaine sécurité et une certaine confiance. Avant la mise en place de la politique, il n'y avait aucune porte où frapper, aucun mécanisme de défense » (*Écrits d'elles*, 1992, p. 9).

Les principales critiques qui sont adressées à l'endroit de cette politique durant ses premières années d'entrée en vigueur se rapportent à son manque de visibilité et au

manque de ressources qui sont mobilisées pour sa mise en application (Leblanc, 1992). La porte-parole de l'UQAM, Francine Jacques, admet elle-même que la nouvelle politique de l'université est « peu connue et que son processus est difficile d'application » (Colpron, 1993b). La politique contre le harcèlement a d'ailleurs fait l'objet de deux révisions rapidement après son adoption, soit en 1990 et en 1992 (Colpron, 1993b). En plus du manque de visibilité de la politique, c'est aussi le fait que Diane Polnicky-Ouellet n'ait que très peu de temps à consacrer au Bureau des plaintes à travers toutes ses autres charges administratives qui suscite la gronde. Selon des membres du Comité femmes de l'UQAM, bien que la responsable de la réception des plaintes soit bien intentionnée, la prise de contact avec elle est difficile et l'intervention, impersonnelle (Leblanc, 1992, p. 9). Les militantes se désolent que les personnes qui appellent au bureau des plaintes se butent à un répondeur leur demandant de laisser leur nom et leur numéro de téléphone (Renaud, 1993, p. 11). Tous ces facteurs expliquent le très faible nombre d'appels reçus par le Bureau durant ses premières années d'existence (Colpron, 1993b).

Pour l'année 1991-1992, le Bureau n'a reçu que cinq appels menant à une plainte (Fortin, 1993b), alors qu'une vingtaine d'appels ont été répertoriés l'année suivante, mais aucun n'a mené à une plainte (Colpron, 1993b). Selon les propos des militantes impliquées dans le Comité femmes de l'UQAM, le sentiment de sécurité des femmes n'est pas assez pris en considération dans les mécanismes institutionnels durant les premières années de mise en place de la politique. On juge même que la bureaucratie uqamienne crée un obstacle supplémentaire à la dénonciation pour les femmes ayant vécu des violences (Leblanc, 1992, p. 9). Fait intéressant à noter, le service de protection publique offrant d'escorter les étudiant-e-sur le campus est à l'époque considéré par certaines féministes comme le service uqamien le plus utile en matière de prévention du harcèlement sexuel (Renaud, 1993, p. 11).

Les critiques des membres du Comité femmes sur le manque de visibilité des services offerts par l'UQAM trouvent écho jusqu'au début des années 2010 dans le discours des participantes. Pas moins de la moitié d'entre elles racontent ne pas avoir eu connaissance des services du BIPH ou même de son existence avant plusieurs années à naviguer dans l'UQAM. Aux yeux d'Alice, les femmes de l'université localisent les féministes en tant que ressources d'aide précisément parce qu'elles ignorent les services offerts par leur institution, ou pire encore, qu'elles n'y trouvent pas le support dont elles ont besoin. Cette dernière a personnellement découvert l'existence des services offerts aux victimes-survivantes à l'UQAM vers 2003, alors qu'elle accompagne une amie dans des démarches de plainte. La participante rapporte les propos tenus par les travailleuses du bureau à l'endroit de son amie : « [On] lui avait dit, "fais pas ça, dénonce pas, parce que ça pourrait nuire à tes études", ce que j'ai entendu il y a quelques années de la part du bureau également » (Alice).

Selon Clara, la vague de dénonciations suivant la grève étudiante de 2012 a incité certaines personnes à dénoncer via les mécanismes institutionnels de l'UQAM et c'est dans ce contexte qu'elle aussi apprend finalement l'existence du bureau en raison des démarches d'une victime-survivante dans son entourage : « si c'était pas qu'elle a fait ce travail là, j'aurais jamais été au courant qu'il y avait le BIPH en fait » (Clara). Véronique était étudiante à l'UQAM depuis à peu près six ans lorsqu'elle a appris qu'un processus de dépôt de plainte institutionnel existait pour dénoncer des situations de violences sexuelles :

Je pense [que] personne [ne] connaissait le fameux processus avant. Je savais même pas qu'on pouvait faire une plainte, avant. Mais en même temps, c'est comme, je pense que personne se disait « hey, tu peux faire une plainte » parce que ça servait à [rien] de faire une plainte tu sais... (Véronique).

Il s'agit d'un avis que Clara partage entièrement, choquée du fait que les personnes qui recevaient la plainte au Bureau étaient également chargées de l'intervention. Tout

comme Alice le notait en 2003, des victimes-survivantes se seraient fait suggérer de ne pas porter plainte encore dix ans plus tard, « parce que de toute façon, t'allais perdre là » (Clara).

Au-delà du manque de proactivité des administrations, de nombreuses critiques soulignent l'inadéquation des politiques et des orientations prises par l'administration de l'UQAM pour intervenir et prévenir en matière de VSMU (Ricci, 2017, p. 179). Les structures institutionnelles sont entrevues comme étant inadaptées pour prendre en charge et gérer les suites de situations de VSMU. Les féministes rencontrées par Ingenito et Pagé (2016) déplorent par exemple le caractère vétuste des politiques institutionnelles « écrites il y a 40 ans », « sur une *napkin*, sur un coin de table » (p. 112) et suggèrent fortement que celles-ci aient été adoptées dans le seul but de permettre à l'université de faire bonne figure, sans être appliquées tel qu'il se doit.

Bref, les militantes ne semblaient pas être au courant du tout de l'existence de ressources au début de leur parcours, et même une fois informées, elles étaient loin d'être satisfaites du type de mécanismes mis en place ou de la manière dont ceux-ci étaient exécutés. Mais au-delà des ratés des mécanismes institutionnels, on retrouve aussi chez elles une volonté politique de préserver des moyens d'action autonomes, un rapport de force vis-à-vis l'institution. Lyne explique que des représentations ont été faites du côté syndical afin de s'assurer que les salarié-e-s continuent à avoir accès à des recours syndicaux de plainte pour violences sexuelles même après la création du BIPH :

Moi je me souviens à l'époque que j'avais fait des représentations qu'on garde dans notre convention collective un article pour faire en sorte que si une femme était pas à l'aise de passer par ce bureau-là, qu'on puisse nous, agir en tant que syndicat avec notre membre pour l'accompagner, faire une enquête et la défendre (Lyne).

Déjà à l'époque, elle était bien consciente des limites des instances « trop institutionnalisées » et des dangers liés au fait de compter sur la bonne volonté des personnes en place pour défendre les victimes: « Madame Jarvis je pense qu'elle a fait du bon travail, mais si a moment donné, ils sont davantage du côté des employeurs, bien tu sais [pas], les salariés là, comment ils auraient été traités là-dedans » (Lyne). Au milieu des années 2010, Andréanne ne voit carrément pas la pertinence de l'institution, ni de ses structures bureaucratiques pour gérer les enjeux de VSMU : « [pour moi], l'UQAM c'est nous¹³, puis on a pas besoin des salarié-e-s, on a besoin des profs, puis c'est les seul-e-s dont on a besoin » (Andréanne). Elle va même jusqu'à laisser tomber qu'après avoir appris l'existence du BIPH, jamais elle n'aurait eu recours à ses services, confiant que le bureau avait toujours été un ennemi à ses yeux.

Il faut toutefois noter que les dynamiques de pouvoir sont complexes et multiples dans les universités et que les membres de l'administration et les cadres sont eux et elles aussi contraint-e-s d'agir au sein d'une structure hiérarchique. Pour Marie, il est primordial de rappeler que les directrices des bureaux universitaires de prévention en matière de harcèlement, bien que techniquement des cadres, ont des mandats particulièrement vastes et doivent les remplir avec des ressources financières et humaines limitées. La participante souligne la pression que cela représente : « [La directrice du Bureau] de l'université Laval, celle de l'Université de Montréal sont toutes parties en *burnout*. Celle qui était avant à l'UQAM, Jarvis est partie aussi, tu sais » (Marie). Les bureaux de prévention et d'intervention en matière de violences sexuelles font effectivement face à des contraintes parfois intenable. Comme le revendique Manon Bergeron suite à la parution du rapport de l'enquête ESSIMU, « le

¹³ Les privilèges militants à l'origine de ce type de prise de position feront l'objet d'une section du chapitre VI

nerf de la guerre sera sans doute les ressources humaines et financières » (Radio-Canada, 2017).

3.3 Conclusion

En définitive, ce chapitre a permis de mieux comprendre la manière dont l'entrée dans l'institution universitaire et dans la militance féministe opposée aux VSMU s'impose dans les trajectoires politiques des participantes. Une fois informées des situations de violence vécues par leurs collègues et camarades et devant des ressources institutionnelles inexistantes ou jugées indignes de confiance, les militantes en viennent à prendre elles-mêmes la charge de la responsabilité de prévention et d'intervention qui devrait revenir à leur institution. Par le récit des participantes, il est possible de constater que la lutte contre les violences sexuelles les interpelle de manière très personnelle et qu'elle participe directement à leur processus de subjectivation politique.

Au même titre que le notait Tardy (1995) à la fin du siècle dernier, les féministes interrogées se sont presque toutes impliquées dans des organisations militantes mixtes avant d'adhérer à des groupes de femmes (p. 67). La lutte contre les violences sexuelles s'impose ensuite aux participantes, à la fois dans leurs propres expériences personnelles et dans celle des femmes de leur entourage. Même si les participantes ne suivent pas exactement les mêmes trajectoires en ce qui a trait à leur l'éveil féministe et militant, il est possible de constater que l'entrée dans le moment universitaire est synonyme pour chacune d'entre elles d'un éveil politique face aux enjeux des violences sexuelles. L'engagement politique des militantes opposées aux VSMU est enraciné dans leurs expériences personnelles et participe de manière itérative à définir leur rôle social (Marine et Trebisacci, 2018). Ce terrain de lutte s'inscrit donc à la fois comme un lieu de transformation du politique, mais aussi comme un élément fondamental au processus de constitution du soi et de subjectivation des militantes :

C'est pas pour rien [que les violences sexuelles et conjugales sont centrales à mes travaux], c'est que tout ça s'arrime en termes de trajectoire : il y a ma propre histoire, le fait que j'arrive [à l'UQAM], il y a le fait que je trouve une communauté, je développe des outils, ensuite je m'informe au niveau théorique, je peaufine les outils d'interventions (Alice).

Pour Alice, « dans bien des cas », il n'est tout simplement pas possible de penser séparément les victimes et les militantes féministes. À ce sujet, chacune des participantes fait référence, lors de son entretien, à des situations de violence vécues soit lors de l'enfance, du passage à l'UQAM ou encore à l'extérieur de l'université. Ces expériences de victimisation sont parfois à l'origine de la motivation des féministes à lutter. En ce sens, en rétrospective, Lyne est aujourd'hui persuadée que ce sont ses expériences personnelles de victimisation qui ont fait de la défense des femmes son combat de prédilection :

C'est pas sans raison non plus que j'ai toujours été révoltée des injustices contre les femmes. Puis j'étais attirée à travailler, à aider, à supporter. Au fond, c'était ce que je portais en dedans de moi qui était tout ce non-dit-là. Qui était peut-être comme la locomotive qui m'a fait m'orienter (Lyne).

Leur appartenance à des réseaux et des groupes militants a également donné lieu à des expériences de socialisation politique, à la rencontre d'interlocutrices avec lesquelles elles politisent leurs vécus. Dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles, le processus de conscientisation et de théorisation d'enjeux qui étaient jusqu'alors invisibilisés ou privatisés est essentiel. Ce travail permet effectivement de complexifier et d'élargir les conceptions de la sexualité de manière à pouvoir aborder celle-ci dans un langage qui articule fidèlement l'intimité et le vécu des femmes (L. M. Alcoff, 2018 ; Fraisse, 2017 ; Lemoncheck, 1998 ; Okigbo Whittington, 2011). La capacité à comprendre la réalité selon une subjectivité particulière et à créer des concepts adaptés à sa propre expérience est un processus duquel les femmes et les groupes marginalisés sont historiquement exclus (Fricker, 2007). Alcoff (2018) considère ces injustices herméneutiques comme constituant des obstacles considérables à la lutte contre les

violences sexuelles, dans la mesure où on ne peut lutter contre des relations de pouvoir là où l'on n'en perçoit pas (p. 11). Pour plusieurs féministes, l'engagement dans des mouvements de lutte s'avère libérateur précisément parce qu'il permet de faire sens d'expériences de violence et de trouver un écho auprès de personnes ayant un vécu similaire : « c'est le féminisme qui est venu donner une force, des explications, des mots. Et ça trace ma trajectoire là, c'est fondamental [...] » (Alice).

Ces apprentissages et ces réflexions proviennent à la fois des expériences militantes et du bagage théorique acquis dans des cours d'étude féministe :

C'est à travers ces tentatives-là d'être solidaire que j'ai appris c'était quoi des agressions sexuelles, c'était quoi le consentement puis que j'ai développé un argumentaire ensuite, mais que j'ai pris connaissance d'abord des oppressions que moi je vivais puis de c'était quoi une oppression, comme concrètement, physiquement dans le quotidien (Andréanne).

Mêmes échos chez Camila, pour qui l'expérience de la grève de 2012 et plus tard, son implication féministe uqamienne ont permis de faire des liens entre ses propres expériences de violences sexuelles, « les expériences d'autres femmes » et des manifestations de sexisme ordinaire comme des « *jokes* sexistes » (Camila). Plus encore, la collectivisation des expériences sur une base politique offre aux militantes des environnements au sein desquels elles peuvent déconstruire le sentiment de culpabilité que les victimes-survivantes de violence sont portées à intérioriser :

De parler de ces actions-là puis d'entendre d'autres personnes qui en souffrent ou qui ont souffert...Elles aussi luttent contre leur voix intérieure culpabilisante. Ça m'a donné la force, puis je pense que ça m'a beaucoup aidé dans ma guérison personnelle par rapport aux violences sexuelles que j'avais vécues (Camila).

Dans ces lieux où elles confrontent leur intimité avec d'autres, les militantes découvrent des « constantes qui donnent sens à une identité Collective » (Charpenel, 2016, p. 23). Elles apprennent à se nommer elles-mêmes, à exister d'une manière

différente à celle imposée par l'ordre social et à revendiquer de nouveaux modes du faire, de l'être et du dire (Lamoureux, 2016). En s'engageant dans une « vie révolutionnaire », pour reprendre les termes de Foucault, les militantes parviennent à trouver un sens, une forme de justice et de guérison face à leurs expériences de violence et à celles vécues par leurs camarades et collègues uqamiennes. Aux yeux de Caroline, le fait de canaliser sa colère « dans les rues » aide à trouver un sentiment de justice et à préserver une santé mentale au sein d'un système dont on a compris le caractère foncièrement injuste : « Moi je vis vraiment beaucoup de colère, j'en vivais à ce moment-là. Je pense que ça me tuerait de pas combattre » (Caroline).

Le prochain chapitre présente les angles d'interprétation avec lesquels les féministes appréhendent les luttes contre les VSMU et à la manière dont ces tendances politiques s'inscrivent dans les modes d'organisations de leurs groupes militants.

CHAPITRE IV

PORTRAIT D'UN MILITANTISME FÉMINISTE AFFINITAIRE, ANTIAUTORITAIRE...ET MONOCHROME

Le présent chapitre s'intéresse aux principes politiques et organisationnels qui sont au cœur des luttes féministes uqamiennes. Il sera ici question d'évaluer les impacts de ces orientations sur la manière de mener des luttes et sur les perspectives qu'entretiennent les participantes au sujet de leurs groupes de lutte. Cette analyse permet de faire la lumière sur le caractère évolutif du rapport des militantes face aux affiliations féministes, aux modes d'organisation militante ainsi qu'aux relations de pouvoir dans la sexualité et dans la lutte. La pertinence d'aborder les modes d'organisation et les ancrages politiques des luttes féministes opposées aux VSMU se situe dans l'important travail d'évaluation critique des héritages féministes et de documentation de la transmission de cet héritage entre les générations féministes. Tout compte fait, il est possible de constater que les militantes rencontrées entretiennent un rapport très réfléchi aux ancrages politiques et tentent de créer des espaces de lutte qui sont cohérents avec leurs revendications. Somme toute, les milieux féministes investis par ces (ex)uqamiennes reproduisent, par leur composition et les perspectives qui y sont partagées, des conceptions plutôt homogènes et dominantes du pouvoir.

4.1.1 Des postures féministes qui se défont des étiquettes

En termes de rapport aux affiliations politiques et féministes, l'analyse du récit des participantes permet de tracer un portrait, même partiel, de l'évolution des tendances féministes uqamiennes durant les trente dernières années. Il est également possible de constater un rapport assez différent aux affiliations politiques chez les participantes. Ce rapport varie non seulement en fonction de l'appartenance générationnelle, mais aussi de l'école de pensée et de la période durant laquelle les féministes fréquentent l'UQAM. Ainsi, Lyne, Caroline, Alice et Marie autoproclament leurs affiliations et celles de leurs groupes à des tendances féministes bien définies.

Engagée principalement dans des structures syndicales à l'UQAM, Lyne est la seule participante à entretenir un rapport aux affiliations politiques qui passe davantage par des repères partisans que par des courants féministes. Elle décrit donc un milieu syndical très péquiste à son entrée dans le monde syndical uqamien dans les années 1980, même si cette tendance n'était pas nécessairement ouvertement assumée. Pour sa part, elle exprime des allégeances à Québec Solidaire dès la création de la formation politique au début des années 2000 malgré un milieu qui demeure, à ses yeux, « très péquiste » (Lyne). Caroline s'inscrivait quant à elle au sein de la mouvance uqamienne majoritaire au début 1990, c'est-à-dire un féminisme à tendance « matérialiste, anti-patriarcale radicale ». Le rapport de Caroline et ses camarades aux étiquettes correspond avec celui d'une certaine tradition de groupes féministes qui se réclament de tendances politiques bien définies (Pagé, 2005). Leurs affiliations matérialistes et radicales étaient nommées et revendiquées dans les écrits et les actions politiques du groupe : « On trouvait ça important on dirait, les étiquettes, je sais pas pourquoi » (Caroline).

La militante considère également que la vision « internationaliste » du féminisme qu'elle partageait avec ses camarades de l'époque avait quelque chose de « visionnaire ». Caroline décrit cette vision par un intérêt envers les violences faites aux femmes à « l'international » et la conviction que « les frontières, ça l'a pas de sens » (Caroline). Le principe de l'abolition des frontières est une revendication centrale de la militance antiautoritaire, anticoloniale et antiraciste (Eslami et Maynard, 2013) et il est intéressant de voir de quelle manière ce discours est défendu par une militante blanche francophone. Cette dernière se réjouit des liens tissés avec une femme provenant du Salvador. Les propos de Caroline pourraient rappeler le paradoxe décrit par Pagé (2015) comme une forme d'idéalisation des solidarités internationales et d'absence de solidarités locales, mais il faut tout de même reconnaître la sensibilité des militantes de l'époque envers les violences faites aux femmes autochtones du Québec. Caroline explique ainsi que la crise d'Oka, qu'elle identifie comme « la crise autochtone », a fait la lumière sur la violence faite aux femmes autochtones. Sans jamais utiliser ces termes, la militante démontre une sensibilité face aux enjeux de racisme et de colonialisme, mais son discours rappelle une tendance féministe décrite par hooks (2014, p. 117) pour son caractère universaliste blanc et « non coloré » auquel viennent se greffer des particularismes « non blancs ». Cette perspective s'explique probablement par la conjoncture historique de la décennie 1990 au Québec pendant laquelle on « assiste au déploiement des perspectives diversifiées » de femmes dites minoritaires et dont font partie les femmes lesbiennes et autochtones (Toupin, 2005, p. 79).

Au début des années 2000, Alice était de son côté impliquée au sein de différents groupes féministes solidement ancrés dans les mouvances féministes radicales et matérialistes et qui centralisaient leurs luttes autour de l'abolition du patriarcat et de la libération des femmes. Pour la militante, qui était anticapitaliste avant d'être féministe, le féminisme radical se présente comme une suite logique pour « conjuguer anticapitalisme et anti-sexisme » (Alice). Cette tendance matérialiste et radicale était

toujours bien présente à l'UQAM au début des années 2010. Clara raconte effectivement que ses camarades de lutte et elle s'identifiaient beaucoup aux mouvances « anarcha féministes, féministes libertaires, [...] féministes matérialistes » et estime que ces courants étaient majoritaires à l'UQAM à l'époque.

Alors qu'elle a vécu ses premières expériences militantes au Centre des femmes de l'UQAM à peu près à la même époque qu'Alice, Marie estime que ses ancrages féministes ont grandement évolué entre le début des années 2000 et aujourd'hui. Elle décrit son passage d'un féminisme qu'elle qualifie de « probablement libéral » et même de « collabo » à une pratique qui est aujourd'hui davantage ancrée dans le « radicalisme politique ». Comme plusieurs, c'est à son expérience de la grève de 2012 qu'elle attribue ce point tournant en termes « d'engagements et d'apprentissages des enjeux autour du radicalisme politique et de l'analyse féministe radicale » (Marie). Elle décrit son entrée dans le radicalisme politique surtout par l'utilisation de moyens d'action directe pour lutter et par la prise de position contre la violence étatique et la brutalité policière.

Au-delà de la catégorisation de leur position au sein de certaines mouvances féministes, les participantes ont souvent recours au concept de radicalisme dans leur manière de décrire leurs convictions et leur praxis. Pour Caroline, l'adoption d'une approche radicale signifie tout simplement d'envisager les enjeux de manière « systémique » et pour Alice, c'est synonyme « d'aller à la racine ». Le fait d'endosser une lutte féministe radicale est donc compris ici en opposition avec une approche réformiste. Il s'agit de la défense d'un changement fondamental dans la façon d'organiser la société, la volonté d'aller à la racine du problème et de déconstruire entièrement les systèmes inégalitaires (CRAC, 2008). Comme il en sera question un peu plus loin, ce radicalisme se manifeste entre autres par une préférence pour des méthodes d'organisation horizontales et des tactiques d'action directe.

En ce qui a trait au rapport de la nouvelle génération féministe avec les étiquettes, les récits des participantes ayant été impliquées principalement à partir de 2010 concordent en grande partie avec les nouvelles pratiques d'engagement militant féministe identifiées par Pagé (2005) et Quéniart et Jacques (2002). En ce sens, il est possible de constater que plusieurs participantes refusent les étiquettes et les affiliations politiques ou idéologiques figées et unidimensionnelles. Véronique, par exemple, ne fait dans son récit aucune mention à des affiliations ou des mouvances féministes particulières, ni à son sujet, ni pour décrire son environnement de lutte. La réflexion de Camila laisse quant à elle beaucoup de place à la nuance et aux doutes quant au fait de se réclamer ou non de certaines étiquettes féministes. Cette dernière affirme qu'elle se considérait comme féministe queer en arrivant à l'UQAM en 2013, mais explique que sa réflexion a beaucoup évolué entre le début de ses implications féministes et aujourd'hui. Ses interactions avec les milieux féministes ouvertement en faveur de l'abolition du travail du sexe l'ont amenée à adopter une posture très nuancée face aux affiliations féministes et à délaisser les étiquettes pour plutôt se positionner sur certains enjeux précis :

Je croyais beaucoup à la marchandisation du corps des femmes, puis l'exploitation sexuelle, genre...c'est quand même des mots que j'utilisais, mais je considérais pas que...que c'était complètement mal...puis, la porno je pense que j'ai même jamais pensé que c'était mal... (Camila).

Cette tendance s'accorde avec le principe d'appropriation collective de « certains idéaux féministes dans une perspective critique » qui distingue selon Pagé la nouvelle vague féministe de celles les ayant précédées (2005, p. 43). Plus encore, le discours de Camila fait appel à des positions sur la sexualité qui ne sont pas catégoriques et qui laissent place à une liberté de discernement chez chacune. La féministe évoque un désir qui fait entièrement écho avec les perspectives queer, soit celui d'élargir les réflexions sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre au-delà des considérations lesbiennes. Elle partage également son intérêt à développer des considérations « plus intersectionnelles au fil du temps et au fil des lectures » (Camila). Cette réalisation la

mène en 2014 à mettre sur pied, avec des camarades, un groupe de militance uqamien organisé en non-mixité de genre et de race (donc entre femmes, fems et personnes non-binaires racisé-e-s). Les membres accordent une importance au fait de ne pas se définir de manière fixe en tant que groupe.

Se réclamer d'une tendance politique définie comporte selon Pagé (2005) certains avantages, dont l'imposition de repères qui aident à projeter une image plus homogène et cohérente du mouvement. À contrario, le cantonnement dans des étiquettes peut également faire perdre de la souplesse aux féministes et à leur lutte quant à leur capacité à mobiliser une variété de références théoriques en fonction du contexte de lutte (Pagé, 2005, p. 43). Il sera possible de voir dans la prochaine section le rapport des participantes aux dialogues et aux collaborations entre féministes de différentes allégeances.

4.1.2 Des modes d'organisation qui se veulent affinitaires et autonomes

Au fil des époques, les tendances féministes uqamiennes s'ancrent fortement dans des mouvances anticapitalistes, anarchistes, anarcha féministes, féministes libertaires et féministes matérialistes. À titre d'exemple, à la fois Alice, Véronique et Clara se sont impliquées dans des mouvements anticapitalistes avant de s'intéresser plus spécifiquement au féminisme. Plus récemment, des franges féministes queer se font également plus présentes entre les murs de l'UQAM. Les tendances politiques uqamiennes s'approchent en grande partie de celles des milieux antiautoritaires de la gauche montréalaise¹⁴ en raison de la perméabilité entre ces deux réseaux militants. Ingenito et Pagé (2017) expliquent effectivement que les militant-e-s impliqué-e-s dans

¹⁴ Les regroupements antiautoritaires de la gauche sont décrits par Delisle-L'Heureux et Sarrasin comme étant « unis autour de caractéristiques communes propres à la perspective libertaire, mais distincts entre eux quant à la diversité de leurs formes d'expression » (2013, p. 63).

les milieux étudiants universitaires montréalais luttent souvent au sein d'autres groupes radicaux de gauche qui s'organisent à l'extérieur des universités (p. 112). Ces va-et-vient participent au transfert entre les milieux uqamiens et les milieux antiautoritaires de la gauche montréalaise de « pratiques, d'idées et de tactiques [qui] alimentent les milieux militants en les radicalisant et vice versa » (Ingenito et Pagé, 2017b, p. 112). Aux dires de Ingenito et Pagé les franges féministes et queer étudiantes sont de la même manière influencées par des milieux féministes et queer communautaires et affinitaires évoluant à l'extérieur des milieux universitaires et ce, « parfois depuis longtemps » (2017, p. 112).

Concrètement, ces principes se manifestent chez les féministes uqamiennes en lutte par des organisations militantes réunies sur des bases affinitaires et par la défense de valeurs d'autodétermination et d'auto-organisation. Les groupes d'affinités autonomes sont généralement compris comme un nombre restreint de personnes réunies sur une base affinitaire : « [...] que celle-ci soit fondée sur une proximité géographique, sur des liens d'amitié, sur un intérêt politique particulier, sur une affiliation idéologique ou encore sur une ou des identités communes » (Breton *et al.*, 2015, p. 204). L'organisation sur une base affinitaire a l'avantage de favoriser un sentiment de confiance et une complicité exacerbée entre ses membres. Caroline se souvient d'avoir milité dans des groupes très refermés sur eux-mêmes : « C'était pas si ouvert que ça. On disait pas publiquement " il y aura une rencontre " [...] C'était plus une cellule, c'était plus une petite gang très soudée ensemble » (Caroline). Une des conséquences de ce mode de mise en commun se trouve par contre dans les mécanismes d'exclusion qu'il engendre involontairement :

La confiance et l'amitié sont là, mais la dynamique reste égalitaire seulement tant qu'on reste entre filles qui font partie d'un noyau affinitaire. Il n'y a pas de problème tant qu'on fait partie de cette dynamique, mais pour d'autres, l'intégration peut être difficile si on ne prévoit pas des outils de groupe pour la faciliter (CRAC, 2008, p. 68).

Ceci étant dit, les groupes affinitaires peuvent également se former de manière à favoriser la participation large de militant-e-s qui ne se connaissent pas nécessairement d'emblée. Camila a par exemple été initiée à la lutte contre les violences sexuelles en se joignant à des militantes qui se regroupaient sur la base de leur intérêt envers la lutte contre la culture du viol sans nécessairement partager des liens d'amitié au préalable :

En janvier 2014 donc je vois un tract passer sur comme " combattons la culture du viol dans nos milieux militants, dans nos milieux uqamiens " Et puis là [...] je suis allée, [...] j'étais à l'aise finalement, de me pointer dans une réunion alors que je connaissais personne (Camila).

Sans avoir de nom particulier, ce groupe réunissait des femmes souhaitant s'impliquer contre la culture du viol à l'UQAM. Si le discours de Caroline dépeint un féminisme uqamien assez homogène au début des années 1990, à partir de 2000, des regroupements luttant contre les violences sexuelles et la culture du viol rassemblent des féministes qui s'organisaient en embrassant une plus grande pluralité politique. C'est le cas pour certains groupes au sein desquels Alice était impliquée, qui se réunissaient sur la base d'une diversité d'affiliations féministes radicales : « mais on formait une communauté, puis un collectif au sens affinitaire du terme [...] Donc une pluralité de féministes radicales, avec des affinités partagées » (Alice). Clara dit aussi avoir assisté à une diversification des affiliations féministes des militantes et des groupes entre 2012 et 2015 :

Il y avait comme des personnes dans le noyau qui étaient plus vers le féminisme libertaire, mais après ça on a fait des trucs qui étaient avec des groupes queer. On était vraiment assez diversifiées à la fin là je te dirais (Clara).

Toujours près de l'UQAM aujourd'hui, elle considère que ce déplacement idéologique s'est poursuivi même après qu'elle ait quitté les milieux militants, pour mener aujourd'hui à un féminisme « queer, intersectionnel et tout » (Clara). Les discours des participantes décrivent un milieu féministe uqamien qui n'est plus aussi homogène qu'il ne l'était dans les dernières décennies. Au fil des époques, les groupes affinitaires

des participantes semblent d'ailleurs se créer davantage autour de projets militants que d'affiliations féministes partagées. En mars 2014, par exemple, les Sorcières se sont alliées au Montreal Sister Hood et au Collectif Libertaire Montréal pour organiser une manifestation contre les violences sexistes. La formation de coalitions pour poursuivre des objectifs précis et mener certaines campagnes d'actions selon des principes d'entraide et d'autodétermination est d'ailleurs une stratégie récurrente entre les groupes affinitaires (Eslami et Maynard, 2013, p. 220).

Il n'en demeure pas moins que les clivages au sein des organisations donnent parfois lieu à des conflits idéologiques trop importants pour permettre de poursuivre la cohésion de groupe. Camila raconte à ce sujet l'implosion d'un groupe affinitaire réuni spécifiquement pour lutter contre la culture du viol dont elle a fait partie en 2013. Alors que le collectif était composé en majeure partie par des féministes abolitionnistes qui associaient la prostitution et la pornographie à la culture du viol, Camila se souvient d'avoir senti un fossé énorme séparer les membres abolitionnistes de celles ayant une position moins arrêtée sur les enjeux de travail du sexe :

[Il y a] des gens [qui] étaient partis, puis les personnes, des personnes abolo qui s'étaient vraiment fâchées, le ton était monté et puis je pense que...peut-être de part et d'autre il y avait une certaine réalisation du fait qu'on [...] pouvait plus s'organiser ensemble genre. Ouais je pense que ça avait été même dit (Camila).

Si elle était d'abord encline à travailler avec des militantes dont le féminisme était éloigné du sien, en ses termes « des abolos complètes », la militante avoue s'être rangée derrière l'idée que cette mise en commun n'était tout simplement pas possible. Au sujet des clivages politiques entre féministes, Clara se désole du fait que depuis la grève de 2012, les oppositions entre les courants queer et les féministes matérialistes empêchent désormais les alliances stratégiques et alimentent les luttes internes : « Tu sais, au lieu de comme travailler ensemble, il y a beaucoup de division je trouve. Ça fait que c'est comme une espèce de lutte de pouvoir » (Clara). Les courants queer et de défense des

travailleuses du sexe prendraient à ses yeux de plus en plus de place et ce, au détriment des courants matérialistes. Clara est aujourd'hui amenée à penser que les courants féministes qu'elle côtoie sont davantage cristallisés qu'il y a cinq ans, « mais de l'autre bord », ce qui laisse planer une certaine nostalgie pour une époque où le féminisme auquel elle se sent appartenir était en position plus avantageuse. Cette nostalgie est d'ailleurs ouvertement assumée chez Alice, qui regrette l'époque du début des années 2000 pendant laquelle les débats féministes n'étaient pas « sclérosés comme aujourd'hui » (Alice).

Les principes de l'autodétermination (valoriser les perspectives des personnes qui seront touchées par celles-ci dans leur quotidien) et de l'auto organisation (valoriser la mise en application des décisions principalement par les gens qui les ont prises) (Breton et al., 2015) font également partie de principes antiautoritaires qui sont centraux dans les pratiques d'engagement militant des féministes rencontrées. Ces composantes sont conformes avec les valeurs retrouvées chez la nouvelle vague de féministes québécoises telle que conceptualisée par Pagé (2005). Dans le contexte de cette recherche, le désir d'autodétermination et d'auto-organisation se manifeste chez les plus jeunes féministes rencontrées, mais trouve également une place centrale dans le discours des féministes de la génération X et des baby-boomers. Ce constat concorde avec la manière dont Pagé (2005) définit la « nouvelle » vague féministe non pas uniquement en fonction de l'âge des militantes, mais aussi en fonction de leurs écoles de pensée et j'ajouterais, en fonction d'un milieu d'initiation à la militance qui est ancrée dans des valeurs antiautoritaires.

La redevabilité ou encore la dépendance financière envers d'autres groupes était ainsi perçue comme des obstacles à la liberté d'action pour Alice au début 2000 : « Je me sentais pas dans le bon espace puisqu'on avait toujours un, il y avait toujours cette question de redevabilité. Et de devoir quémander de l'argent, de devoir présenter ce

qu'on veut faire » (Alice). Quelques féministes feront ainsi le choix de quitter certains espaces pour créer leurs propres organisations autonomes ou en rejoindre d'autres, comme ce fut le cas pour Alice suite à cet épisode. Caroline a également cessé son implication au sein d'un parti politique de gauche trotskiste à la fin des années 1980 parce qu'elle ne souhaitait pas défendre des agendas politiques qui n'étaient pas les siens. L'autonomie recherchée s'exprime surtout par rapport à la liberté de parole et d'action au sein même du groupe politique (refus de structures hiérarchiques, de redevabilité envers des instances externes, de « ligne de parti »).

4.1.3 La (non) mixité et le rapport ambigu aux alliés « pro féministes »

Enfin, les militantes étaient en grande partie impliquées dans des groupes en non-mixité choisie entre femmes, ou encore dans des sous-comités non mixtes d'organisations comme des associations étudiantes ou des syndicats. Ce mode d'organisation est souvent privilégié dans les collectifs et les groupes affinitaires féministes radicaux au Québec (Leblanc, 2013) pour créer un entre-soi qui donne accès à la parole et qui « libère aussi les discours sur les violences vécues par certaines » (Charpenel, 2016, p. 27). Il est tout de même possible de constater que la participation d'hommes alliés dans la lutte féministe est mentionnée positivement à la fois par les participantes les plus âgées de l'échantillon (Lyne, Caroline et Marie) et par Camila, la plus jeune participante. Lyne explique par exemple que dans son milieu syndical, le comité d'enquête en cas de plainte pour violence sexuelle rencontrait le présumé agresseur en tandem comprenant un homme dans la mesure du possible « [...] parce que des fois c'est plate à dire, mais bon, ça aide à passer certains messages » (Lyne). Les membres de la Brigade Rose considéraient elles aussi les hommes comme des alliés incontournables dans leur lutte : « Il faut que les lieux de réunion non-mixtes soient à la portée des femmes. Mais je pense qu'on ne peut pas non plus se passer complètement de l'aide des hommes [...] Il faut que les gars disent aux autres gars que c'est assez » (Renaud, 1993, p. 11). La croyance voulant que les hommes aient une position

privilegiée pour sensibiliser d'autres hommes dans la lutte contre les violences sexuelles est répandue encore aujourd'hui (Marine, 2017, p. 662). Même si la participation des hommes peut effectivement s'avérer efficace pour sensibiliser leurs pairs, la posture d'allié mérite d'être abordée de manière critique face aux codes sociaux qui accordent davantage d'autorité et de crédibilité aux hommes même dans des contextes où leur posture ne leur accorde aucun privilège épistémique (Marine, 2017).

Les années 2000 sont justement marquées par un changement de ton face à la place des alliés dans la lutte. À l'époque, plusieurs groupes affinitaires d'hommes opposés au sexisme et au patriarcat voient le jour à Montréal, comme c'est le cas pour le collectif Hommes contre le patriarcat (HCP), composé d'hommes pro féministes de l'UQAM impliqués au sein de la lutte contre le sexisme et les violences. Ce groupe s'est fait reprocher de s'attirer un capital de sympathie au détriment de groupes féministes luttant dans les mêmes milieux (M. Blais, 2008, p. 155). Les autrices de l'action du Stickergate ont dénoncé le même genre de récupération en 2014, reprochant la « gymnastique habile et paternaliste » de certains hommes pour instrumentaliser l'action « à des fins d'augmentation de leur capital politique ou de sympathie » (Anonyme, 2014). Les hommes alliés ont alors été invités à se taire, à écouter, réfléchir et remettre en question les « multiples divisions sexuelles (du travail) » qui découlent des rapports de pouvoir qu'ils perpétuent (Anonyme, 2014).

Chez les plus jeunes participantes qui naviguaient toujours à l'UQAM en 2015, on retrouve certaines remises en cause du principe de la non-mixité organisationnelle qui correspondent à celles notées par Lamoureux (2016) et un rapport quelque peu différent à la place des hommes dans la lutte. Camila se questionne sur l'exclusion des alliés, mais aussi sur les mises à l'écart que peuvent engendrer des espaces non-mixtes entre femmes lorsque cette non-mixité n'est pas bien bien définie au niveau de l'identité

sexuelle. Camila raconte qu'à son arrivée à l'UQAM en 2013, elle défendait ardemment les principes d'une forme organisation militante non mixte. Aujourd'hui, s'il lui semble que la non-mixité est beaucoup plus acceptée à l'UQAM, elle se dit personnellement moins rejointe par un discours qu'elle qualifie de « anti-hommes ». Elle se désole que des initiatives prises par des hommes alliés pour déconstruire leur masculinité soient mal accueillies par certains milieux féministes radicaux. Le rapport de la place des hommes alié-s dans les luttes féministes fera d'ailleurs l'objet d'une réflexion plus approfondie dans la prochaine section.

Le rapport à la (non) mixité entraîne également des réflexions sur les critères d'inclusion et d'exclusion relatifs à cette dite mixité. Camila et Andréanne s'inquiètent du ciscentrisme, exprimé ou latent, qui caractérise la non-mixité de certains groupes militants. La première souligne par exemple qu'avant son arrivée dans un groupe féministe non-mixte, l'absence de réflexion sur la définition de la non-mixité de genre pouvait avoir un effet excluant :

En 2014, on a eu des réflexions sur, bien, l'inclusivité, le fait que comme, c'était important de dire que [le groupe] était ouvert à des femmes trans, donc ce genre de chose. Alors qu'avant, l'autre groupe mettons [...] ça disait pas [exclusif aux] "femmes cis" là, mais ça pouvait être un petit peu comme ça tu sais (Camila).

De la même manière, Andréanne déplore haut et fort la présence d'un féminisme transphobe, raciste et anti-queer qui s'organisait dans une non-mixité non-dite à l'UQAM dans les années 2010: « Genre non-mixité femmes cisgenre, puis on va pas le dire " blanche " là, mais on fera aucun effort pour déconstruire nos privilèges [...] » (Andréanne). Cette constatation soulève la question du sujet « femmes » dont parle le féminisme québécois et des sujets qui en sont « implicitement exclus » (Hamrouni et Maillé, 2015 b, p. 11). Aux yeux d'Andréanne, les féministes uqamiennes parlaient au « on » malgré leurs différentes tendances politiques et constituaient un groupe homogène blanc, cisgenre et hétérosexuel sans pour autant avoir besoin de nommer les

critères d'exclusion. Si elle ne le faisait pas nécessairement à l'époque, aujourd'hui elle n'a pas de difficulté à parler haut et fort des contradictions de la communauté dont elle faisait partie à l'UQAM.

Au-delà des angles morts qui sont ainsi créés, ce silence participe à la (re)production du caractère ciscentré du féminisme universitaire francophone québécois et canadien, au sein duquel « les identités cis sont la norme et tenues pour acquises, vues comme fondements du féminisme et définissant le genre » (Baril, 2017, p. 287). Cette réalité commence, selon Baril (2017), à être remise en question dans les milieux anglophones, mais elle continue à être structurante dans les universités francophones, causant un double mouvement d'effacement des enjeux trans et d'hypervisibilisation des perspectives cisgenre (ce que Namaste (2015) qualifie d'*oversight*). À l'UQAM plus particulièrement, la faible présence de personnes des minorités sexuelles et de genre dans l'institution, ou du moins le manque de contact avec les perspectives trans provoque des angles morts chez les militantes féministes. Andréanne se désole par exemple de ne pas avoir été en contact avec ces enjeux plus tôt, et Alice explique qu'il n'aurait tout simplement pas été possible pour elle d'être sensibilisée à ces enjeux au début des années 2000. Les mouvements trans sont à ses yeux « tellement récents » et n'ont pu se faire entendre qu'à partir du développement du web puis des réseaux sociaux : « Je m'excuse, mais avant 2005, on avait pas ça » (Alice).

L'invisibilisation se manifeste ensuite par la secondarisation des enjeux trans et l'hypervisibilisation de perspectives féministes blanches et dominantes. En ce sens, Andréanne est d'avis que dans les cours d'étude féministe offerts au début des années 2010, la présentation du féminisme matérialiste « comme étant " le féminisme " » et l'absence des perspectives queer perpétuait une vision étroite du féminisme et de la diversité des enjeux de genre à l'UQAM. Il faut tout de même noter que l'UQAM, à titre d'institution d'enseignement, n'est pas complètement hermétique à l'intégration

des perspectives trans. Dans la dernière décennie, la création d'une chaire de recherche sur l'homophobie (qui travaille à la reconnaissance large des personnes des minorités sexuelles et de genre) répond à un intérêt grandissant des étudiant-e-s et des enseignant-e-s pour les revendications trans (Baril, 2017, p. 301). Enriquez *et al.* (2012) font aussi état d'une augmentation des recherches et des publications sur ces questions à « l'université du peuple ».

Andréanne considère que les mentalités ont bel et bien commencé à évoluer positivement à partir de 2015, à la fois sur une échelle individuelle et collective. Progressivement, « ça ne passait plus d'être transphobe » et les militantes ont eu à reconfigurer leurs définitions de la non-mixité pour éviter d'exclure les femmes trans et les personnes non binaires tout en répondant à leur besoin de « se retrouver en excluant les dudes cis » (Andréanne). Les angles morts au niveau de la blanchité, de l'hétérosexisme et du ciscentrisme influencent inévitablement la manière dont les militantes envisagent les rapports de pouvoir multiples à l'origine des violences sexuelles. Les nouvelles brèches dans la militance favorisent une meilleure compréhension de la manière dont les violences sexuelles se déploient différemment pour les personnes des minorités sexuelles et de genre :

Parce qu'on est capable d'interroger maintenant et qu'on a envie d'interroger les minorités de genre [...] on révèle de plus en plus l'importance de la victimisation chez les personnes non binaires, chez les femmes trans. Et ça c'était complètement à côté de notre radar [en 2000] (Alice).

4.1.4 Une analyse des rapports de genre et des dynamiques de violence qui gagne en nuance

Dans le domaine de la recherche et de l'intervention féministe sur les violences sexuelles, le concept de continuum apparaît dès les années 1980, d'abord comme une manière de rappeler « en quoi la domination et l'appropriation du corps des femmes par les hommes constituent un lien structurant » des sociétés patriarcales (Kelly et

Tillous, 2019, p. 17). Kelly (1987) et Hanmer (1987) sont considérées comme des pionnières dans la théorisation du continuum des violences masculines envers les femmes, concept qui s'applique également aux formes spécifiques de violences sexuelles. Elles proposent une conceptualisation novatrice du terme à la fin des années 1980 dans l'objectif de faire la lumière sur l'ensemble des comportements répréhensibles vécues par les femmes et qui sont socialement banalisés ou ignorés par les définitions légales de la violence sexuelle. Dès le départ, les autrices spécifient clairement que le concept ne doit pas être compris dans une logique linéaire classant les actes de violence de manière hiérarchique en fonction de leur gravité ou des conséquences qu'ils ont pour les femmes (Kelly et Tillous, 2019a). Au contraire, le continuum sert à distinguer les gestes de violence en fonction de la fréquence à laquelle les femmes y sont exposées et au type d'expérience auquel les femmes les associent. La gradation des violences selon leur fréquence et leur niveau de banalisation continue d'être central aux approches féministes pour mettre de l'avant une définition large et inclusive des violences sexuelles, comme c'est le cas dans le cadre de l'enquête ESSIMU :

[...] parce que les commentaires à connotation sexuelle, le harcèlement et les pressions de type chantage ou manipulation pour avoir des relations sexuelles se produisent plus souvent que les attaques physiques, concevoir la violence à caractère sexuel selon un continuum favorise la mise en lumière du caractère répréhensible de comportements socialement banalisés, voire minimisés, tant par les agresseurs que par les victimes elles-mêmes (Bergeron *et al.*, 2016, p. 3).

Dès les années 1980, Kelly et Hanmer (1987) précisent également que le concept de continuum qu'elles mettent de l'avant n'a pas été pensé pour créer des associations directes entre la gravité des conséquences chez les victimes et les formes de violence qu'elles ont vécues :

La façon dont les femmes réagissent sur le moment et définissent ces expériences, tout comme leur façon de les appréhender par la suite, diffèrent d'une personne à l'autre : des facteurs très divers pèsent sur les vécus singuliers (Kelly et Tillous, 2019b, p. 22).

Nombreuses sont les féministes qui ont ensuite emboîté le pas à Kelly et Hanmer en s'opposant à l'universalisation des effets des violences sexuelles et en cherchant plutôt à légitimer la pluralité des stratégies de guérison et de survie (Alcoff, 2018 ; Gavey, 2014 ; Lemoncheck, 1998 ; Mardorossian, 2002). Cette perspective permet de reconnaître les stratégies de résistance propres à chaque femme, leur subjectivité, ainsi que le contexte particulier ayant pu influencer leur manière de vivre différentes expériences.

De manière générale, il est possible de constater que les propos recueillis chez les participantes à cette étude se situent à la fois en continuité et en rupture avec les conceptions mises de l'avant par Kelly et Hanmner (1987). C'est surtout à partir de 2014, que la notion de continuum semble s'établir comme un outil conceptuel phare chez les féministes uqamiennes pour dénoncer toutes les formes que peuvent prendre les violences sexuelles et dissocier la nature des gestes à la gravité de ses répercussions. Les « colleuses » rejettent formellement toute forme de gradation des différentes formes de violence vécues par les survivantes-victimes. Suivant cette logique, elles ont par exemple refusé de donner des détails sur les gestes des hommes qu'elles dénoncent justement pour éviter de hiérarchiser les comportements violents : « que ce soit des propos sexistes, du harcèlement, de l'abus de pouvoir, une agression sexuelle, en quoi un de ces gestes est plus acceptable que l'autre ? » (Anonyme, 2014). Les militantes semblent donc conscientes du fait que certains gestes sont désormais reconnus comme étant de nature violente, mais que leurs conséquences sur les victimes-survivantes demeurent banalisées.

La majorité des plus jeunes participantes de même que celles qui naviguent encore au sein du milieu universitaire aujourd'hui accordent une importance au fait de reconnaître chez les victime-survivante une forme de subjectivité dans la manière de qualifier leurs expériences de violence et d'en vivre les répercussions. En guise de comparaison,

Caroline, de la génération X, a une approche des violences sexuelles plutôt unilatérale, fatale, voire essentialisante : « Ça brise, les agressions sexuelles. Ça brise fondamentalement quelque chose sur lequel les filles on a une fragilité. Nous c'est en dedans que ça se passe, c'est fragile violer ça » (Caroline). Plutôt que de condamner le discours de Caroline, il faut reconnaître que dans certains contextes sociaux et politiques au sein desquels la gravité des répercussions des violences sexuelles sont particulièrement banalisées, le fait de systématiquement présenter les violences sexuelles comme des expériences traumatisantes peut s'imposer comme stratégie de conscientisation.

Une autre implication de l'approche de Kelly et Hanmer que l'on retrouve également dans le discours de Camila est au niveau du refus de distinction dichotomique entre les « victimes » et « le reste des femmes » et de la même manière, entre les « agresseurs » et le « reste des hommes ». Selon le principe du continuum, toutes les femmes font l'expérience ou sont susceptibles de faire l'expérience des formes les plus communes et quotidiennes de violence et il n'y a pas lieu de les séparer sur la base de la nature des gestes de violence qu'elles vivent (Kelly et Tillous, 2019b, p. 35). La même logique s'appliquerait à la définition du terme « agresseur ». Camila a recours au même raisonnement pour déconstruire les conceptions binaires entre « l'agression sexuelle parfaite », c'est-à-dire celle qui correspond aux mythes sociaux et aux définitions légales et les expériences sexuelles épanouissantes, égalitaires et consentantes où « tout était parfait » (Camila). Il est primordial pour elle de nommer les zones grises, les ambiguïtés qui existent dans la sexualité et de reconnaître que toutes les relations sexuelles peuvent être empreintes de coercition, de domination et de contrainte. Cette idée fait directement écho au concept du continuum de Kelly, voulant que dans une société patriarcale, toutes les femmes soient susceptibles d'être victimisées et tous les hommes susceptibles de commettre des violences à l'endroit des femmes et ce, peu importe le contexte.

Par ailleurs, les propos de certaines des participantes les plus jeunes rompent également avec la représentation de l'homme comme « sexe agresseur » et de la femme comme victime agressée. De manière générale, cette partie du corpus fait écho à la thèse de Fourment (2017) selon laquelle cette représentation binaire, plus présente dans les mouvements féministes des années 1990, est délaissée, pour ne pas dire abandonnée par les militantes « du troisième millénaire » (p. 125). Ce changement de paradigme décentralise la figure utile de l'homme comme « ennemi politique concret » (Fourment, 2017, p. 126), remet en question leur exclusion des luttes contre les violences sexuelles et vient nuancer la manière de concevoir les dynamiques de violences et de coercition au sein de la sexualité. Un des résultats de ce changement de paradigme veut que les violences ne soient plus exclusives aux hommes et que la victimisation ne soit plus exclusive aux femmes, bref, que toute personne soit considérée comme susceptible d'être victimisée et de violenter.

Camila se réjouit par exemple de constater que de plus en plus de femmes et de personnes non binaires reconnaissent qu'elles peuvent elles aussi reproduire des comportements qui ne vont pas dans l'esprit de la culture du consentement. Cette manière de se « situer à l'intérieur des rapports de pouvoir » (Lamoureux, 2016, p. 263), de reconnaître « la combinaison de privilèges et d'oppression qui s'inscrit en chacune de nous » (Pagé, 2005, p. 47) constitue un des défis auquel le féminisme doit faire face pour prendre en compte la multiplicité des rapports d'oppression. Dans le même ordre d'idées, l'analyse qui case instantanément les gens qui dépassent les limites comme des agresseurs apparaît désormais « déconnectée » et inadaptée à une approche intersectionnelle des violences sexuelles pour Camila. Elle reconnaît cependant la pertinence qu'a pu avoir cette grille pour initier ses propres réflexions sur ses expériences de violence.

Malgré tout, Camila évoque des réticences vis-à-vis l'hyper-relativisme dans la manière de traiter les violences sexuelles et surtout, de les dénoncer. Le droit de dénoncer publiquement des gestes de violence reste extrêmement important pour elle, mais encore faut-il que l'on prenne en considération les contextes particuliers et que l'on ne mette pas tous les actes de violences sexuelles dans le même panier. Elle se questionne à savoir s'il est souhaitable de dénoncer de la même manière un homme blanc et une femme queer noire et souhaiterait que l'on évite de caser des gens ayant commis des « gestes problématiques » comme étant des agresseurs.

Les militantes responsables du Stickergate adoptent elles aussi une posture critique face à leurs propres agissements : « [...] dans un certain sens, oui, on a tous été l'opprimeur-e de quelqu'un-e tôt ou tard, peu importe le sexe qui nous a été attribué à la naissance » (Anonyme, 2014). La prise en compte de plusieurs systèmes d'oppression dans l'analyse mène ces féministes de la « nouvelle vague » à une « compréhension plus nuancée des positions opprimée/opprimeur » (Pagé, 2005, p. 47) et à une reconnaissance de la contradiction que peut représenter leur propre position d'opprimeur. Tout comme Pagé (2005), elles se gardent par contre de verser dans le relativisme et continuent à défendre l'importance d'une approche matérialisée et politisée de l'appropriation et de l'exploitation « d'un groupe sexué sur un autre » (Anonyme, 2014).

4.1.5 Des groupes homogènes et l'effacement des perspectives marginalisées

Si le corpus de ce mémoire est loin de se prétendre représentatif de l'ensemble du milieu militant, il donne la voix à des femmes qui ont somme toute un profil plutôt similaire et majoritaire au niveau de la race, de la classe, du statut national, de l'identité sexuelle et de genre et des situations de handicap. Cette homogénéité au niveau des propriétés sociales des participantes se reflète dans le souvenir que Véronique se fait des milieux militants étudiants dans les années 2010 :

On le voyait dans les assos étudiantes, je sais pas si ça l'a changé, mais on était juste des personnes blanches, puis il y avait un peu de diversité sexuelle, mais c'était à peu près tout. Puis on était juste des personnes de classe moyenne ou élevée, il y avait personne qui avait des handicaps non plus (Véronique).

En étant composés en grande partie de personnes privilégiées sur le plan de la race, de la classe et des capacités, les groupes militants sont-ils nécessairement étrangers ou réfractaires aux perspectives intersectionnelles et non-dominantes ? Les féministes blanches qui les composent ont-elles une perspective critique de leur blanchité ? Sur ces enjeux, les participantes présentent des perspectives assez variées, qui ne dépendent pas uniquement de leur âge, mais aussi de leurs affiliations féministes et de l'époque à laquelle elles ont fréquenté l'UQAM. Pour plusieurs, ce rapport a beaucoup évolué dans les dernières années. Somme toute, les données récoltées viennent appuyer la conception de Pagé (2005) selon laquelle les féministes de la « nouvelle » vague auraient tendance à accepter davantage leurs contradictions politiques et à avoir recours à la notion d'intersectionnalité de manière plus fréquente dans leur réflexion et leur pratique féministe. Camila, Andréanne et Véronique font référence au concept d'intersectionnalité précisément pour présenter une autocritique des groupes au sein desquels elles se sont impliquées à l'UQAM.

Andréanne, participante blanche, se souvient qu'en 2013, les premières critiques antiracistes exprimées « à l'intérieur des structures du mouvement étudiant » étaient passées sous silence : « puis genre en 2015 on les a écoutées là... Mais ils et elles ont jamais arrêté-e-s d'être là, puis c'est juste que quand le féminisme est devenu à la mode et l'intersectionnalité aussi, là on entendait les femmes racisées » (Andréanne). Clara était justement bien impliquée au sein des mouvements étudiants et féministes en 2012 et 2013, mais adopte un discours différent lorsque questionnée à savoir si ses camarades de lutte et elle avaient une réflexion critique sur l'inclusivité de leurs mouvements de lutte à l'époque. Sa réponse fait davantage référence à la présence d'une variété de

groupes militants qu'à la prise en considération de perspectives davantage marginalisées :

On avait organisé dans le but d'inclure vraiment puis d'approfondir puis de faire rayonner la réflexion sur les violences sexuelles, une journée de réflexion sur les violences sexuelles en milieu militant, puis là c'était vraiment beau parce que c'était vraiment comme un mixité de femmes de plein de collectifs différents (Clara).

Cette réponse laisse transparaître une conception du milieu militant comme un lieu au sein duquel les seules exclusions qui existent sont celles qui sont choisies et volontaires. De l'ensemble des participantes blanches, seulement trois évoquent explicitement leur blancheur lors de l'entretien. Si Véronique est en mesure d'identifier son sentiment de sécurité (relatif) lors de son passage universitaire comme un privilège découlant de sa position raciale, les militantes blanches évoquent peu la manière dont leur couleur de peau a pu influencer leur militantisme. Camila, au contraire, parle de sa racisation comme un facteur marquant dans sa trajectoire militante, au même titre que le notent les participant-e-s de l'étude étatsunienne de Marine et Trebisacci (2018). La participante expose par exemple le malaise croissant qu'elle a commencé à ressentir entre 2013 et 2015 au sein de son premier groupe d'appartenance, composé majoritairement de femmes blanches et hétérosexuelles. Elle sentait alors que les perspectives féministes partagées dans le groupe invisibilise les réalités de femmes comme elle qui vivent à l'intersection de plusieurs oppressions :

C'était toutes des personnes blanches sauf moi. Et c'était beaucoup de femmes hétéro aussi, donc je commence à ressentir que, que même si on partage beaucoup sur la condition des femmes, je me pose des questions sur l'universalisation de la condition des femmes, on vit pas toutes la même chose (Camila).

La féministe, racisée, décrit un environnement où il n'y a pas d'ouverture pour aborder les comportements ou les propos racistes, une réalité qui a depuis évolué positivement à ses yeux :

Aujourd'hui je pense que quand une personne racisée dit qu'il y a quelque chose de raciste, bien on l'écoute au moins. Plus. On balaie pas ça de la main dans le militantisme aujourd'hui. On peut finalement conclure que non [les propos n'étaient pas racistes], mais on l'écoute (Camila).

Il n'en demeure pas moins que la féministe *queer* a eu à investir temps et énergie pour sensibiliser ses camarades de lutte :

Des femmes dans [un groupe féministe], qui disaient un peu de trucs *weird*, puis, je me rappelle que je pouvais dire genre " ah ça, ça me semble un peu raciste " puis beaucoup de gens étaient comme " non non, c'est pas raciste " » (Camila).

La création d'un espace de lutte en non-mixité au niveau de la race et du genre est apparue comme une réponse au besoin de s'organiser autrement et de se libérer d'une perspective centrée dans le privilège blanc, l'hétérosexualité et le ciscentrisme. C'est peut-être également la raison pour laquelle le militantisme de *care* prend une place aussi prépondérante dans le groupe de féministes racisées de Camila. De leur côté, les militantes blanches ont davantage de temps et d'énergie à consacrer à des actions qui s'attirent une forte visibilité, qui sont reconnues et valorisées au sein des milieux militants. Les militantes appartenant à la majorité raciale de l'institution ne sont pas directement bénéficiaires du travail de *care* des féministes racisées, mais elles sont malgré tout libérées d'une partie de cette charge mentale, ce qui peut les avantager dans la détermination de « la vie politique et à la détermination de l'organisation de la société » (Hamrouni, 2015b, p. 74).

4.1.6 Dialogues entre mouvances féministes radicales et intersectionnelles

Les positionnements politiques des participantes démontrent la place prédominante des ancrages féministes matérialistes et radicaux à l'UQAM encore aujourd'hui. Même les participantes qui revendiquent d'autres affiliations politiques ou qui refusent les étiquettes présentent une analyse féministe qui converge avec les principes de base des

mouvances radicales telles que définies par Francine Descarries et Shirley Roy (1988) :

[les féministes radicales] ont pour prémisses communes l'identification du patriarcat comme système socio-économique-politique d'appropriation des femmes et la reconnaissance de l'existence d'une classe de femmes. Les tendances radicales convergent dans leur dénonciation de la société patriarcale, dans leur refus d'expliquer l'infériorisation des femmes par des arguments d'ordre naturel ou biologique et dans la primauté qu'elles accordent aux luttes des femmes. L'argument prévalant est que les femmes sont opprimées et exploitées individuellement et collectivement sur la base de leur identité sexuelle (Descarries et Roy, 1988, p. 9).

Autant Clara qu'Alice entretiennent un rapport plutôt défensif face au décentrement d'une perspective féministe principalement radicale et matérialiste à l'UQAM. Clara considère que la popularisation des féminismes « queer et intersectionnels » à l'UQAM s'est faite « au détriment des courants matérialistes ». La participante perçoit une marginalisation des féminismes matérialistes et de celles qui les endossent, qui se feraient « regarder croche », ce qui crée à son sens des divisions qui n'ont pas lieu d'être : « c'est pas parce que t'es matérialiste que t'es anti-queer ou...tu sais, il y a du queer matérialiste et tout » (Clara). Alice, qui se réclame d'une tradition féministe « d'inspiration française » ancrée dans le matérialisme, se désole que la classe sociale demeure « la grande oubliée encore aujourd'hui » dans les analyses féministes. Aux dires de celle qui provient d'une famille « prolo », on parle désormais plus de diversité, mais on « ne pense jamais [à la classe] » (Alice).

Cette inquiétude face au vide laissé par l'analyse de classe dans les dernières décennies au Québec fait écho à celle de Maillé, qui se désole qu'on ne puisse plus « compter sur des modèles théoriques et analytiques pertinents pour comprendre et décrire les classes sociales au Québec dans le contexte actuel » (2015, p. 162). Maillé, par ailleurs, n'oppose pas les mouvances féministes radicales et intersectionnelles, mais argumente au contraire que l'absence de l'analyse de classe représente un obstacle au

développement d'une analyse intersectionnelle au Québec. Aux yeux de la théoricienne, il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle, alors que les classes sociales gagneraient selon elle à être définies à partir des catégories de genre et de race.

Alice est malgré tout convaincue de la pertinence d'ouvrir le féminisme à ses angles morts mais , « sans jamais oublier qu'il y a toujours le Nous femmes transversal ». Elle considère que sa propre réflexion a évolué et qu'elle est aujourd'hui plus à même de comprendre la diversité « des réalités selon l'imbrication des rapports sociaux » (Alice). Pour illustrer ses propos, elle présente par contre un exemple qui tend vers le relativisme en comparant sa réalité de femme blanche francophone et celle d'une femme musulmane voilée à Montréal :

[Je suis] tout à fait consciente que si tu portes le foulard puis que t'es associée à l'islam d'une manière ou d'une autre par ta face, bien il se pourrait que les espaces dans la ville de Montréal qui te rendent insécure ça ne soit pas les mêmes que les miens, puis ça se pourrait que Montréal Nord ça soit plus sécuritaire pour toi que pour moi (Alice).

Difficile de ne pas tracer de parallèles entre les propos ci-dessus et un certain refus de décentrement de l'expérience et de la parole des femmes blanches nées au Québec dans la manière d'aborder le féminisme (Hamrouni et Maillé, 2015b, p. 12). Si elle reconnaît la discrimination spécifique à laquelle cette femme hypothétique vivant à l'intersection de multiples oppressions est soumise, la participante se braque, comme le suggère Pagé (2015) à l'idée de reconnaître et d'assumer ses privilèges de « femme majoritaire » au Québec. Elle évoque également son refus d'avoir recours au terme « intersectionnalité », qu'elle qualifie de recul linguistique : « "intersectionnalité " c'est hallucinant comment c'est utilisé parfois même contre les femmes racisées, c'est un mot valise qui me tape sur les nerfs » (Alice). Quant à Lyne, Caroline et Marie, les participantes les plus âgées du corpus, ne font pas directement référence au concept d'intersectionnalité durant leur entretien. Lyne, doyenne des participantes, présente tout de même une vision des oppressions politiques comme étant interdépendantes les unes des autres.

Elle imbrique notamment la « question de l'environnement », « des intersexes » et de la mondialisation : « on ne peut plus dissocier les choses les unes des autres, tout est imbriqué ! » (Lyne).

4.1.7 Situer la lutte contre les VSMU au sein de luttes globales

Lors de leurs entretiens, les féministes uqamiennes rencontrées articulent des réflexions politiques qui dépassent largement les enjeux de VSMU. Ce terrain de lutte semble constituer pour elles une porte d'entrée pour envisager plus largement les relations de pouvoir, la manière de se définir soi-même, de se nommer et d'organiser le politique au sein de l'action collective. Les participantes ont tendance à situer la lutte contre les VSMU dans une perspective globale et continuent, au fil de leur trajectoire de vie, à développer une critique des structures d'autorité violentes et coercitives (Eslami et Maynard, 2013, p. 203). À une échelle assez locale, par exemple, les militantes de la Brigade Rose tracent en 1992 un lien direct entre les violences patriarcales et la pauvreté dans laquelle vivent les étudiantes et le manque de ressources pour celles qui ont des enfants ou qui désirent se faire avorter : « Notre intention se situe aussi dans un projet de société global, non-sexiste, non raciste et non-violent » (manifeste de la Brigade Rose). Vingt-deux ans plus tard, les autrices du Stickergate se disent très conscientes que les « rapports sexués » ne sont qu'une facette des luttes à mener dans leur université et présentent humblement quelques angles-morts de leur démarche. Elles jugent entre autres primordial de souligner les conditions précaires de certain-e-s employé-e-s de l'université :

Que dire de l'exploitation des employé-e-s de soutien (que nous devrions d'ailleurs renommer employé-e-s piliers) ? Sans elles et eux, l'université ne pourrait tenir. Qui nettoie nos « actions directes » ? Que dire du mépris à peine voilé envers ces « subalternes », anonymisé-e-s et invisibilisé-e-s ? (Anonyme, 2014).

Bien que les récits des participantes soient bien loin d'un discours décolonial, ce constat fait écho au projet politique de Vergès (2020), qui aspire à faire du terrain de lutte des violences sexuelles une opportunité de s'attaquer du même souffle aux multiples autres violences capitalistes et patriarcales qui se renforcent mutuellement (précarisation ininterrompue à la marchandisation des corps, répression militaire et policière, racisme systémique, changements climatiques, etc.) Quoi qu'il en soit, pour emprunter à la généalogie de la subjectivité militante foucaldienne, le lieu de l'engagement militant n'est pas inscrit dans les discours ou les doctrines, mais plutôt dans « une expérience directe en mesure de nous changer courageusement nous-mêmes [...] » (Irrera, 2014, p. 44).

4.2 Conclusion

En définitive, l'analyse des résultats laisse comprendre que les participantes choisissent d'investir des organisations autonomes et à leur image « par conviction » (Quénart et Jacques, 2004, p. 66). Le recours à des étiquettes pour se décrire en tant que féministe semble perdre en importance chez les plus jeunes participantes, mais l'organisation autour de groupes affinitaires et autonomes est une constante au fil des époques, fruit des influences antiautoritaires à l'UQAM. La non-mixité est un principe qui est cher aux participantes, mais celles-ci ne s'accordent pas toutes sur la place des allié-e-s dans la lutte. Les deux plus jeunes participantes défendent l'importance de définir clairement les critères de non-mixité de sorte à éviter les biais ciscentristes. Ensuite, les participantes ont recours au concept de continuum d'abord pour faire la lumière sur l'omniprésence des violences masculines et le large spectre de ses manifestations, puis pour décrire les zones d'ombre qui existent entre le domaine des violences sexuelles et celui de la sexualité. Les participantes ont également tendance à concevoir la lutte contre les violences sexuelles comme étant imbriquée à d'autres luttes antioppressives.

Bien qu'elles intègrent plusieurs systèmes d'oppression à leur analyse féministe, il y a lieu de constater que les milieux féministes investis par ces (ex)uqamiennes reproduisent des conceptions plutôt homogènes et dominantes du pouvoir par leur composition et les perspectives qui y sont partagées.

Bref, les affiliations et les principes politiques ne disent pas tout de la manière de lutte et il y a lieu de s'intéresser aux différentes formes que prend l'engagement dans des situations spécifiques (Irrera, 2014). Dans une suite logique à l'analyse de l'entrée des militantes au sein du féminisme uqamien et d'une présentation des ancrages politiques et organisationnels de leurs organisations militantes, le prochain chapitre portera sur les principales stratégies de lutte mobilisées par les féministes opposées aux VSMU à l'UQAM entre 1989 et 2014.

CHAPITRE V

DES PRATIQUES D'ENGAGEMENT MILITANT QUI S'AFFINENT POUR PRÉVENIR LE BACKLASH

Ce chapitre raconte l'irruption de la militance au sein de l'institution universitaire, ainsi que les interactions entre les féministes et le milieu uqamien. Conformément aux principes antiautoritaires et radicaux énoncés précédemment, les militantes interrogées ont tendance à valoriser une diversité de tactiques et d'actions « qui portent fruit plus directement » et « qui sont liés à [leur] expérience personnelle » (Quénart et Jacques, 2004, p. 13). Les principaux modes d'action mobilisés par les militantes féministes pour lutter contre les VSMU entre 1989 et 2014 font dans ce chapitre l'objet d'une analyse en quelques cas de figure. Cette recension, qui ne se prétend pas exhaustive, aborde principalement l'usage de l'action directe, de l'éducation populaire et de la militance institutionnelle par les militantes, en plus de s'intéresser aux gains politiques qui y sont attribuables. Tout compte fait, il est possible de constater que les militantes sont bien conscientes de l'incidence des conditions matérielles d'existence sur la possibilité de lutter. Celles-ci développent différentes stratégies pour limiter les répercussions négatives que peut engendrer l'engagement féministe, notamment en valorisant la transmission intergénérationnelle des savoirs et la militance de *care*.

5.1 Des stratégies militantes diverses et complémentaires

5.1.1 Action directe à visage (dé)couvert : la Brigade Rose et le *Stickergate* comme cas de figure

L'action directe constitue le moyen de lutte de prédilection des regroupements antiautoritaires et affinitaires de gauche pour compléter la sensibilisation du public et contrer l'injustice systémique (Eslami & Maynard, p. 218). En plus d'agir sans intermédiaire, le principe de l'action directe est ancré dans une perspective de résistance et peut prendre des formes multiples (Delisle-L'Heureux et Sarrasin, 2013, p. 69). Cette section est consacrée à la présentation de deux campagnes d'action directe, soit celle de la Brigade Rose menée en 1992 et celle du *Stickergate* en 2014 et à l'étude de la manière dont ce type de stratégie peut être mobilisé dans des visées féministes de lutte contre les VSMU à l'UQAM. De par son caractère particulièrement perturbateur et radical, l'action directe tend à s'attirer une attention publique bien au-delà de l'enceinte universitaire, ce qui est propice à la mise à l'agenda des VSMU, mais qui peut également mener à la diabolisation des militantes féministes. Si les « brigadières » et les « colleuses » usent de stratégies directes pour dénoncer les VSMU, il est possible de constater que ces dernières s'attardent davantage à la prévention du *backlash* et à la préservation de leur anonymat que leurs prédécesseuses.

5.1.1.1 Le cas de la Brigade Rose

À l'été 1992 se forme à l'UQAM la Brigade Rose, un collectif féministe radical autonome souhaitant dénoncer l'inaction de l'administration de l'UQAM en matière de harcèlement sexuel et de violences faites aux femmes. L'idée de former une Brigade émerge des nombreux témoignages reçus par des militantes de l'Association générale des étudiant-e-s de l'UQAM (l'AGEsshalcUQAM), de la part d'étudiantes qui révèlent avoir vécu du harcèlement ou des agressions et ne savaient pas vers où se tourner pour

obtenir de l'aide : « La situation était à ce point problématique sur le campus que des toilettes de femmes étaient verrouillées » (Anonyme, 2015, p. 12). Le collectif travaillait à l'amélioration des conditions de vie de toutes les femmes et plus particulièrement des étudiantes et proposait une analyse « très politique de la situation, très anticapitaliste, très antipatriarcale » (Caroline). Dans leur manifeste publié dans l'agenda associatif 1992-1993 de l'AGEsshalcUQAM), les militantes présentent une analyse assez large des violences faites aux femmes à l'université :

La Brigade Rose s'impose et s'oppose au harcèlement sexuel, à l'intimidation, à la peur, à la pornographie, à la violence faite aux femmes et aux sexismes sous toutes ses formes, et revendique un partage équitable du savoir (Manifeste de la Brigade Rose).

Plus concrètement, les brigadières dénoncent le fait que la politique de l'UQAM en matière de harcèlement sexuel adoptée trois ans plus tôt est peu efficace et méconnue des étudiant-e-s (Colpron, 1993). Ces dernières estiment que le fait qu'une seule plainte ait été traitée par le bureau de prévention du harcèlement en trois ans d'existence soit la démonstration même du manque de volonté politique de la part de l'administration pour intervenir contre les violences sexistes dans son institution (Renaud, 1993, p. 11). Elles décrivent également le manque de sentiment de sécurité des étudiantes et estiment que les « grands corridors sombres » de l'université rendent les femmes réfractaires à l'idée de circuler le soir sur le campus.

Le Centre des femmes et la Brigade se sont alliées à quelques reprises pour organiser des campagnes de sensibilisation populaire portant sur les thèmes « Solidaires dans nos différences contre les violences faites aux femmes » et des violences envers les femmes autochtones (Anonyme, 2015, p. 14). Une des actions de visibilité la plus connue de la brigade est la conférence de presse tenue le 11 mars 1993 à l'UQAM. Les militantes ont profité de leur tribune pour exiger de l'UQAM une reconnaissance de la prédominance des cas de harcèlement sexuel sur le campus et le caractère genré des

violences. Il était également attendu que l'UQAM engage une intervenante féministe externe et spécialisée en intervention féministe. Celle-ci serait chargée d'accueillir les victimes de harcèlement et de violences sexuelles et de sensibiliser la communauté universitaire à la nouvelle politique institutionnelle contre le harcèlement (Sirois, 1993, p. 10). Cette revendication a d'ailleurs été portée jusqu'à récemment par les militantes uqamiennes.

Le discours et les actions préconisées par la Brigade sont solidement ancrés dans un rejet du cadre institutionnel comme vecteur de changement dans la lutte contre le harcèlement sexuel: « nous on ne croyait plus en les institutions, si l'UQAM ne faisait rien », elles étaient prêtes à « faire des actions directes » ou même illégales (Caroline). Dans son manifeste, la Brigade annonce son intention de prendre elle-même la situation en main en occupant les locaux et les salles de classe de l'université par des « actions non violentes et silencieuses » (AGEsshalcUQAM), 1992, p. 137). Le mode d'action envisagé par la brigade pour dénoncer des responsables de violence avait un côté théâtral : « On s'habille en rose, on se peint le visage en blanc puis on se pointe là où les agressions ont lieu. On dit rien, mais si tu vois la brigade arriver, c'est que ça veut dire qu'il y a un agresseur ou un harceleur qui est proche » (Caroline). De telles tactiques qui visent à faire changer la peur de camp s'apparentent à des actions directes de confrontation. Celles-ci sont envisagées par Day (2005) comme des stratégies dont l'objectif est de déstabiliser les structures d'oppression en perturbant leur fonctionnement (Delisle-L'Heureux et Sarrasin, 2013, p. 69). Tout compte fait, Caroline confirme que le noyau d'origine de la Brigade n'est jamais passé à l'action pour dénoncer des agresseurs. Cependant, tout porte à croire que leur militance a pu être source d'inspiration, parce que des initiatives semblables ont été répertoriées dans des cégeps et quelques années plus tard à l'UQAM (Anonyme, 2015, p. 15).

Suite à la parution de son manifeste, la Brigade s'est attirée une attention médiatique importante. Le 20 février 1993, elle se mérite la une de *La Presse*. L'article intitulé « Elles vont traquer les harceleurs sexuels » est illustré par une photo sur laquelle on peut voir cinq membres de la brigade devant le campus central de l'UQAM, masquées et pointant l'objectif de la caméra. C'est surtout pour ses tactiques que la Brigade a été diabolisée dans la presse de l'époque. Les commentaires à leur sujet se font plutôt violents et décomplexés. Elles ont été dépeintes comme des filles « enrôlées » et sillonnant les corridors de leur université « à la recherche de nouvelles proies » (*La Presse*, 1993), d'« embryon de terrorisme social » (Gruda, 1993), de « féministes masquées, à leur manière aussi fasciste que les skinheads » (Dufresne, 1993). Si la Brigade Rose défendait un discours axé sur les réalités structurelles et refusait d'individualiser la lutte, certaines de ses membres ont été fortement médiatisées, ce qui a pu participer à décentraliser le message : « On en parlait pas d'eux-autres [les agresseurs], c'était toujours nous autres » (Caroline). L'ex-brigadière se désole qu'il n'ait pas été possible de « renverser la vapeur » et de braquer les projecteurs sur les agresseurs : « Parce que si on fait ça, c'est qu'il y a des agresseurs. Mets ta lumière sur eux-autres s'il te plaît » (Caroline).

Tout compte fait, c'est beaucoup les moyens de dénoncer qui ont fait les manchettes et deux brigadières ont profité d'une entrevue accordée à la revue *l'Unité* en mars 1993 pour dénoncer un traitement médiatique qui « vise à minimiser, à discréditer et à présenter une vision réduite de [leurs] actions » (Renaud, 1993, p. 11). Le cadrage médiatique à l'endroit des mouvements contestataires est un enjeu qui continue aujourd'hui à préoccuper les militant-e-s. La présence de personnes hypermédiatisées au sein de mouvements contestataires peut effectivement participer à présenter les campagnes de manière réductrice, les limiter « aux ambitions d'un seul groupe et d'en caricaturer les protagonistes » (Boisjoli et Simard, 2019, p. 36).

En ce qui a trait aux retombées de la mobilisation de la Brigade Rose au début des années 1990, la seule présence et la visibilité de la Brigade dans l'université a eu une incidence certaine sur les comportements des uqamiens près du milieu militant :

[...] les gars avaient peur, moi je me rappelle j'avais des amis de gars-là, puis ils disaient : « tu sais, les gars on en parle là, on parle de vous autres puis je te dis qu'on fait attention avec vous autres, mais avec les autres aussi parce qu'on voudrait pas être celui que la Brigade Rose pointe du doigt » (Caroline).

La mise à l'agenda des enjeux de violences sexuelles en milieu universitaire grâce au militantisme de la Brigade a également résulté en des actions au niveau institutionnel. Même si le recteur de l'époque, Claude Corbo, a toujours nié que le battage médiatique suscité par la Brigade Rose y soit pour quelque chose, mais il dépose au Conseil d'administration un document faisant l'*État de la question sur la politique contre le harcèlement sexuel* quelques jours seulement après la tenue de la conférence des brigadières. Les objectifs principaux de l'administration sont dans un premier temps de mieux faire connaître l'existence et la nature de la politique contre le harcèlement sexuel et dans un deuxième temps de publiciser le nouveau Bureau des plaintes de l'UQAM (Fortin, 1993a). Ce plan d'action pour contrer le harcèlement sexuel prévoyait des investissements de 16 000\$ et la création de trois nouveaux comités institutionnels chargés de faire des recommandations en matière de sensibilisation, de prendre en charge les plaintes et d'accompagner les plaignantes (Écrits d'elles, 1992, p. 9 ; Fortin, 1993a). Au souvenir de Caroline, une intervenante formée en intervention féministe aurait également été engagée pour remplacer le répondant auquel se butaient les personnes qui appelaient au bureau des plaintes : « C'est une des choses qu'on avait gagné » (Caroline).

5.1.1.2 Le cas du Stickergate

En octobre 2014, des militantes féministes de l'UQAM mènent une action directe de dénonciation de violence sexuelle qu'on connaît aujourd'hui sous le nom du

Stickergate. Le 27 octobre, les portes de six professeur-e-s de l'UQAM sont placardées d'autocollants reprenant la formule de la campagne de sensibilisation contre le plagiat de l'UQAM, mais faisant référence à des éléments de la politique 16 contre le harcèlement sexuel : « Harcèlement, attouchements, voyeurisme, agressions : tolérance zéro » (Pilon-Larose, 2014). Le 20 novembre, lors d'une manifestation interne, une trentaine de personnes dénoncent les « Professeurs agresseurs » (Allard, 2014) et de nouvelles portes de professeurs sont placardées. Les manifestant-e-s laissent également sur leur passage une série d'affiches sur lesquelles on peut lire : « Nous demander le silence, c'est aussi violent : mettons fin à la culture du viol et du silence » (Anonyme, 2015, p. 23). La tactique mobilisée s'apparentant à ce que Day (2005) pourrait qualifier d'action directe de subversion, puisque l'on cherche à ébranler la légitimité et l'efficacité des mécanismes institutionnels en les parodiant (Delisle-L'Heureux et Sarrasin, 2013, p. 70). Non seulement l'action dénonce des individus, mais elle le fait en mettant en lumière les contradictions, les incongruités et l'hypocrisie avec lesquelles les relations de pouvoir sont traitées par l'institution uqamienne. On a plus tard appris que ces professeur-e-s avaient été ciblé-e-s suite à des plaintes déposées contre eux et elles au Bureau des plaintes et dont les dossiers n'avaient pas bougé (SÉTUE, 2015).

Si les brigadières ont opté pour des stratégies d'action directe à visage plutôt découvert au début des années 1990, l'action directe menée par les personnes responsables du *Stickergate* s'est faite dans l'anonymat le plus complet. L'action n'a pas été revendiquée ni par des groupes ni par des individus. C'est par la publication des photos de portes placardées sur la page Facebook des Hystériques puis par le partage de celles-ci par le compte Facebook de l'Association facultaire des étudiant-e-s en sciences humaines (AFESH), (Pilon-Larose, 2014) que l'action s'est fait connaître. Dans un courriel envoyé le 29 novembre à des milliers de membres de la communauté uqamienne via leur courriel UQAM, les responsables de l'action présentent le recours à l'anonymat comme un outil pour obtenir un rapport de force vis-à-vis l'UQAM. La

tactique vise à occuper l'espace public tout en se protégeant et à « dépersonnaliser les agressions en s'attaquant aux systèmes de domination » (Anonyme, 2014). Les autrices du *Stickergate* s'identifient elles-mêmes comme victimes des comportements qu'elles dénoncent et expliquent ainsi leur besoin de se protéger : « [...] on ne dénonce pas une personne par plaisir ni vengeance. On les dénonce parce qu'ils et elles ont abusé-e de leur position de pouvoir, qu'ils et elles ont abusé de nous » (Anonyme, 2014).

Les autrices de l'action profitent également du courriel pour condamner l'attentisme institutionnel de l'administration envers les enjeux de VSMU (Anonyme, 2015, p. 23). Elles dénoncent, tout comme en 1992, l'inefficacité de la Politique 16, le manque de soutien offert par le BIPH aux victimes-survivantes et le peu de plaintes jugées recevables par le Bureau (2 sur 112 durant l'année 2012-2013) selon les autrices du courriel. On pointe enfin du doigt l'impunité de celles et ceux qui détiennent un rapport d'autorité au sein de l'université, ainsi que « la culture du silence, l'aveuglement volontaire et la reproduction des inégalités sociales » (Anonyme, 2014).

Cet épisode est un des plus médiatisés de la dernière décennie en matière de militance universitaire opposée aux violences sexuelles (Allard, 2014 ; A. Blais, 2014 ; Bourgault-Côté, 2014 ; Loisel, 2014 ; Pilon-Larose, 2014). Il a suscité une véritable levée de boucliers dans les médias, autant sous forme de chroniques incendiaires que de lettres ouvertes (Bock-Côté, 2014 ; Cliche, 2014 ; Orfali, 2014). Les événements ont même été publiquement qualifiés de « gestes d'intimidation exercée par une minorité accaparant la rectitude politique et prétendant agir au nom de tous » par le vice-recteur à la vie universitaire de l'époque (Orfali, 2014). Le caractère subversif de cette action se retrouve surtout dans le dévoilement nominal et public des personnes visées. C'est sous ce prétexte que les féministes se sont fait reprocher de bafouer la présomption d'innocence. Sous le couvert du reproche des moyens utilisés, la réflexion de fond sur les faits reprochés est ainsi évacuée, une réaction « libérale » typique de la

part de faux allié-e-s qui se disent opposés à la culture du viol tout en condamnant toute action concrète prise pour l'éradiquer (Anonymous, 2013).

Sur le fond, justement, on retrouve la même considération pour une approche systémique des enjeux de VSMU chez les militantes de la Brigade Rose et celles du *Stickergate*. Les féministes derrière le *Stickergate* sont conscientes que leur action est imparfaite justement parce qu'elle participe à stigmatiser une poignée d'individus alors que leur intention politique vise plutôt à faire la lumière sur l'omniprésence des VSMU dans un vaste continuum de manifestation :

[...] nous sommes toutes d'accord pour dire qu'il ne suffit pas de déloger quelques pommes pourries et ainsi passer à autre chose. Nous croyons que c'est l'ensemble du processus complexe des rapports de pouvoir qui doit être radicalement transformé (Anonyme, 2014).

Ceci étant dit, au même titre que les brigadières avant elles, ces militantes se défendent d'être les porte-étendards de l'éradication de toutes les oppressions ou encore les justicières des féministes ou des femmes. Le désaveu envers les institutions guide l'action militante autant en 1992 que vingt ans plus tard. Aux yeux des « colleuses », « si l'administration de l'UQAM ne se sent pas apte à régler le problème [des violences sexuelles], c'est peut-être qu'elle n'est pas la meilleure pour le faire » (Anonyme, 2014). À l'avis des militantes, les étudiantes seraient « certainement mieux placées pour proposer des solutions et doivent faire partie intégrante du processus de réflexion autour de la politique 16 » (Anonyme, 2014). Au même titre que les brigadières, les autrices du *Stickergate* exigent que l'attention et les reproches soient adressés aux responsables des violences plutôt qu'à celles qui les dénoncent : « Ce n'est pas nous ni elles/ils qui devraient être pointé-e-s [sic] du doigt. Ce n'est pas nous qui devrions subir des interrogatoires interminables visant seulement à nous discréditer » (Anonyme, 2014). L'étude des revendications féministes au fil des époques illustre bien le déplacement dans la manière d'identifier la source du problème en matière de VSMU.

Si les brigadières avaient tendance à cibler les corridors « sombres » et inquiétants de l'université, les militantes de la dernière cohorte délaissent l'aspect sécuritaire dans leur discours. Ces dernières ont davantage tendance à cibler les personnes qui profitent de leur posture d'autorité pour commettre des violences en toute impunité.

Au même titre que les brigadières en 1992, les « colleuses » ont contribué à « ériger la violence sexuelle en milieu universitaire en problème public » (Ricci, 2017). Suite à l'action de dénonciation, le BIPH a d'ailleurs noté une recrudescence de ses demandes de service :

[...] en novembre-décembre 2013, le bureau avait reçu 13 demandes de consultation, dont aucune n'avait trait au harcèlement sexuel. [En 2014], au cours des mêmes mois, 42 nouvelles demandes ont été déposées, dont sept relatives à du harcèlement sexuel (Montpetit, 2015).

En réponse à cette hausse de demande de service, l'UQAM embauche Audray Lemay, une intervenante spécialisée en relation d'aide auprès des victimes de violences sexuelles pour compléter l'équipe du BIPH. Les déceptions ont par contre été vives lorsque le contrat de surnuméraire de celle-ci prend fin le 30 avril sans être renouvelé (Elkouri, 2016).

Aux yeux d'Alice, de Véronique et de Lyne, cette action a également eu des répercussions non négligeables sur la gestion des plaintes pour VSMU par l'administration de l'UQAM. L'accélération du processus de révision de la Politique 16 n'est pas étrangère à toute la pression sociale et médiatique exercée sur l'UQAM suite à l'action : « Les changements, je les vois, encore une fois, c'est grâce aux luttes étudiantes. S'il n'y avait pas eu de *stickers* collés sur des portes de profs, on aurait pas la Politique 16, mais pas du tout » (Alice). Si le comité chargé de la révision de la Politique 16 existait déjà depuis mai de la même année, Véronique estime qu'il a fallu attendre l'action de dénonciation pour que l'administration ressente un empressement

à faire aboutir les travaux. En accord avec cette perspective, Lyne est d'avis que l'action des collants a agi comme « la bombe » qui a vraiment fait bouger l'UQAM. En rétrospective, Clara considère que les avancées en matière de lutte contre les VSMU sont plus significatives à l'UQAM que dans d'autres universités, et ce, non pas en raison de la proactivité de l'administration, mais plutôt grâce au déploiement d'actions directes radicales par les militantes :

Oui, comparé, mettons à l'UdM sont novateurs, mettons là, oui, il y a cette idée de comme écouter la population uqamienne pour mettre en place mettons le CALACS, puis revoir la politique 16 et tout, mais personnellement je pense que c'est de la grosse façade [...] c'est pas tant grâce à l'UQAM, mais grâce aux modes d'action qui ont été utilisés (Clara)

Le fait de mener des campagnes d'envergure, d'attaquer la réputation de professeur-e-s et d'attirer l'attention médiatique sur des cas de VSMU forcerait selon elle une réponse rapide et efficace de la part de l'institution, qui cherche à « se sauver la face » (Clara). Pour la féministe, il est clair que ce n'est pas avec « une campagne de macarons » que « tu vas changer une institution de cette ampleur-là » (Clara). Bref, on peut noter le fort potentiel subversif des actions directes, même si la prise d'action institutionnelle passe souvent plus par la crainte de mauvaise presse que par une volonté réelle de transformer la culture universitaire. Il est tout de même permis de croire, comme Camila, que l'action directe suscite des discussions et des réflexions qui peuvent aujourd'hui « donner peur » à « certains profs » et forcer des changements qui sont portés à devenir pratique courante à long terme.

5.1.2 Éducation populaire et transmission des savoirs féministes : le Victorgate et la militance post grève de 2012 comme cas de figure

Le travail d'éducation populaire et de sensibilisation de la communauté universitaire mené par les militantes féministes traverse les époques à l'UQAM. Au fil des cohortes militantes, on peut toutefois observer une distinction à la fois dans les stratégies mises

en place par les féministes pour traiter de ces enjeux tout en se protégeant d'un potentiel *backlash* et dans le type de discours mis de l'avant. Au début des années 1990, par exemple, le discours de sensibilisation s'adresse davantage aux femmes et aux personnes susceptibles d'être victimes de violence sexiste. Un encadré de l'agenda 1994-1995 de l'AGEsshalcUQAM, donne ainsi des conseils aux victimes pour agir contre le harcèlement sexuel :

Signifiez le plus clairement possible votre non-consentement et ce, idéalement, devant témoins; faites comprendre à la personne qui vous harcèle que vous êtes prête à entreprendre des démarches afin de faire cesser son manège; répétez à voix haute ce que la personne vous dit à voix basse; établissez la preuve de harcèlement [...] (AGEsshalcUQAM, 1994, p. 38).

Ces types de messages ont été progressivement condamnés parce qu'on considère qu'ils font reposer la responsabilité de l'éradication des VSMU sur les victimes plutôt que sur les auteurs des violences. Dès 1970, mais de manière plus marquée à partir des années 1990, il est possible de répertorier des critiques féministes du *victim blaming* (van der Bruggen et Grubb, 2014). Les féministes uqamiennes se conscientisent progressivement face aux conséquences de responsabiliser les victimes et orientent davantage leurs messages vers les personnes témoins ou recevant des dévoilements, mais surtout vers les personnes ayant des comportements violents. Un pamphlet militant distribué au début des années 2000 et rédigé par des membres des Sorcières et des Insoumises dénonce les comportements à caractère sexuel violents des hommes dans les milieux militants. Un encadré suggère cette fois-ci quelques conseils pour adopter une aptitude aidante pour accueillir un dévoilement, soulignant par exemple l'importance de ne pas envisager la personne comme une « simple victime passive » et de l'appuyer dans la forme de résistance qui lui convient.

En 2002, une série d'assemblées sont organisées par des étudiantes de l'UQAM, dont plusieurs sont membres des Sorcières et des Insoumises, dans l'idée d'aborder collectivement le phénomène des violences sexuelles et le rapport à la sexualité dans

les milieux militants. Cette campagne de sensibilisation est enclenchée suite à la dénonciation de Victor, un super-militant de l'UQAM, par une militante féministe uqamienne, qui dévoile s'être fait agresser sexuellement par ce premier. L'étudiante en question a dénoncé son agresseur à des camarades et demandé à ce que soient organisées des assemblées de discussion autour des enjeux de violences sexuelles au sein du milieu militant sans qu'il ne soit question de son expérience à elle spécifiquement.

Lors d'une de ces assemblées d'éducation populaire, tenue le 22 mars, l'environnement est jugé suffisamment sécuritaire pour que l'étudiante agressée par Victor choisisse spontanément de le dénoncer publiquement. Il s'en suivra un *backlash* cinglant au sein même du milieu militant anarchiste et communiste et de la part d'une Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) toute juste mise sur pied. Les blessures et scissions engendrées par ce *backlash* seront présentées dans le prochain chapitre. Quoiqu'il en soit, la prochaine section du chapitre met en valeur de quelle manière cet épisode militant occasionnera plus de dix ans plus tard une opportunité de transmission des savoirs et des expériences des plus enrichissantes pour une nouvelle génération de féministes uqamiennes.

5.1.2.1 Transmission intergénérationnelle des savoirs : la militance post-2012 comme cas de figure

Au-delà du travail d'éducation populaire auprès de la communauté uqamienne, les militantes féministes œuvrent à la passation de leurs savoirs et de leurs expériences de lutte entre féministes de différentes allégeances et entre les générations. Les résultats de la présente recherche s'ajoutent aux voix qui réfutent l'idée que le féminisme se serait individualisé ou cloisonné au cours des trente dernières années (Pagé, 2005 ; Quéniart et Jacques, 2004). L'enjeu de la transmission des savoirs et de la pérennité des luttes s'avère dans bien des cas être un défi de taille pour les féministes en contexte

universitaire en raison, notamment, du manque de pérennité des groupes étudiants (Ingenito et Pagé, 2017b) et du manque d'infrastructures pour préserver des archives et du matériel militant. Pour toutes ces raisons, la transmission des savoirs se fait la plupart du temps de bouche à oreille et raréfie les échanges entre les cohortes féministes qui investissent l'UQAM. Les entrevues ont par ailleurs permis de documenter une rencontre intergénérationnelle entre les militantes du *Victorgate* (2002) et les féministes en lutte contre les VSMU aux suites de la grève étudiante de 2012.

Les lendemains de la grève étudiante de 2012 se sont avérés éprouvants pour le milieu étudiant. À l'automne 2012, de nombreuses militantes ont dénoncé des camarades de lutte pour des comportements violents à caractère sexuel commis pendant la grève étudiante opposée à la hausse des frais de scolarité (Anonyme, 2015). Le foisonnement des espaces de militance s'est effectivement avéré être un « terrain fertile pour la violence sexuelle à l'intérieur des communautés militantes, particulièrement étudiantes » (Ingenito et Pagé, 2017b, p. 112). À l'exception de « rares publications militantes féministes » (Tremblay-Fournier, 2014, p. 175), les violences sexistes au sein des rangs militants n'ont pas été dénoncées aussi publiquement que d'autres formes de violences politiques commises durant la grève, comme les violences policières et le harcèlement des agents de sécurité privés.

Décrit par Tremblay-Fournier comme une « grande famille », le mouvement étudiant est un milieu au sein duquel la dénonciation de « super-militants » peut entraîner un *backlash* brutal : « Celles qui osent le faire sont d'une manière ou d'une autre accusées de miner le projet "familial" » (Allard, 2014). Plus encore, dans un milieu qui se veut égalitaire et antiautoritaire, la possibilité même qu'un militant commette des violences sexuelles « remet en cause l'identité progressiste du groupe et menace donc son existence » (Fourment, 2017, p. 110). Les dévoilements se sont beaucoup faits au sein des structures de l'ASSÉ, encore fortement investies par les militant-e-s de 2012. Le

besoin d'amorcer une réflexion sur les violences au sein des espaces militants et universitaires dépassait grandement l'UQAM et s'exprimait à l'échelle nationale. Des militantes impliquées à l'ASSÉ, notamment au Comité femmes, ont donc cherché à se mobiliser pour éduquer le milieu par rapport à la culture du viol et offrir un accompagnement aux victimes-survivantes.

Puisque quelques-unes des féministes impliquées en 2012 sont en contact avec des membres de groupes de la génération féministe uqamienne précédente, ces premières croient bon consulter leurs prédécesseuses avant de se lancer dans la mobilisation :

Suite aux agressions en 2012, il s'est passé quelque chose de vraiment extraordinaire, des militantes féministes se sont dit : "faut aller consulter les ancêtres". Genre, celles qui ont vécu des choses, parce que là il y a un besoin et une envie de faire une assemblée, il y a un besoin et une envie de dénoncer [...] il y a une envie d'accompagner les victimes, mais comment ? (Alice).

Elles organisent donc une rencontre intergénérationnelle avec des membres des Sorcières et des militantes impliquées lors du *Victorgate* pour échanger sur les expériences présentes et passées, sur les aptitudes aidantes pour recevoir le témoignage d'une victime-survivante et souligner l'importance de la collectivisation des luttes pour mieux se protéger face aux *backlash*. La « nouvelle » cohorte de militantes est encouragée à passer à l'action tout en prenant des précautions au niveau de la préservation de leur anonymat. Pour Alice, de la « vieille garde », cette transmission générationnelle a permis aux nouvelles féministes de « tirer leçons elles aussi ». Elle se souvient de la rencontre comme d'un moment « précieux, puis unique » (Alice). Pour les plus jeunes militantes aussi cette rencontre s'est avérée être un point tournant dans la mobilisation féministe à l'UQAM. Si Clara avait à choisir l'épisode le plus significatif dans sa militance opposée aux VSMU, il s'agirait de ce moment de mise en commun : « [...] le partage puis...ce moment-là, qui a duré comme 4h, où on se connaît pas tant que ça. Ça a été vraiment un point tournant dans la mobilisation à l'UQAM je pense » (Clara).

Fortes de leur rencontre avec les féministes de « la vieille garde », la plus jeune génération militante a été en mesure d'organiser une mobilisation en connaissance de cause. Elles ont finalement elles aussi opté pour une série d'assemblées de sensibilisation au sein du milieu de l'ASSÉ au courant de l'année, mais se sont assurées de la présence d'intervenantes spécialisées de Trèves pour Elle et du Mouvement contre le viol et l'inceste tout au long des séances. Pour tenir certaines discussions sur les comportements problématiques de certains militants se disant proféministes (Chrétien, 2012), elles ont opté pour des plénières non mixtes entre hommes et entre femmes. Selon les souvenirs de Clara, la réaction des membres de l'ASSÉ était mitigée, mais la majorité d'entre eux se voyaient mal remettre en question la démarche du Comité femme après toutes les critiques essuyées par le mouvement étudiant suite aux dénonciations post grève de 2012. Ce moment s'est avéré être une opportunité pour faire la lumière sur les violences sexuelles en milieu militant :

C'est là que vraiment on voit un espèce de *momentum* dans l'histoire du milieu où ça l'a commencé à se discuter tu sais [...] On en parlait pas, depuis le *Victorgate*, des violences sexuelles dans les milieux militants...en tout cas, [les milieux] étudiants là ! » (Clara).

Cette transmission des savoirs militants basés sur les expériences passées constitue selon Fourment des ressources qui peuvent faire une différence majeure dans la manière dont les militantes mèneront leur lutte : « L'ensemble des savoirs disponibles leur donne la possibilité de " se former " avant d'agir alors que leurs prédécesseurs se sont formés en agissant » (Fourment, 2017, p. 121). Sans que cet échange d'expériences ne signifie une reproduction en tout point des actions menées par les générations précédentes, Fourment constate que les nouvelles militantes sont en mesure de se réapproprier les anciennes méthodes en fonction de leurs propres objectifs politiques et des circonstances propres à leurs mobilisations (Fourment, 2017, p. 121). Malgré l'impression partagée par les féministes des différentes générations d'avoir à tout apprendre à partir de zéro, celles qui ont été actives à partir de 2010 ont bel et bien

accès à davantage de savoirs basés sur les expériences passées. Comme ce fut le cas avec les participantes de Fourment (2017), les militantes de l'UQAM ont pu mobiliser des ressources pour s'outiller en matière de dénonciations de violences sexuelles : « Elles sont ainsi devenues dépositaires d'une mémoire féministe locale, ce qui a fait d'elles des expertes de l'action féministe en cas de dénonciation [...] » (Fourment, p. 121).

5.1.3 Se rapprocher du pouvoir pour mieux l'influencer – la militance institutionnelle du COSUQAM comme cas de figure

Les ancrages antiautoritaires des militantes et leur proximité avec des principes féministes radicaux d'action directe les amènent à se méfier des canaux institutionnels pour porter des revendications politiques. Il faut dire qu'historiquement, les institutions se font reprocher de s'appropriier les mobilisations et d'en tirer un capital symbolique tout « en dépossédant les militantes de leurs gains et même, en oubliant de les consulter » (Ricci, 2017, p. 183). Il n'en demeure pas moins que l'institutionnalisation des luttes féministes peut favoriser leur pérennité et participer, progressivement, à faire évoluer la culture institutionnelle sur les enjeux de VSMU. Marie, qui s'est impliquée dans des campagnes de militance institutionnelle à partir de 2012, explique que ce type d'implication ne l'a jamais empêchée d'adopter une approche radicale et de rester critique vis-à-vis les instances uqamiennes ou l'initiative gouvernementale de la ministre Hélène David visant à prévenir et à combattre les VSMU :

Si elle avait pas été là, on aurait pas de loi quoi...c'est de même. Donc c'est [le parti] libéral qui nous a...permis d'avancer, puis en même temps, moi j'ai pas ... Je suis pas très patiente moi avec les institutions, ça fait que j'ai toujours gardé une posture critique (Marie).

Pour Marie, les structures ne sont pas des obstacles en elles-mêmes à la poursuite d'objectifs militants, en raison de la présence d'individus qui, au-delà de leur fonction institutionnelle, peuvent s'avérer être des alliés de taille. Dans le même ordre d'idées,

Caroline souligne la différence énorme qu'ont pu faire au début des années 1990 des « femmes de l'IREF » et une employée du SEUQAM en particulier pour porter les luttes contre les VSMU dans les instances uqamiennes auxquelles les étudiantes n'avaient pas accès. Ce n'est d'ailleurs que plusieurs années après avoir quitté l'UQAM que Caroline a réalisé le harcèlement psychologique auquel cette employée a été soumise en raison de son soutien aux luttes féministes étudiantes.

La période de 2012 à 2014 a été marquée à l'UQAM par un foisonnement d'initiatives militantes féministes qui ont pris des formes très variées, de l'action directe à la militance au sein d'instances uqamiennes. Au courant de cette période, une campagne en particulier a beaucoup contribué aux réflexions et à la mise en œuvre d'action institutionnelles de la part de l'administration et des différents services de l'UQAM. Entre autres, une demi-douzaine de professeur-e-s, de chargé-e-s de cours et d'employé-e-s de soutien de l'UQAM ont mis sur pied le Collectif opposé au sexisme à l'UQAM (COSUQAM) après avoir été mis-e-s au courant du caractère sexiste, misogyne, raciste et transphobe des initiations de la rentrée. Dans une lettre envoyée à l'administration uqamienne le 12 septembre 2013 et signée par une soixantaine de professeur-e-s et chargé-e-s de cours de l'UQAM, le groupe exigeait la mise en place d'une politique institutionnelle antisexiste à l'UQAM et la création d'un comité de travail multilatéral pour encadrer les initiations (COSUQAM, 2013a). Le 29 novembre de la même année, le COSUQAM propose au Conseil à la vie étudiante (CVE) les fondements d'une politique contre le sexisme qui veillerait à faire de la sensibilisation, de la prévention et à offrir des services de soutien en matière d'agressions sexuelles (COSUQAM, 2013b). La création d'un Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) dans l'UQAM, mais indépendant de l'institution, faisait également partie des revendications. Le COSUQAM exige en somme que l'UQAM adhère à une politique « tolérance zéro » face aux comportements sexistes, laquelle

serait intégrée à une « lutte conjointe contre le racisme, l'homophobie et la transphobie » (COSUQAM, 2013b).

Lors de cette rencontre du CVE, différentes personnes ont profité du momentum pour défendre la nécessité de documenter le problème des VSMU au Québec, entrevoyant l'absence de données scientifiques comme un rempart supplémentaire à l'attentisme institutionnel (Ricci, 2017, p. 182). La réponse s'est avérée positive : « La directrice du Service aux collectivités (SAC) s'est dite prête à associer son service à un tel projet s'il y avait une demande " de la base ", par exemple les associations étudiantes » (COSUQAM, 2013b). Tout compte fait, le projet de recherche n'a pas été commandé par les associations étudiantes, mais il a tout de même mené à l'enquête ESSIMU, une première dans le genre au Québec. Pour Ricci, co-chercheuse responsable de l'enquête, ESSIMU représente l'héritage d'un maillage de résistance féministe bâti durant les trois décennies précédentes :

Ainsi, une constellation d'actions contre la violence patriarcale ont favorisé la création de solidarités militantes et académiques, dont je postule qu'elles ont contribué de manière significative aux avancées actuelles en matière de lutte contre la culture du viol en milieu universitaire et au-delà (Ricci, 2017, p. 179).

La démarche du projet s'inscrivait dans une perspective de recherche-action critique et utile aux mouvements de contestation, de même que dans un objectif féministe de valorisation de la mémoire des luttes (Ricci, 2017, p. 182). Pour Clara, l'équipe ESSIMU a bel et bien réussi à créer un parallèle entre le militantisme et l'institutionnalisation de la lutte. Comme l'avance prudemment Ricci (2017), il reste encore à voir si ces données et leur publication pourront servir de munition aux mouvements féministes de lutte contre les VSMU ou s'ils ne seront « qu'un objet de relations publiques pour les institutions » (Ricci, 2017, p. 183).

Le projet de *Politique institutionnelle antisexiste* proposé par le COSUQAM lors de la rencontre du CVE a finalement donné lieu à la création d'un sous-comité chargé d'évaluer les services et les politiques en place et d'en élargir les mandats au besoin. Cette instance n'a pris la forme d'un comité institutionnel de révision de la Politique 16 qu'à partir de mai 2014. Aux dires de certaines participantes qui y ont siégé, il fallut attendre au moins un an et demi « avant qu'il y ait un vrai comité qui se crée » (Clara). Véronique se souvient que la prise de décision concernant les orientations de l'UQAM dans la lutte contre les VSMU semblait souvent être faite préalablement aux rencontres et que les représentantes étudiantes avaient peu de marge de manœuvre pour influencer les débats :

La première rencontre, [Marc Turgeon, Vice-recteur à la vie universitaire] nous a présenté la campagne de la promotion de la civilité qu'ils voulaient faire en 2014, puis il était comme « bien on pourrait juste comme mettre quelque chose sur le harcèlement là-dedans ». Moi j'ai été là juste pendant le premier plan d'action. Ça fait que ça a été vraiment difficile de dire " non, ça va pas être ça, puis ça va être comme autre chose là " (Véronique).

Pendant près d'un an et demi, les féministes présentes dans le comité ont revendiqué un plan d'action qui prévoirait de l'aide et de l'écoute pour les victimes-survivantes, de la sensibilisation, de l'intervention et des moyens de sanctions pour les responsables des violences :

Je l'ai ramené pendant un an, [l'importance] d'avoir un filet de sécurité académique pour des étudiantes qui ont des problèmes avec un directeur. Que ça soit clair que si elles dénoncent elles vont pas perdre toute, puis ça avait toujours pas été fait quand je suis partie (Véronique).

En rétrospective, Véronique estime que la présence d'étudiant-e-s sur ce comité institutionnel était non seulement une « grosse perte de temps », mais qu'elle tendait aussi à rendre les représentant-e-s complaisant-e-s : « je crois vraiment pas à ces trucs-là ...je pense qu'on fait juste se ramollir en étant dans des lieux de pouvoir avec des gens qui ont du pouvoir et quand toi tu n'en as pas » (Véronique). La mise en place

d'un CALACS à l'intérieur de l'UQAM a également été un cheval de bataille pendant plusieurs années au sein du comité et Clara explique que le projet de l'enquête ESSIMU visait précisément à « appuyer [cette] demande » (Clara). Le sentiment de frustration par rapport au manque de volonté de l'UQAM de faire déboucher les travaux du comité de révision de la Politique 16 explique pour certaines la prise d'actions plus directes pour faire réagir l'UQAM : « Et puis [souponne] de là on se rendait compte que ça avançait pas, puis ça a mené, en 2014, à un *Stickergate* [...] puis finalement ça l'a amené à une refonte de la Politique 16 » (Clara). Suite à l'action du *Stickergate*, Véronique raconte effectivement que Marc Turgeon cherchait à calmer le jeu en consultant les représentantes étudiantes siégeant au comité de révision de la Politique 16 :

Il nous avait déjà pris après une rencontre je me souviens [quelques féministes] de côté pour nous demander des choses, il nous avait fait lire l'offre d'emploi pour Audray, la première intervenante, puis il nous avait dit « je veux juste être sûr qu'il y ait pas d'autres sticker » (Véronique).

Aux yeux de Véronique, c'est précisément parce qu'il savait que les représentantes étaient en mesure de « faire en sorte que ça soit la merde » que le Vice-recteur à la vie universitaire avait accepté de s'asseoir avec elle et ses camarades. Selon Alice, c'est la défense d'objectifs communs sur plusieurs fronts qui a forcé la révision de la Politique opposée aux violences sexuelles à l'UQAM :

En même temps qu'il y avait eu l'action [du *Stickergate*], il y avait eu une lettre qui était écrite par plein de profs qui dénonçaient le sexisme dans les initiations. Puis tu sais, il y avait eu des manifs contre le sexisme dans les initiations. Ça fait qu'il y avait comme le côté militant critique féministe de ce qui se passait. Mais vu qu'il y avait aussi le côté profs, structures, ils ont comme créé un comité (Alice).

La mise de l'avant de revendications sur différents fronts et par des membres de la communauté uqamienne détenant un statut plus influent s'est effectivement dans ce cas révélée particulièrement efficace pour créer un rapport de force vis-à-vis de l'administration uqamienne. On peut par ailleurs supposer que la présence de

professeur-e-s et chargé-e-s de cours critiques et solidaires au sein d'instances a pu participer à protéger de potentielles répressions institutionnelles les militantes engagées dans des formes plus directes d'action. Marie, par exemple, clame haut et fort sa solidarité envers les autrices du *Stickergate* : « Moi, s'il y avait eu des étudiantes renvoyées, j'étais prête à aller au *bat* » (Marie). Bref, la posture privilégiée des militant-e-s du COSUQAM leur a clairement permis d'exercer sur l'UQAM un rapport de force significatif. Il reste encore à voir si, de manière générale, les militantes en lutte contre les VSMU à l'UQAM s'inscrivent, à des degrés différents, dans une posture dominante ou comme un groupe privilégié au sein de leur université. C'est ce que la dernière section de ce chapitre explore.

5.2 Militer : un truc de privilégié-e-s ?

Avant de clore ce chapitre portant sur la matérialisation des luttes, il est impératif d'aborder l'influence des conditions matérielles d'existence des femmes et des personnes marginalisées sur leur accès à différents moyens d'action. Il va sans dire que l'engagement dans des activités politiques implique du temps, des ressources et des dispositions qui y sont favorables. La littérature révèle une plus grande propension à l'implication politique et sociale de la part des citoyen-ne-s qui sont bien intégré-e-s à la société et qui proviennent de milieux socio-économiques aisés (Bréchon, 1995 ; Muxel, 2001 ; Quénart et Jacques, 2004, p. 34). La militance féministe opposée aux VSMU à l'UQAM serait-elle, de la même manière, réservée aux plus privilégié-e-s ? La situation financière a nécessairement une influence sur la capacité des féministes à s'engager dans des activités non rémunérées. Marie reconnaît en ce sens son privilège d'être boursière et se pose une question fort légitime : « Toute [cette militance], je l'ai faite parce que j'avais une bourse du CRSH, donc est-ce qu'il faut avoir une bourse du CRSH pour pouvoir militer ? Qu'est-ce qui arrive quand t'as pas de sous ? » (Marie). Certaines militantes font le choix de militer malgré l'obligation de devoir travailler

pour subvenir à leurs besoins, mais cela ne se fait pas sans sacrifices : « Moi j'étais à l'asso étudiante, j'étais à la PIM, j'étudiais, j'avais 4 cours, je travaillais 20 quelques heures par semaine, je faisais mes travaux de nuit » (Caroline).

En rétrospective, plusieurs des participantes à cette recherche racontent un changement dans leur rapport à la militance en fonction de l'évolution de leur situation matérielle, familiale et professionnelle. Les facteurs évoqués par Marie, Clara et Alice pour expliquer leur désengagement partiel, ou du moins le changement dans leur rapport à la militance correspondent tous à des marqueurs que Quéniart et Jacques (2005) associent à la fin de la jeunesse, soit le début de la parentalité, la fin des études et l'entrée sur le marché du travail. Durant les premières années de sa militance féministe à l'UQAM au début des années 2000, Marie devait par exemple concilier son implication et ses responsabilités parentales. Celle-ci évitait les modes d'action directes et militait à « heures ouvrables » seulement. Clara aussi a dû changer sa manière de militer en devenant parent : « Je milite toujours, [pas de la même manière] et pas autant qu'avant, c'est sûr, j'ai un enfant, je suis mono puis, je travaille etc. » (Clara).

Chez Alice, c'est plutôt son entrée sur le marché du travail à titre de travailleuse précaire qui a forcé une secondarisation de la militance: « [En ce moment] je suis politisée, je suis engagée, mais je suis pas militante, parce que je suis tellement précaire et je veux tellement me trouver du travail, j'ai juste mis ça de côté. Le temps me manque...et c'est avec un grand regret » (Alice). Tout comme Clara, Alice considère que ses convictions politiques sont « tout à fait » demeurées les mêmes à travers ses différentes étapes de sa vie, mais son implication se fait maintenant de manière plus sporadique et dans des contextes plus institutionnels. Ce constat rappelle les divergences intergénérationnelles notées par Quéniart & Jacques (2004) comme étant attribuables davantage aux moyens utilisés pour atteindre des objectifs plutôt qu'aux objectifs en eux-mêmes (2004, p. 131).

Les décisions organisationnelles des groupes militants se doivent de prendre en compte la diversité des conditions dans lesquelles les étudiant-e-s se trouvent, puisque celles-ci influencent directement leur disponibilité, mais aussi leur rapport à l'autorité universitaire et à la police :

En plus du risque accru encouru par les personnes issues des communautés de couleur, nous devons également prendre en compte pour plusieurs types de mobilisation les étudiants qui ne peuvent pas se permettre d'être arrêtés parce qu'ils ont des enfants, des familles qui dépendent de leur présence, ou souffrent de maladies et de handicaps qui les empêchent de participer à certains types d'actions (Federici, 2014, p. 17).

Les actions directes sont souvent envisagées comme les tactiques militantes les plus subversives, mais elles s'avèrent moins accessibles puisqu'elles font encourir des risques d'arrestation plus élevés. Eslami & Maynard (2013) identifient la précarité des statuts d'immigration, l'appartenance à un groupe davantage profilé et les « stress post-traumatiques suite à de précédents contacts violents avec la police » (p. 219) comme autant de facteurs pouvant empêcher des militant-e-s de prendre part à des actions directes. À cet effet, la force des mouvements contestataires se mesure selon Federici (2014) par leur capacité à faire la promotion d'une diversité de tactiques et à protéger les militant-e-s qui sont susceptibles de subir les conséquences les plus dures. Ces considérations se doivent d'être centrales sans pour autant naturaliser les positionnements militants : « [...] les situations de combat sont toujours extrêmement fluides et transformatrices. Et ceux qui n'ont pas participé hier peuvent être les premiers à occuper demain » (Federici, 2014, p. 18).

5.3 S'outiller contre le *backlash* et valoriser la militance de care

L'analyse des modes d'action permet justement de constater une préoccupation plus grande chez les militantes impliquées à partir des années 2010 que chez leurs prédécesseuses pour limiter les possibles répercussions des ressacs antiféministes. Plus

tôt dans ce mémoire, la proposition de Quénart et Jacques (2004) selon laquelle les nouvelles pratiques militantes des jeunes femmes feraient prédominer le « Je » au sein du « Nous » a été réfutée. Sans revenir sur cette position, il y a tout de même lieu de reconnaître une augmentation, au fil des époques, des considérations pour la vulnérabilité des personnes menant les luttes et des répercussions personnelles que l'implication peut engendrer sur celles qui les mènent. Au cours des années 1980 et 1990, les répercussions négatives de l'engagement féministe semblent être moins prises en considération au sein des regroupements : « [...] j'en ai pas regret, j'en ai aucun regret. Mais, j'ai pas appris à me protéger suffisamment là-dedans » (Lyne). Caroline raconte de son côté qu'une meilleure collectivisation du travail d'accompagnement des victimes-survivantes aurait sans doute pu bénéficier aux femmes accompagnées au début des années 1990 :

On était malheureusement pas dans le collectif tu sais... on leur disait, « hey, tu sais que t'es pas la seule » et tout ça, mais de faire peut-être des groupes de support [...] Ça l'aspect collectif ça on l'a fait moins vivre, peut-être que ça aurait été important (Caroline).

Tout porte à croire que de donner un aspect plus collectif à la lutte aurait sans doute été salvateur pour les militantes aussi, puisqu'elles ont été « à même d'écouter des choses qui étaient...lourdes » (Caroline).

À partir des années 2010, le rapport à l'intégrité physique, mentale et émotionnelle dans la lutte s'inscrit davantage comme une priorité chez les nouvelles générations féministes. Comme le présent chapitre l'a déjà abordé, ces considérations passent en grande partie par la transmission des savoirs militants entre les cohortes militantes, mais aussi par la mise en valeur de l'aspect émotif et affectif dans la lutte. Les participantes évoquent notamment l'intégration des réseaux sociaux comme outils de lutte pour favoriser une répartition plus saine de la charge de la dénonciation et une meilleure préservation de l'anonymat. Selon Andréanne, les nouvelles technologies assurent surtout de centrer le

message autour des actes de violence et de ses conséquences et de mieux « collectiviser le *backlash* » (Andréanne). Ces moyens technologiques, qui sont de plus en plus incorporés dans les pratiques quotidiennes des militantes engagées contre les VSMU (Mendez *et al.*, 2018 ; Rentschler, 2014, 2018) n'étaient tout simplement pas à la disposition des féministes de la Brigade Rose par exemple.

En plus d'offrir de nouveaux outils de lutte, la valorisation du militantisme de *care* permet de démontrer l'importance du support émotif et affectif entre les féministes. S'il a fait son entrée dans le féminisme québécois dès les années 1980 (Perreault et Bourgault, 2015), c'est principalement chez les plus jeunes participantes (Camila, Andréanne et Véronique) que le travail de *care* est considéré comme une des expressions mêmes de l'activité politique: « J'ai [aussi] été plus dans la militance de *care* puis de...prendre soin là. Puis de faire tout ce que ça implique aussi là » (Véronique) ; « Des fois c'est comme, si on va juste faire du *care* cette année, on fera juste du *care* » (Camila). Le travail de *care*, dans ce contexte, fait référence au soutien émotionnel et affectif que les militant-e-s s'accordent entre elles et se présente comme un pied de nez face à la pression continue à la productivité (Delisle-L'Heureux et Sarrasin, 2013, p. 67). Le récit des militantes semble valoriser une définition large du travail de *care* qui rappelle celle proposée par Hamrouni (2015) et repose sur le principe d'une vulnérabilité ordinaire partagée par les camarades militantes, d'une interdépendance sociale et relationnelle entre elles. La valorisation du travail militant de *care* participe à politiser une activité qui prend place dans les sphères informelles, privées et en apparence invisibles de la vie sociale, de même qu'à visibiliser une forme de travail de *care* qui, aux yeux de Hamrouni (2015), est peu reconnue parce qu'elle implique une prise en charge d'agents indépendants.

Pour avoir pu constater l'impact de la lourde charge émotive du militantisme sur son quotidien et sur celui de ses enfants, Marie se réjouit qu'aujourd'hui plus d'importance

soit accordée au fait de se protéger et de prendre soin de soi en tant que féministe : « on est dans une mouvance là, de *self care*, un peu 3e, 4e vague, *queer*, tout ça » (Marie). Concrètement, le recours plus systématique à des professionnel-le-s en intervention féministe et en santé mentale, autant pour prévenir que pour guérir des blessures, s'avère être une force chez les plus jeunes générations féministes. Il semble donc que l'engagement ait bel et bien changé, centralisant davantage les individualités dans la lutte. Cette manière de s'organiser n'est pas pour autant dépolitisée ou individualiste, bien au contraire, alors que les textes féministes sur la politique des émotions (Ahmed, 2014) et sur la théorie politique du *care* (Hamrouni, 2015c) démontrent habilement le potentiel « critique et féministe » de ce pan de la vie humaine.

5.4 Conclusion

La militance de la Brigade Rose et le Stickergate démontrent bien la manière dont les actions directes sont des pratiques militantes qui attirent une importante réaction médiatique, ce qui profite à la visibilisation des enjeux dénoncés, mais qui expose par le fait même les militantes à un backlash cinglant. Ensuite, la rencontre intergénérationnelle entre les militantes actives lors du *Victorgate* et celles qui se sont impliquées dans le mouvement de dénonciation suivant la grève de 2012 est évocatrice de la place centrale que prend l'éducation populaire dans la militance féministe uqamienne à travers les époques et des apprentissages qui peuvent être tirés par les nouvelles générations féministes à partir de l'expérience de leurs prédécesseuses. Enfin, bien qu'il s'agisse d'une facette du militantisme qui est parfois moins valorisée par les féministes radicales, le travail du COSUQAM est la démonstration même de l'influence que peut avoir la militance institutionnelle, surtout lorsqu'elle se déploie de concert avec des actions directes. Tout compte fait, il est possible de constater que les participantes reconnaissent que les conditions matérielles d'existence ont un impact direct sur l'accessibilité de la militance. Depuis la dernière décennie surtout, les

militantes misent sur l'anonymat, la transmission des savoirs militants et la militance de *care* pour prévenir le backlash, ou du moins pour en limiter les répercussions négatives.

Ce chapitre réservé à la matérialisation des luttes pose les fondements nécessaires à une analyse des répercussions des mobilisations sur celles qui les mènent. Ces répercussions ont une incidence directe sur la transformation des subjectivités militantes. Le prochain et dernier chapitre propose donc une analyse des répercussions positives et négatives de la militance en milieu institutionnel sur les militantes dans l'immédiat et à plus long terme, mais surtout sur leurs subjectivités féministes et militantes.

CHAPITRE VI

LES RÉPERCUSSIONS DE LA LUTTE : DÉSENCHANTEMENT VIS-À-VIS L'INSTITUTION ET ENGOUEMENT POUR LE MOMENT MILITANT

L'histoire institutionnelle de l'UQAM et celle des militantes qui l'investissent sont intimement liées et constituent ensemble un pan de l'histoire féministe de l'université. Les féministes en lutte contre les VSMU marquent définitivement l'UQAM, mais à l'inverse, le moment uqamien a également un effet transformateur dans le processus de subjectivation politique et féministe des militantes. Ce dernier chapitre d'analyse cherche à comprendre ce qui jaillit de l'irruption de la militance féministe en milieu universitaire et de quelle manière ces expériences transforment le rapport des féministes face à leur université, à leurs milieux de lutte et à leur conception de leur agentivité collective. Les engagements féministes engendrent des opportunités d'apprentissage, de guérison et de solidarité, mais aussi des expériences traumatisantes, des blessures indélébiles et des *backlash* antiféministes. Tout compte fait, les répercussions de la lutte semblent susciter chez les militantes un double mouvement de désenchantement face à l'UQAM en tant qu'institution et de montée en confiance envers leurs propres capacités à faire changer les choses. De manière générale, on assiste ainsi à une réappropriation du pouvoir, à une prise d'action collective de la part des féministes « qui procède[nt] d'autres normes que celle que met en œuvre le pouvoir [...] » (Dardot, 2011, p. 237).

6.1 Un lourd prix à payer pour lutter : désenchantement vis-à-vis d'une institution universitaire pas si différente des autres

En militant contre les VSMU, les féministes sont amenées à « s'en prendre plein la poire » (Marie) et s'exposent à des menaces institutionnelles, des risques d'épuisement militant et des backlash antiféministes.

6.1.1 Répression et menaces institutionnelles - L'UQAM : une grosse machine contre laquelle se buter

Une des spécificités de l'implication militante en contexte universitaire se situe bien entendu au niveau du rapport de force entre l'administration et la communauté universitaire. Bien que les militantes uqamiennes se félicitent de leur capacité à faire bouger les choses dans leur université, l'administration détient des ressources financières, humaines et organisationnelles disproportionnées par rapport à celles des groupes militants. Les résultats de cette étude permettent de constater que durant toute la période étudiée, les ressources institutionnelles ont été mobilisées à l'UQAM à la fois pour préserver l'image de l'université et réprimer des contestations. La menace de judiciarisation des luttes militantes et d'expulsion des étudiant-e-s dérangeant-e-s est un moyen répressif que l'UQAM mobilise dès 1990. Face à la mobilisation de la Brigade Rose, par exemple, la direction de l'UQAM a rapidement fait savoir, via sa porte-parole, que l'institution ne tolèrera pas les « mécanismes d'intervention » préconisés par la Brigade, condamne le principe de juger une personne sans preuve et affirme que la perturbation de cours constituait un geste illégal (Colpron, 1993b).

Caroline affirme de son côté que ses camarades et elle ont souvent été menacées d'expulsion par l'administration de Corbo en raison de leur implication militante. La participante raconte ne jamais avoir craint que la menace de l'administration Corbo ne

se concrétise en raison du rapport de pouvoir médiatique de la Brigade : « Moi je disais ça à Corbo quand on le voyait : [met] moi dehors, c'est tout là. [...] Mais il ne l'a jamais fait parce qu'il savait que notre gang, ça n'aurait pas terminé là, on serait retournées dans les médias » (Entrevue Caroline). Aux yeux de Caroline, elle et ses camarades étaient parvenues à instaurer un rapport de force avec l'administration : « tu sais, je veux dire, Corbo à la fin là, le jour de la conférence de presse, il longeait les murs ! » (Caroline). Caroline était tout de même consciente du pouvoir et des ressources que détiennent les administrations universitaires :

Des institutions grosses comme l'UQAM, ça l'a du cash, ça l'a des avocats, ça te met des avocats dans les pieds tu sais. C'est un système, puis toi tu te débats, des fois toute seule, mais souvent avec du monde. Mais on a pas ces moyens-là (Caroline).

Caroline se désole que les luttes se fassent à forces aussi inégales. Elle assure que la volonté et la force des réseaux de solidarité étudiants est incomparable à celle de l'UQAM : « Donne-nous les mêmes moyens à nous, donne-nous le même cash, donne-nous en des institutions nous autres aussi, tu vas voir que la lutte sera pas pareille » (Caroline). À l'époque de la Brigade, les menaces d'expulsions ne se sont pas concrétisées, mais la tactique est demeurée un réflexe de la part de l'administration uqamienne, comme en témoigne la réaction réservée aux autrices du *Stickergate*.

En novembre 2014, l'UQAM cherchait à identifier les autrices de l'action de dénonciation des autocollants et les exécutant-e-s de l'AFESH ont été convoqué-e-s à une rencontre à ce sujet avec l'équipe de direction des services à la vie étudiante (SVE). Dans un billet publié sur la page Facebook de l'association, des étudiant-e-s présent-e-s à la rencontre témoignent avoir été informé-e-s de l'intention de professeurs visés par l'action de déposer, avec l'appui du Syndicat des professeur-e-s de l'UQAM (SPUQ) et de l'administration, « une mise en demeure ou une poursuite à l'AFESH pour cyberharcèlement ou harcèlement psychologique » (Exécutif de l'AFESH, 2014). On

leur a reproché de prendre une « position dangereuse » en signifiant leur appui à l'action des autocollants dans une publication partageant les photos des portes placardées, puisqu'ils et elles « étaient connus » en tant qu'exécutant-e-s (Exécutif de l'AFESH, 2014). Les responsables des SVE auraient également réitéré que les associations étudiantes doivent passer par les canaux officiels (le comité institutionnel de révision de la Politique 16) si elles souhaitent faire changer les choses. Les exécutant-e-s se seraient enfin fait suggérer de mettre sur pied un comité pour informer les étudiant-e-s sur la manière de déposer une plainte au BIPH (Exécutif de l'AFESH, 2014). Cette proposition a été bien mal reçue chez les exécutant-e-s, qui reprochent à l'administration de responsabiliser une fois de plus les femmes face à leur vécu « en leur disant qu'elles se devraient d'entreprendre les bonnes démarches via des institutions vétustes et sans pouvoir » (Pilon-Larose, 2014). Par leur réaction, les représentantes des SVE laissent entendre que le mandat des associations étudiantes se résume à mieux accompagner les étudiant-e-s auprès de services qui dépendent directement de l'administration, alors que ce sont précisément ces services et instances qui sont jugées inefficaces et indignes de confiance. Les revendications portées via des canaux alternatifs paraissent donc délégitimées, en plus d'envoyer un message de fermeture de la part de l'administration envers les insatisfactions étudiantes et les revendications associatives.

Si l'AFESH n'a finalement pas été poursuivie, en mars 2015, une militante féministe a bel et bien été visée par une plainte pour harcèlement de la part d'un professeur ciblé par l'action de dénonciation. Le plaignant stipulait que même si l'étudiante n'est pas liée au placardage de sa porte, le simple partage de photos « du vandalisme » le visant constituait une tentative de diffamation à son endroit (SÉTUE, 2015). La déposition a été retenue par le BIPH et l'UQAM a engagé une firme externe d'avocat-e-s pour enquêter sur les personnes identifiées comme féministes à l'UQAM et soupçonnées d'être impliquées dans le *Stickergate* (SÉTUE, 2015). Au terme de l'enquête, la plainte

du professeur a été jugée infondée (Anonyme, 2015, p. 27). Clara se désole néanmoins de l'empressement avec lequel l'UQAM a cherché à identifier les responsables du *Stickergate* alors qu'une femme dans son entourage attendait les résultats d'une plainte déposée pour violence sexuelle contre un professeur depuis trois ans : « Quand c'est pour protéger les profs c'est correct, mais quand c'est pour protéger les étudiantes, ou les chargé-e-s de cours en fait c'est pas correct...c'est ça que ça m'a appris de l'administration de l'UQAM » (Clara). À ce sujet, récemment encore, une action dénonçait le traitement inégal dans la gestion des plaintes par le BIPH par le biais d'une dizaine de fausses affiches publicitaires reprenant le visuel d'une campagne de financement de l'UQAM (Caillou, 2018). Bref, en prenant part à des actions ciblant des professeur-e-s, les militantes étudiantes font face à des représailles de la part de l'administration de l'UQAM, mais également de la part du SPUQ. Les militantes enseignantes sont moins vulnérables à ce genre de répercussion, mais peuvent quand même se buter à des conséquences professionnelles (se faire priver de contrats ou d'un poste permanent par exemple). Chose certaine, l'épuisement militant et émotif est une conséquence possible de la lutte féministe qui guette les militantes, tout statut universitaire confondu.

6.1.2 Épuisement militant et émotif, traumatisme vicariant

L'épuisement militant n'est pas particulier à la militance féministe, ni à la militance en milieu institutionnel. Si l'épuisement peut être une répercussion directe de l'engagement, il peut également constituer un obstacle à la poursuite d'une implication politique active et soutenue. Eslami et Maynard (2013) constatent que le risque d'épuisement militant est particulièrement important dans des contextes où la lutte passe en grande partie par du soutien direct aux personnes impliquées. Les propos de Clara illustrent bien ce genre de situation, alors que la militante estime que la vingtaine de dénonciations qu'elle a prises en charge à la demande de victimes-survivantes l'ont menée à un « gros épuisement militant ». Devoir porter en grande partie seule des

mandats exigeants comme celui de l'équité salariale ou la gestion des plaintes d'agressions sexuelles dans son syndicat s'est également avéré éprouvant émotionnellement pour Lyne :

J'ai eu des gros problèmes de santé et à mon avis ce n'est pas détaché de tout ça, au contraire, c'est en lien. Parce que c'est difficile de toujours porter le poids, d'avoir à argumenter, puis contre-argumenter tout le temps. Tu es toujours comme en opposition avec des gens. Et ça, émotionnellement, on...on en paye le prix (Lyne).

Au même titre que peuvent l'être les professionnel-le-s en relation d'aide (Lebel, 2015), les militantes qui accompagnent des victimes-survivantes ou qui mènent des recherches sur des thématiques reliées aux violences sexuelles sont à risque de souffrir de traumatisme vicariant. En d'autres mots, le fait d'être exposée de façon prolongée et répétée à des événements traumatiques peut entraîner une fatigue, une usure par compassion chez les aidant-e-s. Les études démontrent que celles qui sont elles-mêmes victimes-survivantes sont d'autant plus exposées à ce risque (Legault Faucher, 2007). Marie a pu constater ce phénomène de traumatisme par procuration autant chez elle que chez d'autres travailleuses oeuvrant auprès de victimes de violences sexuelles :

Tu sais, à cette époque-là aussi pour des recherches j'ai interviewé des intervenantes de CALACS qui étaient en *burn-out*, qui étaient lessivées par les récits des femmes...tu sais, j'arrivais pas (Marie).

Eslami & Maynard (2013) identifient également le faible taux de participation au sein des mouvements de lutte antiautoritaires comme un facteur augmentant les risques d'épuisement militant. Quand des actions d'envergure reposent sur une poignée d'activistes, les risques s'accroissent :

Ces projets seraient plus viables si la charge de travail était mieux répartie, et les risques d'épuisement moins grands. Particulièrement dans le cas du travail de soutien direct à long terme, de lourdes responsabilités reposent souvent sur les épaules de quelques individus dévoués (Eslami et Maynard, 2013, p. 220).

Souvent, il n'est tout simplement pas possible de prévoir l'ampleur que prendra une action militante et de se préparer en conséquence. Parfois, les militantes souhaitent simplement aider une survivante-victime dans l'immédiat et se retrouvent un peu malgré elles à assurer un travail de première ligne dans la dénonciation de nombreux agresseurs. C'est notamment le cas de Clara, qui en fin de compte été impliquée auprès de plusieurs victimes-survivantes pour accueillir leur dénonciation et, à leur demande, prendre la parole en leur nom pour dénoncer publiquement des agresseurs. Ce processus exigeant s'est fait avec peu de ressources et aurait sans doute nécessité, comme l'avancent Ingenito & Pagé (2017) plus « d'énergie émotive, de temps et d'outils d'intervention » que ce qu'une poignée d'étudiantes étaient en mesure d'offrir. Ces ressources sont d'autant plus limitées pour des militantes qui ne peuvent déployer toutes leurs énergies à un seul endroit, comme c'était le cas pour la plupart des participantes qui étudiaient à temps plein et exerçaient un travail salarié en plus de s'impliquer « simultanément dans plusieurs campagnes » (Eslami & Maynard, 2013, p. 220-221). Eslami & Maynard (2013) notent aussi que cette forme énergivore et chronophage de militantisme peut intimider des nouvelles féministes qui souhaiteraient commencer à s'impliquer.

6.1.3 Le *backlash* : une épreuve revictimisante et « post-traumatisante »

Le *backlash* est caractérisé dans la littérature par la résistance des membres d'un groupe dominant face aux tentatives de changement des structures de pouvoir par des acteurs désavantagés par le statu quo. En d'autres mots, il s'agirait de la : « réaction d'un groupe qui a l'impression que son pouvoir est en déclin » (Jane Mansbridge et Shauna L. Shames citées dans Blais, 2012, p. 168). La collecte de données démontre en quoi le *backlash* auquel s'exposent les féministes en dénonçant des agresseurs peut être lourd de conséquences sur leur santé, leurs réseaux d'amitié, leur capacité à continuer à se mobiliser, mais aussi sur leurs propres cheminements de guérison. Il s'agit d'un

aspect de la militance qui est jugé fondamental de la part de l'ensemble des participantes à l'étude :

Le *backlash* [...] c'est fondamental. Si c'est la chose que je peux apporter à ta recherche...c'est ça qui fait mal, c'est ça qui est post-traumatisant...Vraiment là, parce que ça retouche [au fait de ne] pas être crue, pas être entendue, mais en plus, d'avoir une charge de violence qui s'ajoute (Alice).

Les deux seules participantes qui n'ont pas recours au terme « *backlash* » pour parler des répercussions antiféministes de leur lutte sont Caroline et Lyne, impliquées à l'UQAM respectivement à partir de 1980 et 1990. Toutes les deux sont toutefois très conscientes du prix qu'elles ont eu à payer du fait d'être identifiées comme féministes. Une comme l'autre se souvient d'avoir été visée par des insultes lesbophobes et antiféministes : « criss d'ostie de folle de frustrée, de mal baisée » (Caroline), « hystérique » (Lyne). Pour Caroline, il est aujourd'hui évident que de se faire « traiter de lesbienne » n'a rien d'insultant, mais elle avoue avoir trouvé ces commentaires violents lourds à porter à l'époque.

Comme l'avance Véronique, le simple fait d'être « *taguée* comme féministe » peut engendrer des conséquences. Il est toutefois possible de remarquer que, dans le cas à l'étude, les militantes ayant fait face aux *backlash* les plus cinglants sont celles qui ont pris part à la dénonciation publique d'agresseurs. L'épisode du *Victorgate*, par exemple, s'est révélé particulièrement démonstratif de l'ampleur que peuvent prendre les *backlash* suite à des dénonciations dans un contexte militant. À l'époque, les échanges se sont faits par le biais des fils de discussion du forum de l'ASSÉ, mais le *backlash* se serait également joué physiquement. Alice garde en mémoire des tensions palpables et une division des locaux associatifs entre les « *backlashers* » et les « *allié-e-s* » :

Le laid sortait, on entendait tout, donc si on rentrait [dans le local d'une association], fallait se battre verbalement contre les gens, il y avait de l'ostracisme, j'ai fait de l'urticaire, je me souviens du nombre de bains à la petite vache que je me suis fait (Alice).

Alice associe même la fausse couche d'une de ses amies à l'époque au climat toxique omniprésent dans les milieux militants uqamiens à l'époque. Dans une « Lettre collective contre le *backlash* », publiée en 2013 sur un blogue, une vingtaine de féministes liées à cet épisode associent certaines réactions ayant suivi la dénonciation de Victor à des reculs sur des principes de base du féminisme de la part de certains militants. Elles se désolent surtout de la désolidarisation de prétendus alliés face au droit des femmes à prendre la parole pour dénoncer leur agresseur et au principe qui vise à ne pas relativiser les différentes formes d'agressions (Collectif, 2013). La lettre le entre les « méchantes féministes » qui dénoncent au nom des victimes et les « vraies victimes » de violences sexuelles. Les autrices de la lettre collective contre le *backlash* ont donc cherché par leur publication à réconcilier la figure de « la victime » et celle de « la militante ».

Face à la violence des attaques antiféministes, il n'est pas rare que des femmes choisissent de se rétracter après avoir dénoncé leur agresseur, de s'éloigner « des féministes les plus ciblées par les antiféministes, de peur d'être la cible à leur tour de ces actions et attaques » (Dupuis-Déri, 2013, p. 29). Alice explique par exemple que devant le *backlash* cinglant suivant sa dénonciation, l'étudiante ayant dénoncé Victor se serait rétractée et aurait accusé les Sorcières d'avoir exagéré son expérience. Ce revirement de situation serait venu alimenter un tumulte déjà bien amorcé, laissant une « trace indélébile » dans la communauté militante et une amertume chez Alice, qui décrit l'expérience comme un épisode de haute trahison en matière de solidarité : « J'ai eu beau regarder le processus et regarder toujours le processus, on avait tout bien fait » (Alice).

La décennie suivante, en 2012, les féministes ont fait face à un *backlash* même après avoir pu bénéficier de l'expertise des militantes du Victorgate et pris des précautions sur cette base. Une des personnes soutenues par Véronique et très médiatisée dans les milieux militants suite à sa dénonciation a avoué avoir regretté d'être sortie du silence en constatant la violence du *backlash* qui s'en est suivi. Tout comme en 2000, le *backlash* a notamment pris la forme de tentatives de diffamation ou de décrédibilisation des dénonciatrices :

Il y a du monde qui ont reçu des lettres sur mon sujet, genre mes profs [...], des ami-e-s etc., comme quoi j'étais une fille dangereuse, que j'étais mythomane puis ci puis ça, plein d'affaires là... c'était quand même un assez gros *backlash* (Clara).

Après avoir pu assister au *backlash* qui s'est imposé à la génération féministe de la grève de 2012 et confrontées à l'impression que l'histoire ne faisait que se répéter, les autrices de la « Lettre collective contre le *backlash* » ont décidé de créer un blogue et d'y publier le texte. Le billet de blogue spécifie qu'en phase avec les valeurs de transmission intergénérationnelle des savoirs militants, les autrices ont cherché à « marquer une rupture dans l'oubli systématique du mouvement », voyant que leur passé était garant de l'avenir des prochaines féministes en lutte (Collectif, 2013). Comme il en sera question dans la prochaine section, les ressacs peuvent malgré tout s'avérer être des opportunités d'apprentissage et de reconfiguration militante.

6.2 Grandir et collectiviser à travers la lutte

Malgré le lourd prix à payer en raison de la répression institutionnelle et de la désolidarisation d'une partie du milieu militant lui-même, la lutte contre les VSMU peut être considérée comme un lieu de collectivisation et d'apprentissage qui rend les participantes optimistes envers leur propre capacité à faire changer les choses. En parlant et en agissant ensemble pour dénoncer une culture de violences sexistes et pour

défier les conceptions patriarcales des violences sexistes, les groupes féministes opposés aux VSMU à l'UQAM créent des communs féministes auto-définis.

6.2.1 Le militantisme comme fabrique de solidarités et de collectivités

Pour reprendre les mots de Quéniart et Jacques, le « militantisme est un lieu qui engendre de la solidarité, permettant de construire du lien social » (Quéniart et Jacques, 2004, p. 78). Désenchantées par la répression que leur réserve l'administration uqamienne, l'attachement que les participantes manifestent envers leur université s'exprime surtout par les réseaux de camarades, collègues et ami-e-s qu'elles ont pu y trouver. Consciente qu'elle aurait pu se tisser un réseau similaire (peut-être même plus facilement) à McGill ou Concordia, Marie célèbre ces relations : « c'est hyper stimulant et inspirant » (Marie). Créer des liens de proximité, des rapports bienveillants avec des camarades solidaires, se sentir épaulée et comprise dans ses expériences de violence s'avère être une des conséquences positives les plus marquantes de la militance uqamienne autant pour Alice que pour Camila :

Je crois que j'ai aimé me confier, je pense que j'avais besoin des espaces de *care*. Surtout la première année, là, de parler de mes expériences de violences sexuelles, ressentir de l'empathie pour les autres, un peu collectiviser les expériences (Camila).

[Avant d'arriver à l'UQAM], je me sentais seule au sens je n'avais pas de communauté avec qui je pouvais partager [des expériences de violence]. En militant à l'UQAM c'est bien au contraire, on a des mots, tu te sens nécessairement entendue, crue, comprise, le soutien va jusqu'à demander si tu veux agir, pas agir, comment, est-ce que t'es en sécurité [...] (Alice).

Les alliances issues de l'engagement féministe peuvent offrir à des victimes-survivantes des lieux où elles peuvent se sentir plus à l'aise de dénoncer des violences et ainsi entamer un processus de guérison. Ce réseau, Caroline a pu en voir toute la force lors de son implication avec la Brigade Rose et elle le retrouve encore maintenant dans le cadre de son travail :

Puis à tous les jours j'en vois des femmes qui se lient d'amitié puis de solidarité. Puis je vois comment c'est des femmes qui s'ouvrent au monde, tu sais, qui sont rentrées le dos courbé par la misère, par les violences puis qui se redressent... Ça fait que ça, pour moi, il y a rien de plus beau (Caroline).

La mise en commun de différentes générations de féministes au début des années 2010 a consolidé des réseaux de solidarité qui perdurent dans le temps. Aujourd'hui, le groupe de militance de Clara est intergénérationnel, composé de féministes de différents groupes impliqués contre les violences sexuelles dans les années 1990 et 2000 et 2010 à l'UQAM. Elles ne se rassemblent toutefois plus sous les mêmes bannières qu'à l'époque : « on vient pas se voir en tant que [membres des Sorcières ou de la Brigade Rose], mais comme amies puis comme camarades et alliées qui vont militer par rapport [aux violences sexuelles] » (Clara). Lorsque confrontés aux *backlash*, les réseaux militants féministes se sont parfois divisés, mais se sont d'autres fois consolidés, reconfigurés. Les membres de la Brigade ont par exemple fait preuve d'une « solidarité extraordinaire » pour lutter tout en faisant face aux insultes récurrentes à leur endroit (Caroline). Malgré ses effets dévastateurs, le *backlash* peut se concrétiser comme une opportunité de départager les allié-e-s des « pro féministes » de façade. La manière dont les gens (ré)agissent lors d'un *backlash* antiféministe est considérée par Alice et Véronique comme un bon révélateur de la confiance qu'il est possible de leur accorder :

[...] à ce moment-là, nos camarades anar[chistes] et communistes révélaient réellement ce qu'ils pensaient puisqu'on venait de perdre l'avantage du rapport de force. Eux se révélaient aussi sous leur vrai jour (Alice).

C'était vraiment sur le plan des *backlash* que j'ai mis des gens hors de ma vie. Ça a été vraiment difficile à gérer parce que, c'est comme des trahisons sans cesse là. Il y avait pas beaucoup de monde finalement qui supportaient, tu sais (Véronique).

Véronique a pu constater que bien des gens autour d'elle ne supportaient les causes qu'« au début », tant et aussi longtemps que celles-ci ne les touchaient pas personnellement. Fourment (2017) souligne par ailleurs qu'une des retombées positives des dénonciations de militants de la gauche radicale allemande en 1989 se trouve au niveau de la reconfiguration du militantisme local. Autant dans le cas étudié par Fourment (2017) que dans le cas du Victorgate, l'agresseur ne s'est pas retrouvé exclu du milieu, mais la dénonciation a tout de même provoqué une reconfiguration militante qui a participé à rebâtir un réseau de solidarité féministe sur de meilleures bases. Ainsi, Clara ressent de l'angoisse à l'idée de croiser certaines personnes qu'elle associe au syndrome post-traumatique du *backlash* dirigé contre elle dans les années 2010, mais elle se réjouit qu'au moins celles-ci ne soient plus dans sa vie : « J'ai perdu plein de monde, mais finalement je suis bien contente de les avoir perdues » (Clara). De son côté, Lyne lance à la blague qu'elle aimait bien confirmer la fausse réputation de lesbienne que lui faisaient certains collègues sexistes et homophobes : « [...] un gars qui dit une affaire comme ça parce que je suis féministe, il ne m'intéresse pas vraiment haha ! » (Lyne).

Tout comme ce fut le cas pour les enquêtées de Fourment (2017), nombre de participantes à cette recherche ont reconstruit leurs réseaux pour n'en venir à militer qu'avec un cercle très restreint de personnes, et ce, bien souvent, en non-mixité choisie. Parce qu'elle sent qu'elle a tout simplement épuisé toute la patience qu'elle avait envers les super-militants, Véronique évite carrément de fréquenter certains lieux :

[...] les premiers signes de domination, comme, si tu coupes tout le temps la parole ça m'écoeure, mais raide là. [...] je trouve ça poche parce que j'ai passé comme tellement d'années à dire que faut militer en mixité, mais [...] je fais juste pas confiance pantoute aux hommes qui se disent pro féministes (Véronique).

En se recréant un entourage féministe sur la base d'une « sociabilité choisie », Clara s'est retrouvée avec des camarades qui ont pu la comprendre et l'appuyer dans cet épisode éprouvant. Aujourd'hui, elle ne milite qu'avec un nombre restreint d'une dizaine de personnes savamment choisies. Comme ce fut le cas dans l'étude allemande de Fourment (2017), les épisodes de ressac antiféministe uqamien ont également participé à créer de nouvelles solidarités. Les attaques antiféministes peuvent effectivement engendrer une visibilité accrue pour les groupes féministes ciblés :

On a aussi vu apparaître des féministes qu'on connaissait pas, ou qui se sont révélées à ce moment-là, d'assister, de voir, d'être présente. C'est le cas d'une amie, elle a fait, non non, moi je suis féministe, je veux appartenir à cette communauté-là » (Alice).

Le *backlash*, démonstration violente de la perte de privilèges patriarcaux, donne donc lieu à des processus de socialisation politique, interpelle de nouvelles alliées, des femmes qui choisissent désormais de s'identifier au féminisme « grâce, ou à cause » de ce ressac (Alice).

6.2.2 Développer des stratégies d'intervention et de lutte féministes

Tout en étant engagées dans un processus d'éducation universitaire « formel », les militantes étudiantes retirent des apprentissages particulièrement formateurs de par leur implication politique militante. Sans qu'elle ne soit nécessairement reconnue comme telle par les conceptions dominantes de l'éducation, ni par les militantes elles-mêmes, l'action militante constitue un lieu d'acquisition de savoirs intellectuels, politiques et personnels (Quénart et Jacques, 2004, p. 82) : « [...] ça se fait vraiment naturellement, tu apprends et tu bâtis à partir de tes expériences. Tu te rends pas nécessairement compte que justement tu as cumulé de l'expérience militante » (Camila). En plus des apprentissages qui sont propres à la militance dans des groupes autonomes (prise de parole publique, rédaction de tracts, de textes militants, maîtrise du langage des réseaux sociaux, etc. (Willemez, 2021), les féministes impliquées dans des luttes contre les

VSMU en viennent à développer des savoir-faire en matière d'intervention féministe auprès de victimes-survivantes (Fourment, 2017).

Puisque la majorité des militantes ne sont pas formées en matière d'intervention, celles-ci se retrouvent parfois dans des situations délicates où elles se sentent démunies face aux témoignages et à leur implication. Clara, par exemple, comprend qu'elle a été approchée par des victimes-survivantes du fait de sa notoriété de militante, puisqu'elles et ses camarades étaient perçues comme ayant « une espèce de chapeau d'experte, même si c'était pas le cas ». Même si la militante comprend que cette posture était due à une place privilégiée dans « l'espèce de hiérarchie entre militant-e-s » (Clara), le fait d'être perçue comme une personne ressource sans pour autant être formée en matière d'intervention en violences sexuelles s'est avéré être une épreuve particulièrement confrontante pour elle. Pour Caroline aussi, le rôle de confidente est « quelque chose qui est dur quand tu es jeune » et sans expérience :

Je me rappelle à quel point ça a brisé des femmes ce processus-là. Nous, on [se] disait, il faut qu'il y ait quelqu'une qui soit capable, je veux dire, c'est sûr qu'on peut les aider, mais j'avais pas l'expérience que j'ai aujourd'hui... (Caroline).

Caroline est intervenue du meilleur de ses connaissances à l'époque, mais elle réalise en rétrospective qu'elle a parfois « dit des choses » qu'elle ne dirait pas aujourd'hui. Il n'en demeure pas moins que ses camarades et elles en étaient dans leurs tout « premiers balbutiements d'intervention féministe » (Caroline). Face au besoin criant de mieux accompagner les femmes qui leur dénonçaient des VSMU et conscientes de la délicatesse de ces enjeux, nombreuses sont celles qui ont cherché à se former. Pour Lyne, ce besoin s'est fait sentir lorsqu'elle a eu à accompagner une femme dont les souvenirs d'agression sexuelle ont resurgi dans le cadre d'un cours d'autodéfense organisé par son syndicat :

Et te dire à quel point je me suis sentie démunie pour intervenir auprès de cette femme-là, lui donner un accompagnement adéquat dans les circonstances. Écoute, j'ai dit, « Non non, plus jamais ! Je vais me chercher une formation [en intervention] » (Lyne).

Pour se former, elles ont eu recours à des outils d'intervention développés par les milieux pratiques et ont cherché à tisser des collaborations avec des spécialistes œuvrant dans des milieux communautaires comme le réseau des CALACS. L'expertise des travailleuses des CALACS est d'ailleurs maintes fois saluée par les participantes. Andréanne considère que les enseignements de féministes professionnelles œuvrant dans des CALACS a « tout changé » dans la capacité des groupes militants à mener des actions de sensibilisation et à développer une expertise autour des enjeux de VSMU : « organiser un atelier sur le consentement quand t'es pas sûr de savoir c'est quoi...c'est intéressant, parce que en fait ça t'oblige à aller chercher des infos, à te former » (Andréanne). Marie s'est familiarisée avec les stratégies et les aptitudes aidantes lors de dévoilement grâce à la littérature et à des rencontres militantes, mais aussi aux RQCALACS. Grâce à ses formations pratiques, elle se sent désormais en mesure d'identifier les comportements à éviter lors d'un dévoilement :

J'ai appris plein de trucs à travers tout ça. Par exemple, comment accueillir, comment être une confidente aidante. Donc, de pas faire comme j'ai fait, de capoter [de dire que] « ça a pas d'allure », puis là tu deviens plus énervée, puis c'est la personne qui te calme, bon ben voilà, ça, c'était typique de ce que je faisais [...] (Marie).

On retrouve certains aspects centraux aux approches d'intervention inspirées de la *feminist therapy* dans le récit des participantes, alors qu'elles apprennent à mettre les victimes-survivantes au centre du processus d'accompagnement, à respecter leur rythme et à les encourager dans l'expression de leurs sentiments et de leurs désirs (Corbeil et Marchand, 2010, p. 33-37 ; Flynn *et al.*, 2018, p. 153). Marie a par exemple appris à faire passer les limites et les désirs de la personne qui se confiait à elle devant ses propres ambitions combatives et militantes :

Puis [j'ai réalisé] que je voulais commencer à entreprendre d'aller au front et tout, alors que [plus tard] j'ai appris à être beaucoup plus posée dans cette réception-là et à être à l'écoute de ce que la personne voulait, c'est quoi son besoin et après ça de lui fournir des options [...] (Marie).

Pour Caroline aussi il était clair que la première étape dans son accompagnement militant était d'établir ce que la personne souhaitait comme appui de sa part : « avec ces femmes-là, on les voyait, puis on disait " qu'est-ce qu'on peut faire pour vous appuyer ? » (Caroline). Pour Alice, la mise en acte d'une perspective féministe par le biais de l'intervention s'est avéré un apprentissage personnel qu'elle jugeait important de partager « auprès des communautés » (Alice).

Comme le soulèvent Quénart et Jacques (2004), les expériences militantes peuvent aider à se doter d'aptitudes ayant une « rentabilité professionnelle » (Gaxie 1977, dans Quénart et Jacques, p. 80). De cette manière, Andréanne se félicite d'avoir su « traduire » ses expériences militantes et ses expériences d'accompagnement en « termes de marché du travail » et d'avoir réussi à se faire engager sur cette base. Véronique tente également de transposer les principes de l'intervention féministe au quotidien dans le milieu communautaire féministe où elle travaille, en s'assurant par exemple que les bénéficiaires des services soient impliquées aux prises de décision et en travaillant à déconstruire la posture de « leader éclairé » qui lui est parfois conférée. Elle est convaincue que cette approche lui vient « de toutes ces luttes » qu'elle a menées à l'UQAM. Il y a donc lieu de se réjouir de la manière dont les savoirs, savoirs être et savoir-faire que les militantes tirent de leurs engagements féministes universitaires leur sont utiles même plusieurs années après avoir quitté l'UQAM. Ceci étant dit, le sentiment de communauté et l'acquisition de savoirs et de codes sociaux spécifiques au milieu militant représentent des privilèges auxquels seule une minorité d'universitaires ont accès.

6.2.3 Privilèges militants : sentiment d'appartenance et de sécurité (relative)

Les militantes bénéficient souvent d'une plus grande insertion, visibilité et influence institutionnelle que la majorité des autres membres de la communauté universitaire qui ne militent pas. Une fois qu'elles sont parvenues à se créer une place, à être connues et respectées dans leur milieu (non sans être exposées aux répressions, à l'épuisement et au backlash), les militantes peuvent en tirer certains avantages. Les participantes sont moins loquaces lorsque vient le temps d'aborder les privilèges qui peuvent être retirés d'une posture de militante féministe de premier plan à l'UQAM. Quelques-unes d'entre elles nomment tout de même la connaissance des lieux, des personnes ressources, les réseaux d'appui et de solidarité, le sentiment d'appartenance et de sécurité comme certains de leurs privilèges : « J'ai fait le choix de rester à l'UQAM [entre autres parce que] j'avais des appuis, j'avais un réseau tellement fort à l'UQAM que ça aurait été imbécile, matériellement, d'aller [poursuivre mes études] ailleurs » (Marie).

Plusieurs personnes impliquées dans des activités politiques à l'UQAM naviguent dans ce milieu pendant de nombreuses années, parfois prolongeant leurs études pour avoir le temps de militer, d'autres fois en acceptant des opportunités d'emploi au sein de l'université. Elles en viennent à tisser des réseaux de solidarité très forts, qui leur permettent de bâtir un rapport de force face au reste du milieu militant ou universitaire (et même face à l'administration). De plus, par leur affiliation à des groupes engagés, les militantes sont amenées à développer un sentiment d'appartenance fort qui constitue carrément une condition de la subjectivation politique puisqu'il permet, aux dires de Fazazi (2017) « une individuation plus rapide, inhabituelle et hautement singularisante » (p. 21).

Un autre des privilèges que les participantes semblent retirer de leur posture militante est au niveau du sentiment de sécurité à l'intérieur de l'UQAM. Il est effectivement

intéressant de noter qu'Andréanne considère que si ses relations militantes lui ont fait prendre conscience qu'elle n'était pas en sécurité dans son université, celles-ci lui ont également permis de se sentir un peu plus en sécurité à l'UQAM que dans le reste de la société :

J'étais tellement dans l'aura de l'UQAM que j'avais pas besoin d'utiliser les services institutionnels parce que j'avais trop des gros réseaux. [...] j'avais accès à beaucoup de monde, puis à beaucoup de connaissances là mettons, ça fait que j'étais au courant de plein d'affaires, puis je m'impliquais (Andréanne).

Parce qu'elle se sentait représentée et comprise au sein du milieu militant, elle ne voyait pas la pertinence d'avoir recours aux services institutionnels : « pour moi, les services uqamiens, c'était le comité féministe qui va t'écouter » (Andréanne). Véronique partage la même impression, consciente qu'en ayant « vécu à l'UQAM pendant 10 ans pratiquement », dans un « petit milieu où tout le monde se connaît », très informé où on apprend sur les références, les lieux et les « profs à prendre ou ne pas prendre » a pu la protéger de certaines formes de violences. Les féministes rencontrées s'instaurent en sujets politiques autonomes et entretiennent envers leurs réseaux de solidarité une mutualité et une confiance suffisante pour sentir qu'elles n'ont pas à s'en remettre à l'institution pour défendre leur vision de l'université. Par ailleurs, le sentiment de sécurité et de confiance est parfois traître et découle, lui aussi, d'une posture socialement avantageuse. Véronique estime que si, malgré tous ses privilèges, elle ne se sentait « qu'un peu en sécurité », la situation doit être bien pire « si tu es racisé ou si le français c'est pas ta première langue » (Véronique). Ce constat l'amène donc à se demander si l'UQAM est sécuritaire et si oui, « sécuritaire pour qui ? Ça, c'est une autre question » (Véronique).

6.3 Quelle signification pour l'université uqamienne comme lieu de militance féministe ?

Pour s'être frottées à l'administration uqamienne et avoir travaillé avec acharnement à révolutionner la culture de l'université, les militantes en viennent à développer une fine compréhension des enjeux de VSMU et des réalités propres à l'UQAM en tant qu'institution universitaire, mais aussi en tant que champ de bataille. Le chapitre III a permis d'établir qu'une majorité de participantes ont choisi d'étudier ou de travailler à l'UQAM précisément pour son aspect revendicateur. Plusieurs d'entre elles ont entamé leur parcours universitaire avec une conception idéalisée de l'UQAM, fières de se joindre à une université contestataire et progressiste. Aujourd'hui, cependant, on perçoit dans leurs discours un désenchantement vis-à-vis l'inadéquation de l'UQAM avec ses principes fondateurs : « Au début, quand je suis entrée, c'était comme " L'UQAM est magnifique, la place de militants et militantes ", ensuite par moment...j'étais tellement fâchée qu'il y ait des gens de droite à l'UQAM » (Camila). Non seulement les participantes réalisent que l'UQAM n'est pas l'eldorado militant, mais elles prennent aussi conscience que leur université n'est pas un *safe space* exempt de violences sexistes. Lyne a elle aussi réalisé assez rapidement que l'université n'est qu'une société à échelle réduite : « Donc, tu prends [les violences sexuelles] qui se passent dans la société et tu fais un pourcentage au prorata et tu dois avoir à peu près les mêmes pourcentages » (Lyne). La présence de personnes de droite, de sexisme et de harcèlement à l'UQAM se présente pour certaines comme l'éveil de Behl (2019) face aux violences sexistes et racistes dans son université :

[...] in the very place that I thought I would find intellectual freedom, political possibility, and equality, I experienced yet more violence. I did not expect to be victim of gendered violence in academia, which I envisioned as a liberatory meritocracy (Behl, 2019, p. 88).

Une fois qu'elles en font partie, l'université semble perdre l'aura de sanctuaire qu'elle projetait aux yeux des participantes. Du simple fait d'être une aussi grosse structure et d'être dirigée par des hommes, il est clair pour Caroline que même « l'université la plus populaire » cherche à cacher sa culture du harcèlement (Caroline). Véronique adhère à la thèse voulant que l'UQAM, au même titre que les autres universités, ne soit qu'un « lieu de reproduction sociale » fondamentalement inégalitaire :

Je sais pas si l'université pourra un jour être quelque chose qui est comme...sécuritaire puis sans harcèlement. Juste par le fait que, tu sais, il y a du monde qui ont vraiment plus de pouvoir que d'autres là (Véronique).

Somme toute, son expérience universitaire lui a fait réaliser qu'il était inutile d'essayer de réformer des organismes fondamentalement inégalitaires, et elle préfère dorénavant construire à partir de nouvelles bases. Toujours à l'UQAM après plus de six ans d'implication féministe universitaire, Camila est elle aussi très critique envers son université. Elle lui reproche son fonctionnement trop peu démocratique malgré certaines instances qui prétendent l'être et la rigidité de son administration. Son désenchantement n'est tout de même pas complet : « En général, je pense que l'amour que j'ai envers l'UQAM et le respect que j'ai envers l'institution et le fait que j'y crois, qui y était au début est encore là en ce moment. C'est juste qu'il est plus informé mettons » (Camila). Elle explique osciller entre fierté et frustration vis-à-vis son université. Elle se désole surtout de la superficialité de la politique « mon prénom mon choix »¹⁵ et de l'attentisme face à la revendication maintes fois répétée de créer des toilettes non-genrées sur le campus.

¹⁵ Depuis le 4 janvier 2019, les étudiant-e-s de l'UQAM ont la possibilité de changer leur prénom légal par leur prénom choisi dans leur dossier universitaire. D'abord bien accueillie par la communauté estudiantine, la politique « Mon prénom mon choix » est plus tard jugée décevante pour son caractère partial (le *dead name* continue effectivement d'apparaître sur certaines plateformes et n'affecte ni la mention de genre, ni le titre assigné à l'étudiant-e, ni la mention du genre associé à son code permanent) (CHOQ, 2020).

Alice, Marie et Lyne considèrent que l'UQAM remplit encore un aspect de sa mission fondatrice : former des gens des milieux défavorisés et des premières générations de diplômé-e-s. Toutes trois se désolent par contre que les ressources manquent pour accompagner ces gens dans leur parcours et que peu d'efforts soient faits pour adapter l'université à leurs besoins : « Donc ma critique, c'est que l'UQAM scrape des gens parce qu'elle met des gens déjà en situation vulnérable en situation d'échec » (Alice). Aux yeux des participantes, les valeurs d'accessibilité propres à l'UQAM seraient par ailleurs mises en péril par le virage marchand et corporatiste qui « vampirise » (Marie) tranquillement l'université depuis les « quinze dernières années » (Lyne). Assumant le fait d'avoir été très « uqamo centrée » au cours de son passage universitaire, Andréanne estime que pour cesser d'idéaliser son université, il lui a fallu la quitter : « Je pense qu'on idéalise peut-être quand on rentre à l'UQAM que c'est *full* révolutionnaire puis que c'est vraiment *cool* puis que c'est vraiment mieux qu'ailleurs, mais non » (Andréanne).

Même si l'UQAM n'est pas nécessairement à la hauteur de l'idée que les participantes s'en font en s'y inscrivant, le simple fait qu'elle continue à attirer des personnes revendicatrices et critiques en fait un milieu militant qui est célébré :

Il y a une base révolutionnaire qui investit l'UQAM puis c'est ce qui fait que c'est *hot* puis que ça nous permet d'aller loin dans nos réflexions. Pour vrai, j'aurais pas eu les mêmes réflexions à l'UdM, je serais pas la fille que je suis (Andréanne).

De la même manière, Véronique estime que les rencontres qu'elle a faites à l'UQAM font d'elle la féministe et la femme critique qu'elle est aujourd'hui, sans quoi elle estime qu'elle n'aurait « pas développé cet esprit critique-là » et n'aurait « pas été aussi intéressée aux rapports de domination » (Véronique). L'enchantement face au moment de militance uqamien se fait dans un processus de séparation entre « le fonctionnement structurel et fonctionnaire de l'UQAM » et « les gens qui investissent l'UQAM dans

une perspective révolutionnaire : « Sur les questions des agressions sexuelles, il y avait à la fois des profs qui étaient des allié-e-s, à la fois des gestionnaires...il y avait des allié-e-s un peu partout dans la structure, puis il y avait des ennemis partout aussi » (Andréanne). Devant l'attentisme institutionnel et des services institutionnels absents ou peu fiables, elles préfèrent faire confiance en leurs réseaux de solidarité pour prendre en charge le problème directement. En ce sens, pour Marie, Camila et Véronique, l'UQAM demeure un endroit où on peut amorcer des choses et les faire bouger grâce à la possibilité de créer un rapport de force. Tout compte fait, l'UQAM se présenterait peut-être comme « la moins pire des universités » puisqu'on y trouve « une petite possibilité de s'améliorer plus que nulle part ailleurs » (Véronique).

Toutes ces considérations au sujet de la déconstruction de l'aura universitaire et uqamienne amènent à interroger la signification de nouvelles formes de subjectivation politique et féministe pour les mouvements féministes au-delà du moment universitaire. En d'autres termes, il s'agit de se demander si la militance féministe uqamienne est un lieu fécond aux subjectivations collectives ou si elle ne contribue pas plutôt à faire des féminismes un mouvement « très/trop blanc universitaire » (Pagé, 2005, p. 47). Lorsque les milieux d'enseignement supérieur sont ceux où les féministes construisent leur première conception du « Nous féministe », celle-ci semble bâtie à partir d'une communauté relativement homogène et privilégiée : « [À l'université] tu es en soutien à des camarades, t'es en soutien à une féministe qui fait partie du même nous que toi, instinctivement » (Andréanne). Un certain décalage peut se faire sentir lorsque les féministes quittent l'UQAM pour intégrer d'autres milieux féministes. Parmi les participantes, seules Caroline, Véronique et Andréanne ont quitté l'UQAM directement après leurs études pour intégrer un milieu professionnel non universitaire. Après avoir fait le saut dans un organisme communautaire féministe, Andréanne ne se sentait pas appartenir au même « Nous féministe » que celles bénéficiant des services

de son organisme : « Je me retrouvais à organiser des actions avec des femmes qui vivent ce qu'on théorisait » (Andréanne).

Malgré son amour pour la théorie politique, c'est de son côté en devenant intervenante auprès de femmes issues des différents milieux suite à ses études que Véronique a eu l'impression de trouver le contact le « plus vrai puis le plus vivant » avec le politique. Ce passage au milieu pratique l'a également mise en relation « pour la première fois de sa vie » avec des femmes vivant à l'intersection des oppressions, des « femmes issues des milieux économiques très différents, des femmes qui ont toutes pas les mêmes façons de s'exprimer, des fois des mères [monoparentales], des fois des femmes qui vivaient avec des handicaps » (Véronique). La rencontre avec les réalités quotidiennes, crues et authentiques de femmes plus marginalisées peut soulever des doutes quant à l'approche proprement universitaire des luttes sociales, qui mise beaucoup sur la théorisation et l'intellectualisation des enjeux. Bien que ces réflexions critiques soient importantes, la pertinence du travail d'interprétation théorique et conceptuel des phénomènes sociaux est bien défendue par des autrices féministes comme Hamrouni (2015). Cette dernière affirme qu'au-delà de ses propres angles-morts, la théorie peut bel et bien accompagner la pratique :

Elle propose un lexique pour accompagner, par l'écriture, les luttes menées par les mouvements sociaux pour l'avènement d'une société plus juste et égalitaire, explicite les principes au cœur de ces luttes et leur apporte une justification normative (Hamrouni, 2015a, p. 129).

Si les perspectives trans, anticoloniales, anticapacitistes, antiracistes, non-occidentales sont présentes à l'UQAM, mais portées le plus souvent par des personnes non-concernées, elles risquent d'exister uniquement par le discours, par la théorie. Le défi auquel fera face le militantisme féministe uqamien durant les prochaines décennies sera probablement de parvenir à décentrer les féminismes dominants tout en évitant de transformer « une politique subversive en une pratique académique et une virtuosité

théorique » (Lamoureux, 2016, p. 194). Cette critique, à laquelle les féminismes universitaires étatsuniens sont confrontés, est partagée par Camila :

J'aime vraiment beaucoup lire sur [les questions théoriques sur les différents systèmes d'oppression] et j'aime beaucoup être dans l'action et faire des choses. Ce que j'aime pas, c'est me poser mille questions qui vont faire en sorte que tout est problématique, et qui ont un bagage théorique faible et qui finalement ne sont pas dans l'action (Camila).

Souhaitons que les militantismes féministes uqamiens parviennent à dépasser les discours et les simples témoignages singuliers pour plutôt donner lieu « à quelque chose de contagieux, sans s'imposer comme normatif et prescriptif » (Irrera, 2014).

6.4 Conclusion

Les résultats de cette étude permettent de constater que la lutte entraîne des répercussions chez les participantes qui engendrent un double mouvement de désenchantement face à l'institution uqamienne et face à une frange antiféministe du mouvement militant et d'optimisme envers leurs groupes affinitaires. Dès 1990, l'UQAM menace de judiciaireiser les luttes militantes et d'expulsion des étudiantes comme moyen de préserver l'image de l'université et de réprimer les contestataires. Le risque d'épuisement militant guète également les personnes qui s'engagent dans des luttes qui passent en grande partie par du soutien direct aux personnes impliquées, ce qui est le cas pour nos participantes. Enfin, en dénonçant des agresseurs, les féministes peuvent s'exposer à un *backlash* antiféministe cinglant et lourd de conséquences. Les participantes rapportent des répercussions notamment sur leur santé, leurs réseaux d'amitié, leur capacité à continuer à se mobiliser, mais aussi sur leurs cheminements de guérison en tant que victime-survivante. Malgré tout, l'engagement militant peut offrir des opportunités d'apprentissage, de solidarisation et des liens d'appartenance auxquels l'ensemble des gens qui fréquentent une université n'ont pas nécessairement accès.

CONCLUSION

En choisissant un corpus composé de récits de militantes et de documents d'archives militantes, j'aspirais à raconter une partie de l'histoire de l'UQAM et à politiser l'étude des violences sexuelles au sein des milieux universitaires. Tout compte fait, ce mémoire raconte surtout une série de microcosmes discontinus naviguant au sein d'une même institution universitaire. Si ce choix méthodologique n'a pas mené au niveau de généralisation prévu, l'approche choisie a tout de même permis de documenter des croisements entre les histoires individuelles et collectives de militantes et l'histoire institutionnelle de l'UQAM. De ce fait, ce mémoire contribue à situer les récentes mobilisations contre les VSMU dans un temps plus long du militantisme féministe et à écrire une partie sous-documentée de l'évolution des mouvements sociaux des trente dernières années à l'UQAM. Je souhaite que ce travail participe à valoriser le travail militant féministe, à lui accorder le mérite qui lui revient en termes d'avancées en matière de lutte contre les VSMU et à contribuer au travail de transmission des savoirs, des savoirs-être et des savoir-faire féministes.

Sans que ce soit l'intention première, les résultats de cette recherche fournissent des apports pour penser certaines problématiques qui sont au cœur des théories des mouvements sociaux. Ils bonifient notamment les connaissances sur le rôle du militantisme étudiant comme porte d'entrée au féminisme, sur les affiliations et désaffiliations aux mouvances et étiquettes féministes et sur les pratiques d'engagement privilégiées par les militantes pour agir en fonction des moyens à leur disposition et de manière cohérente à leur rapport au pouvoir (modes d'organisation

autonomes, antiautoritaires et affinitaires). Grâce à une méthode flexible et inductive de collecte et d'analyse, les thématiques qui ont émergé des récits des participantes ont pu éclairer des aspects qui auraient été écartés. Ces considérations permettent de visibiliser les apprentissages et les solidarités qui sont rendues possibles grâce aux transmissions intergénérationnelles entre cohortes militantes. Elles contribuent également aux réflexions critiques sur les limites du militantisme universitaire ainsi qu'aux conflits internes autour des frontières du « Nous femmes » et de la place des alliés dans la lutte, défis auxquels les groupes féministes uqamiens n'échappent pas. Enfin, les partages des participantes au sujet des répercussions qu'a eu l'engagement militant sur elles m'apparaissent comme l'aspect le plus important à retenir de ce mémoire, parce qu'ils illustrent avec éloquence l'influence directe, matérielle et durable de la militance féministe sur les femmes qui s'y investissent.

L'analyse des récits et des documents d'archives constituant le corpus de cette recherche permettent d'affirmer, avec Lamoureux (2016), que c'est « à travers les résistances que les groupes sociaux dominés se constituent en sujet et que leurs membres peuvent accéder à une liberté politique » (p. 259). Ceci étant dit, si le combat contre le patriarcat est gage de subjectivation pour celles qui sont soumises à cette oppression, pour nombre de femmes, « la subjectivation nécessite également de s'émanciper par rapport au racisme, et elles ont besoin de la solidarité des autres féministes dans ce combat » (Lamoureux, 2016, p. 262). La création de ces solidarités implique nécessairement que les féministes blanches soient en mesure de développer une conscience critique, une réflexivité face à leur propre insertion à l'intérieur des rapports de pouvoir. Ce processus est par ailleurs délicat et implique de se détacher, du moins en partie, d'une identité subalterne plus confortable à assumer pour des femmes engagées dans des luttes pour la justice sociale. De manière générale, les échecs militants ou les ruptures précoces avec un ou des groupes féministes se font rares dans les récits des participantes. Ce constat s'explique peut-être par le fait que la grande

majorité d'entre elles occupaient une place privilégiée au sein du milieu militant et qu'elles appartenaient à un féminisme uqamien majoritaire.

Conséquemment, deux problématiques jaillissent des limites de cette recherche et mériteraient d'être approfondies. Il serait d'abord pertinent, dans des recherches futures, d'interroger les exclu-e-s, celles et ceux qui auraient souhaité faire partie du « Nous féministe militant » uqamien, mais qui n'y ont pas eu accès. Ensuite, la signification du moment militant féministe uqamien dans la construction de subjectivités blanches, qui échappent à une partie des répondantes et qui bénéficie même à celles qui sont capables de la nommer mériterait de faire l'objet d'une étude approfondie. Dans un cas comme dans l'autre, les perspectives entretenues par groupes universitaires luttant principalement contre le racisme, le colonialisme ou pour la défense des personnes des minorités sexuelles et de genre au sujet des luttes contre les VSMU pourraient s'avérer particulièrement enrichissantes.

Sur une note plus personnelle, aux termes de cette démarche, je constate que je suis davantage en mesure de me situer moi-même au sein des rapports genrés et raciaux, de prendre conscience de mon propre marquage social et pas uniquement de celui des personnes racisées. Ce travail consiste donc à tourner les projecteurs sur la manière dont le fait d'être blanche me « libère » d'un fardeau racial : « *Because I haven't been socialized to see myself or to be seen by other whites in racial terms, I don't have to worry about how others feel about my race. Nor do I worry that my race will be held against me* » (DiAngelo, 2018, p. 54). Si mes expériences militantes féministes uqamiennes n'ont pas été confrontantes d'un point de vue racial, je suis heureuse de constater que ce mémoire m'a fait cheminer à ce niveau.

ANNEXE A

LIGNES DU TEMPS

Quelques épisodes militants charnières



Petite histoire du BIPH et de la Politique 16

Révisions de la P16

1990 1992

Création du BIPH

Avril 2006

Adoption du projet de loi 151

Décembre 2017

Mise en place de la politique
contre le harcèlement (P16) et
du Bureau des plaintes

Juin 1989

Création comité
de révision P16

Mai 2014

Adoption
nouvelle P16

Avril 2019

ANNEXE B

LISTE DES PARRUTIONS MILITANTES COMPOSANT LE CORPUS D'ARCHIVES À L'ÉTUDE

Nom de la publication ou du texte	Année de publication	Description
La revue des étudiantes de l'UQAM, Vol. 1, No 1	1989	Édition inaugurale
Guide de survie de l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettre de l'UQAM (AGEsshalcUQAM)	(1991-1992), (1993-1994), (1994-1995)	Agenda associatif de l'AGEUSHALCUQAM
Écrits d'elles, Vol. 1, No. 1	Mars 1992	Journal du Comité Femmes de l'UQAM
Unité, Vol. 20, N° 10	Mars 1993	Revue de l'AGEUCAM
Conférence de presse de la Brigade Rose	1993	Texte du contenu de la conférence de presse de la Brigade
« En quête d'un second souffle » <i>La Gazette des femmes</i> , p. 24-25.	Janvier 1993	Journal du Conseil du Statut de la femme

Féminétudes, Vol. 1, No 1	Avril 1995	Publication biannuelle de l'Institut de recherche et d'études féministes (IREF) de l'UQAM
« La loi du silence », Montréal campus	1996	Article paru dans le journal étudiant de l'UQAM
Journal les Insoumises	Automne 2000	Journal du Comité Femmes de l'UQAM
Tract « Avis à la communauté »	Avril 2002	Dépliant publié par le collectif d'hommes pro féministes en solidarité avec la lutte de libération des femmes (HCP)
Tract « Une autre réalité : la nôtre »	2002	Tract du Collectif des Sorcières
« Non c'est non », l'Union libre, Vol. 7, No 2	Novembre 2012	Texte paru dans le journal indépendant des étudiantes et étudiants en science politique et droit de l'UQAM
Introduction au blogue	Novembre 2013	Billet de blogue collectif et anonyme publié sur la page du blogue « Le Victogate : une histoire oubliée »
Lettre collective contre le <i>backlash</i>	Novembre 2013	Billet de blogue collectif et anonyme publié sur la page du blogue « Le Victogate : une histoire oubliée »
À propos de la critique de certain-e-s féministes	Novembre 2013	Billet de blogue collectif et anonyme publié sur la page du blogue « Le Victogate : une histoire oubliée »

En mémoire du comité femmes GGI-UQAM, Revue Possibles, Vol. 38, N° 1	Juillet 2014	Article paru dans la revue POSSIBLES, publication autogérée
« Qui aime ? Qui enseigne ? », SPUQ INFO	Octobre 2014	Texte paru dans le bulletin de liaison du syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal
Communiqué émis par l'AFESH	13 novembre 2014	Billet de blogue paru sur le Tumblr du Collectif Les Hystériques
L'impunité doit cesser ! L'UQAM complice des violences sexuelles !	13 novembre 2014	Message adressé aux membres de l'AFESH et de la communauté universitaire de la part des membres du comité exécutif de l'AFESH paru sur le Tumblr du Collectif Les Hystériques
Quand l'UQAM joue le jeu de la vendetta envers celles qui dénoncent	Octobre 2015	Communiqué du Syndicat des étudiant-e-s employé-e-s de l'UQAM (SÉTUE-UQAM)

ANNEXE C

CERTIFICAT ÉTHIQUE

UQÀM | Comités d'éthique de la recherche
avec des êtres humains

No. de certificat: 3840
Certificat émis le: 05-02-2020

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (Janvier 2016) de l'UQAM.

Titre du projet:	Sexualités, violences sexuelles et rapports de pouvoir à l'université : ce que les militantes féministes ont à nous apprendre
Nom de l'étudiant:	Sarah THIBAULT
Programme d'études:	Maîtrise en science politique
Direction de recherche:	Vincent ROMANI

Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.



Raoul Graf
Président du CERPE plurifacultaire
Professeur, Département de marketing

ANNEXE D

APPEL À LA PARTICIPATION

APPEL DE PARTICIPATION À L'ÉTUDE :

SEXUALITÉS, VIOLENCES SEXUELLES ET RAPPORTS DE POUVOIR EN MILIEU UNIVERSITAIRE : RÉTROSPECTIVE DES SAVOIRS MILITANTS FÉMINISTES DÉVELOPPÉS À L'UQAM ENTRE 1989 ET 2014

*Chercheuse : Sarah Bérubé Thibault, B. A.
Candidate à la maîtrise (concentration études féministes), Département de science
politique (UQAM)*

But de l'étude :

- > Contribuer à la lutte aux violences sexuelles en milieu universitaire (VSMU) en présentant une perspective qualitative nuancée et intersectionnelle des sexualités, des violences sexuelles et des rapports de pouvoir qui prennent place dans les universités québécoises francophones
- > Politiser l'étude des VSMU et ce, selon une perspective féministe et militante
- > Valoriser les expertises et les savoirs développés par les personnes militantes dans le cadre de leurs engagements politiques universitaires

Type de participation :

- > une seule entrevue individuelle menée par la chercheuse d'une durée qui peut varier entre 60 et 75 minutes

Vous avez des questions sur l'étude ?

Vous souhaitez participer ?

Vous pouvez contacter la chercheuse à l'adresse
encryptée suivante :

sthibault.recherche@protonmail.com

CARACTÉRISTIQUE DES PERSONNES RECHERCHÉES:

- Avoir pris part à des actions féministes de lutte aux violences sexuelles à l'UQAM entre 1989 et 2014*
*peu importe le statut occupé à l'UQAM
- Être une personne féministe

POURQUOI PARTICIPER ?

- > Certaines personnes pourraient tirer une satisfaction du fait d'être écoutées et supportées face à des expériences passées ou présentes éprouvantes
- > Le principal avantage lié à la participation à cette étude reste la contribution au développement d'une meilleure compréhension des dynamiques de violence sexistes en milieu universitaire

ANNEXE E

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT



FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Titre du projet de recherche

Sexualités, violences sexuelles et rapport de pouvoir en milieu universitaire : ce que les militantes féministes ont à nous apprendre

Étudiante-chercheuse

Sarah Bérubé Thibault, maîtrise en science politique avec concentration en études féministes
(438) 391-7125, thibault.sarah.4@courrier.uqam.ca

Direction de recherche

Vincent Romani, Département de science politique
(514) 987-3000 poste 7948, romani.vincent@uqam.ca

Préambule

Chér(e), [nom de la personne participante potentielle]

Nous vous invitons à participer à un projet de recherche qui implique de participer à une entrevue individuelle d'une durée de 60 à 75 minutes. Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent. Ce formulaire de consentement vous explique le but de cette étude, les procédures, les avantages, les risques et inconvénients, de même que les personnes avec qui communiquer au besoin. Le présent formulaire de consentement pourrait contenir des termes ou des expressions que vous ne comprenez pas. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles.

Description du projet et de ses objectifs

L'objectif poursuivi par cette recherche est de contribuer à la lutte aux violences sexuelles en milieu universitaire. Plus particulièrement, nous souhaitons travailler à développer une perspective qualitative, nuancée et intersectionnelle des thématiques que sont les sexualités, les violences sexuelles et les rapports de pouvoir qui prennent place dans les universités québécoises francophones. Pour parvenir à remplir cet objectif, nous misons sur la valorisation des savoirs développés par les personnes ayant milité au sein de groupes anti-oppressifs à l'Université du Québec à Montréal. Nous croyons effectivement que ces personnes en viennent à développer une expertise enrichissante sur les relations de pouvoir, les besoins et les problématiques propres aux milieux universitaires en matière de sexualité, des violences sexuelles et de rapports de pouvoir. Les démarches du projet devraient prendre fin à l'automne 2020 et impliqueront entre dix et quinze personnes.

Nature et durée de votre participation

La participation à ce projet implique une seule entrevue individuelle menée par la chercheuse d'une durée qui peut varier entre 60 et 75 minutes. Cette rencontre peut se tenir, selon les préférences de la personne participante, dans un lieu public permettant la confidentialité des échanges, dans une salle de la bibliothèque de l'UQAM réservée à cet effet, ou encore au domicile de la personne participante. Avec l'accord préalable des personnes participantes, la chercheuse fera un enregistrement audio de la rencontre, qu'elle seule pourra consulter. Une période de suivi d'une à deux semaines est prévue pour permettre à la chercheuse de recontacter les personnes participantes au besoin (pour clarifier certaines réponses ou demander certaines précisions). La version finale du mémoire sera transmise aux personnes participantes par courriel électronique de manière à ce que celles-ci puissent prendre connaissance des résultats de la recherche.

Avantages liés à la participation

En terme d'avantages personnels à participer à cette étude, il est possible que certaines personnes tirent une satisfaction ou du soulagement du fait d'être écoutées et supportées face à des expériences passées ou présentes éprouvantes. Toutefois, le principal avantage lié à la participation à cette étude reste la contribution à l'avancement de la science plus que des avantages personnels.

BIBLIOGRAPHIE

AGESSHALCUQAM. (1992). Guide de survie - Agenda de l'AGESSHALCUQAM.

AGESSHALCUQAM. (1994). Guide de survie - Agenda de l'AGESSHALCUQAM 1994-1995.

Ahmed, S. (2004). Declarations of whiteness : the non-performativity of anti-racism. *Borderlands*, 3(2). Récupéré de http://www.borderlands.net.au/vol3no2_2004/ahmed_declarations.htm

Ahmed, S. (2014). *The cultural politics of emotion* (Second edition..). [s.l.] : Edinburgh University Press. Récupéré de http://openurl.uquebec.ca:9003/uqam?url_ver=Z39.88-2004&url_ctx_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:ctx&ctx_enc=info:ofi/enc:UTF-8&ctx_ver=Z39.88-2004&rft_id=info:sid/sfxit.com:azlist&sfx.ignore_date_threshold=1&rft.isbn=9780748691142

Alcoff, L. M. (2018). *Rape and Resistance* (1 edition). Newark : Polity.

Allard, S. (2014, 21 décembre). Dénonciations à l'UQAM: l'origine de la colère. *La Presse*. Montréal. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201412/20/01-4829963-denonciations-a-luqam-lorigine-de-la-colere.php>

Anonyme. (2014, 29 novembre). Courriel de l'action.

Anonyme. (2015). UQAM champ de bataille : Histoire (incomplète) des actions féministes sur le campus. *Françoise Stéreo*, (3).

Anonymous. (2013, 19 décembre). *Betrayal - a critical analysis of rape culture in anarchist subcultures.pdf*. *libcom.org*. Récupéré le 30 juin 2019 de <https://libcom.org/files/Betrayal%20-%20a%20critical%20analysis%20of%20rape%20culture%20in%20anarchist%20subcultures.pdf>

Austin, D. (2015). *Nèges noirs, nègres blancs : race, sexe et politique dans les années 1960 à Montréal*. Montréal : Lux Éditeur.

Austin, J. L. (1975). *How to Do Things with Words: Second Edition* (2 édition). Cambridge, Mass : Harvard University Press.

Baril, A. (2017). Trouble dans l'identité de genre : le transféminisme et la subversion de l'identité cisgenre : une analyse de la sous-représentation des personnes trans* professeur-es dans les universités canadiennes. *Philosophiques*, 44(2), 285-317. <http://dx.doi.org/https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.7202/1042335ar>

Baumgardner, J. (2020). *Manifesta (20th Anniversary Edition, Revised and Updated with a New Preface): Young Women, Feminism, and the Future*. New York : Picador USA.

Behl, N. (2019). Mapping Movements and Motivations : An Autoethnographic Analysis of Racial, Gendered, and Epistemic Violence in Academia. *Feminist Formations*, 31(1), 85-102.

Ben Salem, M. (2013). *Formes traditionnelles, formes nouvelles de l'engagement politique des jeunes femmes en contexte de transition - le cas de la Tunisie*. Récupéré de <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/52312/IDL-52312.pdf>

- Bergeron, M., Hébert, M., Ricci, S., Goyer, M.-F., Duhamel, N. et Kurtzman, L. (2016). *Violences sexuelles en milieu universitaire au Québec: Rapport de recherche de l'enquête ESSIMU*. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- Bilge, S. (2010). Recent Feminist Outlooks on Intersectionality. *Diogenes*, 57(1), 58-72. <http://dx.doi.org/10.1177/0392192110374245>
- Blais, A. (2014, 15 novembre). Le harcèlement à l'université: une «bombe à retardement». *La Presse*. Récupéré de <https://www.lapresse.ca/actualites/education/201411/14/01-4819188-le-harcelement-a-luniversite-une-bombe-a-retardement.php>
- Blais, M. (2008). Féministes radicales et hommes pro-féministes: alliance piégée. Dans *Québec en mouvement* (p. 147-176). Québec : Lux Éditeur. Récupéré de https://www.academia.edu/2254396/F%C3%A9ministes_radicales_et_hommes_pro-f%C3%A9ministes_alliance_pi%C3%A9g%C3%A9e
- Blais, M., Fortin-Pellerin, L., Lampron, È.-M. et Pagé, G. (2007). Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical. *Recherches féministes*, 20(2), 141-162. <http://dx.doi.org/10.7202/017609ar>
- Blaisdell, B. (2005). Seeing Every Student as a 10: Using Critical Race Theory To Engage White Teachers' Colorblindness. *International Journal of Educational Policy, Research, & Practice*, 6(1), 31-50.
- Bock-Côté, M. (2014, 13 novembre). Délation et vengeance à l'UQAM. *Le Journal de Montréal*. Récupéré de <https://www.journaldemontreal.com/2014/11/13/delation-et-vengeance-a-luqam>
- Boisjoli, S. et Simard, V. (2019). L'autonomie réellement existante. *CUTE magazine - Bilan de grève*, (6), 32-39.

Bonin, S., Bujold, J. et Doray, P. (2013). Universités nouvelles, étudiants nouveaux ? Dans Y. Gingras et L. Roy, *Les universités nouvelles: enjeux et perspectives* (p. 277-304). Québec : Presses de l'Université du Québec. Récupéré de <http://www.deslibris.ca/ID/445808>

Bourgault-Côté, G. (2014, 14 novembre). Québec étudiera le problème. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/423924/violence-sexuelle-quebec-etudiera-le-probleme>

Bréchon, P. (1995). Politisation et vote des jeunes. *Agora débats/jeunesses*, 2(1), 9-21. <http://dx.doi.org/10.3406/agora.1995.1507>

Breton, E., Jeppesen, S., Kruzynski, A. et Sarrasin, R. (2015). Anti-Racist, Queer, and Radical Feminisms in the Quebec Antiauthoritarian Movement. *Zapruder World: An International Journal for the History of Social Conflict*, 2. <http://dx.doi.org/10.21431/Z3TG6M>

Breton, É., Jeppesen, S., Kruzynski, A. et Sarrasin, R. (2015). Les féminismes au coeur de l'anarchisme contemporain au Québec : des pratiques intersectionnelles sur le terrain. *Recherches féministes*, 28(2), 199-222. <http://dx.doi.org/https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.7202/1034182ar>

Caillou, A. (2018, 30 octobre). L'UQAM critiquée pour sa gestion des plaintes de harcèlement sexuel. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/societe/education/540170/action-directe>

CDPDJ. (2020). *Rapport triennal 2016-2019 Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics* (p. 127). Québec : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Récupéré de https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/Rapport_triennal_PA_E_2016_2019.pdf

Chamberland, L. (2019). Les défis d'une véritable inclusion des minorités sexuelles et de genre dans les politiques et programmes en matière de violence sexuelle

en milieu universitaire. Dans *Actes du symposium canadien sur la violence sexuelle dans les milieux d'enseignement supérieur* | *Proceedings of the Canadian symposium on sexual violence in post-secondary education institutions*. (p. 6-10). Université du Québec à Montréal.

Charpenel, M. (2016). Les groupes de parole ou la triple concrétisation de l'utopie féministe. *Education et sociétés*, n° 37(1), 15-31.

Chatterjee, P. et Maira, S. (2014). The Imperial University : Race, War, and the Nation-State. Dans *The Imperial University : Academic Repression and Scholarly Dissent* (p. 1-53). London; Minneapolis : University of Minnesota Press.

CHOQ. (2020, 20 janvier). Éditorial : mon prénom, mon choix? *CHOQ.ca*. Montréal. Récupéré de <https://www.choq.ca/nouvelles/editorial-mon-prenom-mon-choixij>

Chrétien, M.-S. (2012). Non c'est non! *Union libre*, 7(2).

Chun Tie, Y., Birks, M. et Francis, K. (2019). Grounded theory research: A design framework for novice researchers. *SAGE Open Medicine*, 7, 2050312118822927. <http://dx.doi.org/10.1177/2050312118822927>

Cliche, A. É. (2014, 24 novembre). Lettre aux collègues de l'UQAM. *HuffPost Québec*. Récupéré de https://quebec.huffingtonpost.ca/anne-elaine-cliche/lettre-aux-collegues-de-uqam_b_6214008.html

Cloutier, P. (2016, 16 octobre). Vague d'agressions sexuelles en une nuit à l'Université Laval. *Le Soleil*. Québec. Récupéré de <https://www.lesoleil.com/actualite/justice-et-faits-divers/vague-dagressions-sexuelles-en-une-nuit-a-luniversite-laval-579a2342e315383c914b4efb1f201218>

Collectif. (2013, 26 novembre). Lettre collective contre le backlash. *Le Victorgate : une histoire oubliée*. Récupéré de http://victorgate.blogspot.com/2013/11/introduction-au-blogue_26.html?view=magazine

Collectif opposé au sexisme à l'UQAM. (2013, 9 septembre). Pour en finir avec les initiations sexistes à l'UQAM. Récupéré de [https://www.facebook.com/notes/collectif-oppos%C3%A9-au-sexisme-%C3%A0-luqam/pour-en-finir-avec-les-initiations-sexistes-%C3%A0-luqam/611295898992150/?__xts__\[0\]=68.ARAba9GZhFTSlj3sexX6FkOtCtlqUOs7IMck1cDADuCnT020u1u-blyL6KAMfgvQofnV9T2spDOBJNa2uSHUIGJyZdiSPn65h-rD96JPrVgtWSiEuofohDWQLMJHeBT_aCYCF12bQQOFw2M9iPU592OubXkVFudkBirMFbr4tE4-8kWoV_sYOG3bctD54No73wMN3HE8zIDuX6bpzaJrcbnX9XdZsy6PWJfGIECVlq7APHScP1WzTAHVQXVgYtUn_9ZluJlquWPnle19QR57JSCMZyrlXoBW6kytjrjVd6C3zfp6WzfDBmA061XKWKCdJQ](https://www.facebook.com/notes/collectif-oppos%C3%A9-au-sexisme-%C3%A0-luqam/pour-en-finir-avec-les-initiations-sexistes-%C3%A0-luqam/611295898992150/?__xts__[0]=68.ARAba9GZhFTSlj3sexX6FkOtCtlqUOs7IMck1cDADuCnT020u1u-blyL6KAMfgvQofnV9T2spDOBJNa2uSHUIGJyZdiSPn65h-rD96JPrVgtWSiEuofohDWQLMJHeBT_aCYCF12bQQOFw2M9iPU592OubXkVFudkBirMFbr4tE4-8kWoV_sYOG3bctD54No73wMN3HE8zIDuX6bpzaJrcbnX9XdZsy6PWJfGIECVlq7APHScP1WzTAHVQXVgYtUn_9ZluJlquWPnle19QR57JSCMZyrlXoBW6kytjrjVd6C3zfp6WzfDBmA061XKWKCdJQ)

Colpron, S. (1993a, 20 février). L'étude des sociologue de Carleton est fortement contestée; reste qu'une Brigade rose est en formation à l'UQAM. *La Presse*, p. B4.

Colpron, S. (1993b, 24 février). L'UQAM interdit à la Brigade rose de faire des chichis. *La Presse*, p. A2. Montréal.

Corbin, J. M. et Strauss, A. C. (2007). *Basics of Qualitative Research: Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory* (3e édition). Los Angeles, Calif : SAGE Publications Inc.

Corbo, C. (2013). L'UQAM a 40 ans : Encore une université nouvelle ? Dans Y. Gingras et L. Roy, *Les universités nouvelles: enjeux et perspectives* (p. 9-22). Québec [Que. : Presses de l'Université du Québec. Récupéré de <http://www.deslibris.ca/ID/445808>

COSUQAM. (2013a, 12 septembre). Pour une politique institutionnelle antisexiste encadrant les institutions à l'UQAM.

COSUQAM. (2013b, 29 novembre). Compte-rendu de la rencontre avec le Conseil à la vie étudiante (CVE) du 29 novembre 2013. Récupéré de [https://www.facebook.com/notes/collectif-oppos%C3%A9-au-sexisme-%C3%A0-luqam/compte-rendu-de-la-rencontre-de-membres-du-collectif-avec-le-conseil-%C3%A0-la-vie-%C3%A9t/611307445657662/?__xts__\[0\]=68.ARDk6rO9X7_52RCp-tktRA2U305UQZtWurKYK8hTOGqy1BMyv43eMUEXup8JPYLf_KH0Zm_EimHZAGX9IPF44N4OAqjh7K7zUK33b1zWyi1DZPotUWZ74EAkP3TKwkEhd3SygJ2uZZk39arapRjhX2C2YaBugsHEIXCysR9VwVvb5w0hrH3E-TrWeTkz8kW8mvZglcMITRM9iHRfHjnMzGyX-mzvelQDTfULTj0VbSzprQWSTPC3lpfEqgXPepQkcFs8XK3Q4TiXrkEW08hjOZeFQS4yWa4T7GltfMgXKoHgJGxIqwQ4myaLLK-NIYwow](https://www.facebook.com/notes/collectif-oppos%C3%A9-au-sexisme-%C3%A0-luqam/compte-rendu-de-la-rencontre-de-membres-du-collectif-avec-le-conseil-%C3%A0-la-vie-%C3%A9t/611307445657662/?__xts__[0]=68.ARDk6rO9X7_52RCp-tktRA2U305UQZtWurKYK8hTOGqy1BMyv43eMUEXup8JPYLf_KH0Zm_EimHZAGX9IPF44N4OAqjh7K7zUK33b1zWyi1DZPotUWZ74EAkP3TKwkEhd3SygJ2uZZk39arapRjhX2C2YaBugsHEIXCysR9VwVvb5w0hrH3E-TrWeTkz8kW8mvZglcMITRM9iHRfHjnMzGyX-mzvelQDTfULTj0VbSzprQWSTPC3lpfEqgXPepQkcFs8XK3Q4TiXrkEW08hjOZeFQS4yWa4T7GltfMgXKoHgJGxIqwQ4myaLLK-NIYwow)

Courgeau, D. et Lelièvre, É. (1989). Analyse démographique des biographies. Présentation d'un Manuel de l'INED. *Population*, 44(6), 1233-1238. <http://dx.doi.org/10.2307/1533444>

CRAC. (2008). *Ainsi squattent-elles!, une monographie*. [s.l.] : [s.n.].

Crosbie, L. (1997). *Click: becoming feminists*. Toronto : Macfarlane Walter & Ross. Récupéré de <http://catalog.hathitrust.org/api/volumes/oclc/38432953.html>

Dardot, P. (2011). La subjectivation à l'épreuve de la partition individuel-collectif. *Revue du MAUSS*, n° 38(2), 235-258.

De Keseredy, W. S. et Kelly, K. (1995). Sexual abuse in Canadian university and college dating relationships: The contribution of male peer support. *Journal of Family Violence*, 10(1), 41-53. <http://dx.doi.org/10.1007/BF02110536>

Delisle-L'Heureux, N. et Sarrasin, R. (2013). La fourmillière anti-autoritaire. Dans R. Bellemare-Caron, E. Breton, M.-A. Cyr, F. Dupuis-Déri, et A. Kruzynski,

Nous sommes ingouvernables: les anarchistes au Québec aujourd'hui (p. 62-75). Montréal : Lux éditeur.

Descarries, F. et Roy, S. (1988). *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée: essai de typologie*. [s.l.] : Institut canadien de recherches sur les femmes.

DiAngelo, R. J. (2018). *White fragility: why it's so hard for white people to talk about racism*. Boston : Beacon Press.

Dicker, R. C. et Piepmeier, A. (2003). *Catching a wave: reclaiming feminism for the 21st century*. Boston : Northeastern University Press.

Drimonis, T. (2013, 17 octobre). *Quebec's White, Privileged Feminists Don't Speak For Me*. *HuffPost Canada*. Récupéré le 20 avril 2021 de https://www.huffingtonpost.ca/toula-foscolos/quebec-charter-janettes_b_4115601.html

Dufresne, J. (1993, 26 février). Viens t'asseoir ma belle. *Journal de Montréal*. Montréal.

Dunezat, X. (1998). Des mouvements sociaux sexués. *Recherches féministes*, 11(2), 161. <http://dx.doi.org/10.7202/058009ar>

Dupuis-Déri, F. (2013). *Quand l'antiféminisme cible les féministes: actions, attaques et violences contre le mouvement des femmes*. Montréal : R des centres de femmes du Québec : Service aux collectivités de l'UQAM.

Écrits d'elles. (1992). Entrevue - Du harcèlement à l'UQAM ? *Écrits d'elles*, 1(1), 8-9.

- Enriquez, M., Hébert, B., Chamberland, L. et Dumas, J. (2012). Développer les études trans dans la francophonie: présentation de quelques résultats et enjeux issus de deux recherches utiles aux communautés trans.
- Eslami, S. et Maynard, R. (2013). L'antiracisme et l'anticolonialisme au coeur des luttes anti-autoritaires. Dans R. Bellemare-Caron, E. Breton, M.-A. Cyr, F. Dupuis-Déri, et A. Kruzynski, *Nous sommes ingouvernables: les anarchistes au Québec aujourd'hui* (p. 203-224). Montréal : Lux éditeur.
- Exécutif de l'AFESH. (2014, 13 novembre). L'impunité doit cesser ! L'UQAM, complice des violences sexuelles ! Message aux membres de l'AFESH et à la communauté universitaire. *Collectif les Hystériques*. Récupéré de <https://collectifleshysteriques.tumblr.com/?og=1>
- Fazazi, H. (2017). *La subjectivation en contexte de mobilisation sociale - L'individu engagé au sein des organisations politiques chez T.W Adorno et Alain Touraine*. Université de Montréal, Montréal.
- Federici, S. (2014). *En marge de Caliban et la sorcière* (La sociale). [s.l.] : [s.n.]. Récupéré de <http://dndf.org/wp-content/uploads/2020/05/En-marge-de-Caliban-et-la-sorci%C3%A8re-2014.pdf>
- Fileborn, B. et Phillips, N. (2019). From 'Me Too' to 'Too Far'? Contesting the Boundaries of Sexual Violence in Contemporary Activism. Dans B. Fileborn et R. Loney-Howes (dir.), *#MeToo and the Politics of Social Change* (p. 99-115). Cham : Springer International Publishing. http://dx.doi.org/10.1007/978-3-030-15213-0_7
- Fillieule, O. (2001). Post scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*, 51(1), 199-215. <http://dx.doi.org/10.3406/rfsp.2001.403613>
- Findlen, B. (2001). *Listen Up. Voices from the Next Feminist Generation*. Seattle : Seal Press. Récupéré de <https://www.sealpress.com/titles/barbara-findlen/listen-up/9781580050548/>

- Flack, W. F., Kimble, M. O., Campbell, B. E., Hopper, A. B., Petercă, O. et Heller, E. J. (2015). Sexual Assault Victimization Among Female Undergraduates During Study Abroad: A Single Campus Survey Study. *Journal of Interpersonal Violence*, 30(20), 3453-3466.
<http://dx.doi.org/10.1177/0886260514563833>
- Foley, G. (1999). *Learning in Social Action: A Contribution to Understanding Education and Training*. London : Zed Books.
- Fortin, M. (1993a, 3 mars). Alerte rose. *Montréal Campus*, p. 10. Montréal.
- Fortin, M. (1993b, 3 mars). Le recteur à la rescousse. *Montréal Campus*. Montréal.
 Récupéré de <https://montrealcampus.ca/2015/01/05/le-recteur-a-la-rescousse/>
- Foucault, M. (1994). Entretiens avec Michel Foucault. Dans *Dits et écrits (Tome 4)*. [s.l.] : Gallimard. Récupéré de
<https://www.gallimardmontreal.com/catalogue/livre/dits-et-ecrits-tome-4-foucault-michel-9782070739899>
- Fourment, É. (2017). Militantismes libertaire et féministe face aux violences sexuelles. *Societes contemporaines*, N° 107(3), 109-130.
- Franklin, C. A., Bouffard, L. A. et Pratt, T. C. (2012). Sexual assault on the college campus: Fraternity affiliation, male peer support, and low self-control. *Criminal Justice and Behavior*, 39(11), 1457-1480.
<http://dx.doi.org/10.1177/0093854812456527>
- Fricker, M. (2007). *Epistemic injustice: power and the ethics of knowing*. Oxford ; New York : Oxford University Press.
- Gagnon, Y.-C. (2012). *L'étude de cas comme méthode de recherche*, 2e édition (Presses de l'Université du Québec). Québec : [s.n.]. Récupéré de
https://catalogue.solent.ac.uk/openurl/44SSU_INST/44SSU_INST:VU1?u.ignore_date_coverage=true&rft.mms_id=9997110677904796

- Gauthier, B. (2000). *Recherche sociale, 5e édition: De la problématique à la collecte des données*. Québec, CANADA : Les Presses de l'Université du Québec.
Récupéré de <http://ebookcentral.proquest.com/lib/uqam/detail.action?docID=3263794>
- Gavey, N. (2014). « I wasn't Raped, but... »: Revisiting definitional Problems in Sexual Victimization. Dans *Sex matters : The sexuality and society of reader* (p. 425-433). Boston : Pearson Education.
- Gianoncelli, È. (2016). La subjectivation en pratique : le devenir féministe de Viola Klein entre expérience de l'altérité et sociologie de la connaissance. *Cahiers du Genre*, n° 61(2), 49-72.
- Glaser, B. G. et Strauss, A. L. (1967). *The discovery of grounded theory: strategies for qualitative research* (5. paperback print). New Brunswick : Aldine Transaction.
- Gouvernement du Québec. (2017, 8 décembre). Adoption du projet de loi numéro 151 - Prévenir et combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur - Portail Québec. *Fil de nouvelle - Assemblée nationale*. Récupéré de <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2512086801>
- Grawitz, M. (1993). *Méthodes des sciences sociales*. [s.l.] : Dalloz. (Google-Books-ID: CKFPAAAACAAJ).
- Gruda, A. (1993). Chasse à l'homme. *La Presse*, B2.
- Hampton, R. (2012, juillet). Race, Racism and the Quebec Student Movement. *New Socialist*. Récupéré de <http://newsocialist.org/race-racism-and-the-quebec-student-movement/>
- Hamrouni, N. (2015a). Malreconnaissance, déni des droits, déshumanisation : en quels termes penser l'injustice faite aux femmes racisées ? Dans C. Maillé et

N. Hamrouni, *Le sujet du féminisme est-il blanc? femmes racisées et recherche féministe* (p. 109-133). Montréal : Éditions du Remue-ménage.

Hamrouni, N. (2015b). Vers une éthique politique du care : entendre le care comme « service rendu ». Dans J. Perreault et S. Bourgault, *Le care: éthique féministe actuelle* (p. 71-93). Montréal : Éditions du Remue-ménage.

Hamrouni, N. (2015c). Vers une théorie politique du care : entendre le care comme « service rendu ». Dans J. Perreault et S. Bourgault, *Le care: éthique féministe actuelle* (p. 71-97). Montréal : Éditions du Remue-ménage.

Hamrouni, N. et Maillé, C. (dir.). (2015a). *Le sujet du féminisme est-il blanc? femmes racisées et recherche féministe*. Montréal : Éditions du Remue-ménage.

Hamrouni, N. et Maillé, C. (2015b). Le sujet du féminisme et sa couleur. Dans *Le sujet du féminisme est-il blanc? femmes racisées et recherche féministe* (p. 9-25). Montréal : Éditions du Remue-ménage.

Hanmer, J. (dir.). (1987). *Women, Violence, and Social Control*. Atlantic Highlands, NJ : Humanity Books.

Harding, S. G. (dir.). (2004). *The feminist standpoint theory reader: intellectual and political controversies*. New York : Routledge.

Harris, J. C. (2017). Centering Women of Color in the Discourse on Sexual Violence on College Campuses. Dans C. Linder et J. C. Harris, *Intersections of Identity and Sexual Violence on Campus: Centering Minoritized Students' Experiences* (p. 42-59). Virginie : Stylus Publishing, LLC. (Google-Books-ID: q5QTDgAAQBAJ).

Hébert, C. (2007). *Génèse de l'Université du Québec, 1960-1969*. Université du Québec à Montréal, Montréal.

- Henry, F., Dua, E., James, C. E., Kobayashi, A., Li, P., Ramos, H. et Smith, M. S. (2017). *The Equity Myth: Racialization and Indigeneity at Canadian Universities*. Vancouver ; Toronto : UBC Press.
- Henry, F., Dua, E., Kobayashi, A., James, C., Li, P., Ramos, H. et Smith, M. S. (2017). Race, racialization and Indigeneity in Canadian universities. *Race Ethnicity and Education*, 20(3), 300-314.
<http://dx.doi.org/10.1080/13613324.2016.1260226>
- Heywood, L. et Drake, J. (1997). *Third wave agenda: being feminist, doing feminism*. [s.l.] : [s.n.].
- Hill Collins, P. (1990). *Black feminist thought: knowledge, consciousness, and the politics of empowerment*. New-York : Routledge.
- hooks, bell. (1989). *Talking back: thinking feminist, thinking Black*. Boston : Sheba Feminist Press.
- Ingenito, L. (2019). *RENDRE JUSTICE AUX VICTIMES DE VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL : ÉTUDE AVEC DES FEMMES IMMIGRANTES ET DES FEMMES RACISÉES*. Université du Québec à Montréal, Montréal.
 Récupéré de
https://www.academia.edu/39980760/RENDRE_JUSTICE_AUX_VICTIMES_DE_VIOLENCES_%C3%80_CARACT%C3%88RE_SEXUEL_%C3%89TUDE_AVEC_DES_FEMMES_IMMIGRANTES_ET_DES_FEMMES_RACIS%C3%89ES
- Ingenito, L. et Pagé, G. (2017a). Entre justice pour les victimes et transformation des communautés : des alternatives à la police qui épuisent les féministes. *Mouvements*, 92(4), 61. <http://dx.doi.org/10.3917/mouv.092.0061>
- Ingenito, L. et Pagé, G. (2017b). Les féministes radicales répliquent à leur manière: La justice transformatrice comme substitut aux processus institutionnels. *Canadian Woman Studies*, 32(1,2), 111-119.

- Irrera, O. (2014). Michel Foucault - Une généalogie de la subjectivité militante. *Chimères*, N° 83(2), 35-45.
- Jackson, S. (2006). Gender, sexuality and heterosexuality : the complexity (and limits) of heteronormativity. *Feminist Theory*, 7(1), 105-121.
<http://dx.doi.org/10.1177/1464700106061462>
- Jacquet, C., Pagé, G. et Pirotte, M. (2017). Continuités et ruptures dans le mouvement féministe québécois francophone pour des droits sexuels et reproductifs. *Nouvelles Questions Feministes*, Vol. 36(2), 16-33.
- Jung, K. (2003). Practicing Feminism in South Korea: The Issue of Sexual Violence and the Women's Movement. Récupéré de
<https://opus.lib.uts.edu.au/handle/10453/1041>
- Kane, L. (2016, 14 février). Agressions sexuelles: l'abandon des institutions aggrave le traumatisme. *La Presse*. Récupéré de
<https://www.lapresse.ca/actualites/sante/201602/14/01-4950567-agressions-sexuelles-labandon-des-institutions-aggrave-le-traumatisme.php>
- Karjane, H. M., Fisher, B. S. et Cullen, F. T. (2002). Campus Sexual Assault: How America's Institutions of Higher Education Respond: (510302006-001). American Psychological Association. <http://dx.doi.org/10.1037/e510302006-001>
- Kearney, L. K. et Rochlen, A. B. (2012). Mexican-American and Caucasian university men's experience of sexual harassment: A preliminary report. *Psychology of Men & Masculinity*, 13(3), 264-269.
<http://dx.doi.org/10.1037/a0025031>
- Kelly, L. (1987). The Continuum of Sexual Violence. Dans J. Hanmer et M. Maynard (dir.), *Women, Violence and Social Control* (p. 46-60). London : Palgrave Macmillan UK. http://dx.doi.org/10.1007/978-1-349-18592-4_4

Kelly, L. et Tillous, M. (2019a). Le continuum de la violence sexuelle. *Cahiers du Genre*, n° 66(1), 17-36.

Kelly, L. et Tillous, M. (2019b). Le continuum de la violence sexuelle. *Cahiers du Genre*, 66(1), 17-36.

Krebs, C. P. (2005). The Campus Sexual Assault (CSA) Study, (2004), 111.

Kruzynski, A. et Bayard, M. (2005). Trajectoires de militantes dans un quartier ouvrier de Montréal : trente ans de changement·s. *Nouvelles Questions Feministes*, Vol. 24(3), 86-104.

La Presse. (1993, 20 février). Brigade rose à l'UQAM ! *La Presse*, p. A1. Montréal.

La Presse canadienne. (2016, 20 octobre). *Quatre journées de réflexion sur la prévention de la violence sexuelle à l'université*. *Radio-Canada.ca*. Radio-Canada.ca. Récupéré le 15 octobre 2020 de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/809891/journees-reflexion-violence-sexuelle-universites-cegeps>

Laaroussi, J. (2016). *Aux origines du syndicalisme étudiant de combat : « participer c'est se faire fourrer! » : concertation, participation et contestation dans les cégeps de Montréal et à l'UQAM (1963-1976)*. Montréal.

Lacoursière, B. (2007). *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*. Montréal : Sabotart Édition. (Google-Books-ID: 2JrF3RuJUTAC).

Lamoureux, D. (2005). La réflexion queer : apports et limites. Dans M. N. Mensah, *Dialogues sur la troisième vague féministe* (p. 91-103). Montréal : Remue-ménage. Récupéré de <http://www.editions-rm.ca/livres/dialogues-sur-la-troisieme-vague-feministe/>

- Lamoureux, D. (2016). *Les possibles du féminisme: agir sans « nous »*. Montréal, Québec : Les Éditions du remue-ménage.
- Lapierre, W. (2018, 18 septembre). Initiations: tolérer l'intolérable. *Impact Campus*. Récupéré de <http://impactcampus.ca/societe/realite-etudiante/lors-initiations-on-tolere-lintolerable/>
- Le Quentrec, Y. et Rieu, A. (2003). *Femmes : engagements publics et vie privée - Editions Syllepse*. [s.l.] : [s.n.]. Récupéré de https://www.syllepse.net/femmes-engagements-publics-et-vie-privee-_r_100_i_188.html
- Lebel, G. (2015). Traumatisme vicariant ou fatigue de compassion Méfiez-vous ! *Perspective*, 12(2), 3.
- Leblanc, Jacynthe. (2013). « Contre le patriarcat, je résiste et je me bat ». Dans R. Bellemare-Caron, E. Breton, M.-A. Cyr, F. Dupuis-Déri, et A. Kruzynski, *Nous sommes ingouvernables: les anarchistes au Québec aujourd'hui* (p. 241-254). Montréal : Lux éditeur.
- Leblanc, Julie. (1992). Harcèlement : des mesures incomplètes. *Écrits d'elles*, 1(1), 9.
- Legault Faucher, M. (2007). Dossier Traumatisme vicariant - Quand la compassion use. *Prévention au travail*, 8.
- Lemieux-Couture, M.-C. (2013, 4 septembre). Initiation à la honte. *Voir.ca*. Récupéré de <https://voir.ca/marie-christine-lemieux-couture/2013/09/04/initiation-a-la-honte/>
- Lemoncheck, L. (1998). Loose Women, Lecherous Men: A Feminist Philosophy of Sex. *Philosophical Studies*, 89(2-3), 369-373.
- Linder, C. (2017). Reexamining our Roots : A history of Racism and Antirape Activism. Dans J. C. Harris et C. Linder, *Intersections of Identity and Sexual*

Violence on Campus: Centering Minoritized Students' Experiences (p. 60-80). Virginie : Stylus Publishing, LLC.

Loisel, M. (2014, 15 novembre). Climat de tension à l'UQAM. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/societe/424033/allegations-de-harcelement-sexuel-climat-de-tension-a-l-uqam>

Lopez, M. (2019). S'attaquer aux angles morts de la lutte contre la violence sexuelle en milieu d'enseignement supérieur. Dans *Actes du symposium canadien sur la violence sexuelle dans les milieux d'enseignement supérieur | Proceedings of the Canadian symposium on sexual violence in post-secondary education institutions*. (p. 34-40). Université du Québec à Montréal. Récupéré de <http://www.rqcalacs.qc.ca/administration/ckeditor/ckfinder/userfiles/files/Actes%20de%20colloque%20ESSIMU%202018.pdf>

Lund, E. M. et Thomas, K. B. (2015). Necessary but not sufficient: Sexual assault information on college and university websites. *Psychology of Women Quarterly*, 39(4), 530-538. <http://dx.doi.org/10.1177/0361684315598286>

Maillé, C. (2015). De l'articulation entre race, classe et genre : éléments pour une analyse féministe intersectionnelle au Québec. Dans N. Hamrouni et C. Maillé, *Le sujet du féminisme est-il blanc? femmes racisées et recherche féministe* (p. 155-175). Montréal : Éditions du Remue-ménage.

Maillé, C. (2017). Approche intersectionnelle, théorie postcoloniale et questions de différence dans les féminismes anglo-saxons et francophones. *Politique et Sociétés*, 36, 163-182. <http://dx.doi.org/10.7202/1039828ar>

Mardorossian, C. M. (2002). Toward a new feminist theory of rape. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 27(3), 743-775.

Marine, S. (2017). For Brandon, for Justice : Naming and Ending Sexual Violence Against Trans* College Students. Dans J. C. Harris et C. Linder, *Intersections of Identity and Sexual Violence on Campus: Centering Minoritized Students' Experiences* (p. 83-100). Virginie : Stylus Publishing, LLC.

- Marine, S. et Trebisacci, A. (2018). Constructing Identity: Campus Sexual Violence Activists' Perspectives on Race, Gender, and Social Justice. *Journal of College Student Development*, 59(6), 649-665.
<http://dx.doi.org/10.1353/csd.2018.0063>
- Mendes, K., Ringrose, J. et Keller, J. (2018). #MeToo and the promise and pitfalls of challenging rape culture through digital feminist activism. *European Journal of Women's Studies*, 25(2), 236-246.
<http://dx.doi.org/10.1177/1350506818765318>
- Mitchell, A., Rundle, L. B. et Karaian, L. (2001). *Turbo Chicks: Talking Young Feminisms*. Toronto : Sumach Press.
- Montpetit, C. (2015, 3 janvier). Des campagnes qui visent à accroître le nombre de dénonciations. *Le Devoir*. Montréal. Récupéré de
<https://www.ledevoir.com/societe/428021/harcelement-sexuel-dans-les-universites-des-campagnes-qui-visent-a-accroitre-le-nombre-de-denonciations>
- Muxel, A. (2001). *L'expérience politique des jeunes* (Presses de Sciences Po). Paris : Société québécoise de science politique.
- Nadeau, J. (2016, 10 mai). La violence sexuelle, un fléau à l'université. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/societe/education/470450/universite-une-personne-sur-trois-a-ete-victime-de-violence-sexuelle>
- Nocella II, A. J. (2011). An Overview of the History and Theory of Transformative Justice. *Peace & Conflict Review*, 6(1). Récupéré de
<http://www.review.upeace.org/pdf.cfm?articulo=124&ejemplar=23>
- Orfali, P. (2014, 16 décembre). L'UQAM admet qu'elle doit faire plus, mais dénonce des «dérives». *Le Devoir*. Récupéré de
<https://www.ledevoir.com/societe/education/426842/agressions-sexuelles-l-uqam-admet-qu-elle-doit-faire-plus-mais-denonce-des-derives>

- Pagé, G. (2005). Variations sur une vague. Dans M. N. Mensah, *Dialogues sur la troisième vague féministe* (p. 42-48). Montréal : Remue-ménage. Récupéré de <http://www.editions-rm.ca/livres/dialogues-sur-la-troisieme-vague-feministe/>
- Pagé, G. (2015). Est-ce qu'on peut être racisées nous aussi ? : les féministes blanches et le désir de racisation. Dans C. Maillé et N. Hamrouni, *Le sujet du féminisme est-il blanc? femmes racisées et recherche féministe* (p. 133-155). Montréal : Éditions du Remue-ménage.
- Palacios, L., Hampton, R., Ferrer, I., Moses, E. et Lee, E. O. J. (2013). Learning in Social Action: Students of Color and the Québec Student Movement. *Journal of Curriculum Theorizing*, 29(2). Récupéré de <https://journal.jctonline.org/index.php/jct/article/view/469>
- Paquette, C. (2013, 28 septembre). En attendant une politique antisexiste. *Montréal Campus*. Récupéré de <https://montrealcampus.ca/2013/09/28/en-attendant-une-politique-antisexiste/>
- Paquette, E. (2016). Ni déni ni police : réagir aux agressions sexuelles dans le mouvement étudiant. Le cas de l'AFESH de l'UQAM. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (15), 196-200.
- Perreault, J. et Bourgault, S. (dir.). (2015). *Le care: éthique féministe actuelle*. Montréal : Éditions du Remue-ménage.
- Pilon-Larose, H. (2014, 13 novembre). Dénonciations d'agressions sexuelles: l'UQAM dans la tourmente. *La Presse*. Montréal. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/201411/12/01-4818426-denonciations-dagressions-sexuelles-luqam-dans-la-tourmente.php>
- Pilote, A.-M. et Hübner, L. (2019). Femmes autochtones et militantisme en ligne : usages de Facebook et Twitter pour contrer les violences sexuelles dans la foulée du scandale policier de Val-d'Or. *Recherches féministes*, 32(2), 167-196. <http://dx.doi.org/10.7202/1068345ar>

- Pion, I. (2018, 25 septembre). *UdeS : 30 % des étudiants sont victimes de violence sexuelle*. *La Tribune*. Récupéré le 13 octobre 2020 de <https://www.latribune.ca/actualites/sherbrooke/udes--30--des-etudiants-sont-victimes-de-violence-sexuelle-9d73a8d6bd889865e877f77e95f0e974>
- Plummer, M. et Young, L. E. (2010). Grounded Theory and Feminist Inquiry: Revitalizing Links to the Past. *Western Journal of Nursing Research*, 32(3), 305-321. <http://dx.doi.org/10.1177/0193945909351298>
- Porter, I. (2017, 29 novembre). Enquête ESSIMU à l'Université Laval: 4 personne sur 10 disent avoir subi des violences sexuelles. *Le Devoir*. Récupéré de <https://www.ledevoir.com/societe/education/514140/violences-sexuelles-sur-les-campus-le-portrait-se-precise-a-l-universite-laval>
- Quénart, A. et Jacques, J. (2002). Trajectoires et sens de l'engagement chez les jeunes militantes féministes. *Cahiers de recherche sociologique*, (37), 105-130. <http://dx.doi.org/https://doi.org/10.7202/1002320ar>
- Quénart, A. et Jacques, J. (2004). *Apolitiques, les jeunes femmes?* Montréal : Editions du Remue-ménage.
- Quirion, R.-C. (2017, 12 janvier). Un étudiant de l'UdeS admet une agression sexuelle sur une étudiante. *La Tribune*. Sherbrooke. Récupéré de <https://www.latribune.ca/actualites/un-etudiant-de-ludes-admet-une-agression-sexuelle-sur-une-etudiante-9344f6346c483acb7e75a68309a5b883>
- Radio-Canada. (2017, 16 janvier). L'université, terreau fertile pour les violences sexuelles. *Radio-Canada.ca*. Radio-Canada.ca. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1011071/violences-sexuelles-universite-etude-manon-bergeron-sandrine-ricci-agression-harcelement-coercition-denonciation>
- Radio-Canada. (2018, 12 novembre). L'Université de Montréal se déchire au sujet des violences sexuelles. *Radio-Canada.ca*. Récupéré de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1133595/udem-professeurs-etudiants-faecum-negotiations-comite-discipline-diffamation>

- Rémillard, D. (2015, 8 septembre). Partys de la rentrée: la «culture du viol» dénoncée à l'Université Laval. *Le Soleil*. Récupéré de <https://www.lesoleil.com/actualite/partys-de-la-rentree-la-culture-du-viol-denoncee-a-luniversite-laval-dcfc14be51b5e1823157a8a5f3d2fb39>
- Renaud, B. (1993). Entrevue avec deux membres de la Brigade Rose. *l'Unité*, 20(10), 10.
- Rentschler, C. A. (2014). Rape Culture and the Feminist Politics of Social Media. *Girlhood Studies*, 7(1), 65-82. <http://dx.doi.org/10.3167/ghs.2014.070106>
- Rentschler, C. A. (2018). #MeToo and Student Activism against Sexual Violence. *Communication, Culture and Critique*, 11(3), 503-507. <http://dx.doi.org/10.1093/ccc/tcy022>
- Ricci, S. (2017). Contrer les violences sexuelles à l'université : un maillage de résistance, 5.
- Ricci, S. et Bergeron, M. (2019). Tackling Rape Culture in Québec Universities: A Network of Feminist Resistance. *Violence Against Women*, 25(11), 1290-1308. <http://dx.doi.org/10.1177/1077801219844607>
- Ricci, S., Blais, M. et Descarries, F. (2008). Une solidarité en mouvement : figures de la militance féministe québécoise. *Amnis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, (8). <http://dx.doi.org/10.4000/amnis.563>
- Roux, P., Perrin, C., Pannatier, G. et Cossy, V. (2005). Le militantisme n'échappe pas au patriarcat. *Nouvelles Questions Feministes*, Vol. 24(3), 4-16.
- Saint-Denis, V. (2007). Feminism is for everybody : Aboriginal Women, Feminism and Diversity. Dans J. Green, *Making Space for Indigenous Feminism* (p. 33-52). Halifax : Fernwood Publishing.

- Savoie-Zajc, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier, *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données* (5th ed, p. 337-361). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- SÉTUE. (2015, 1 octobre). Communiqué - Quand l'UQAM joue le jeu de la vendetta envers celles qui dénoncent. *SÉTUE-L'INFO*. Récupéré de <https://setue.net/communiqué-de-presse-quand-luqam-joue-le-jeu-de-la-vendetta-envers-elles-qui-denoncent/>
- Sirois, A. (1993). La Brigade Rose : une alternative. *l'Unité*, 20(10), 10.
- Soares, A. (2017). Les dimensions (in)visibles du travail du care. *Revue [petite] enfance*, (122). Récupéré de <http://www.revuepetiteenfance.ch/?p=1381>
- Solórzano, D. G. et Yosso, T. J. (2002). Critical Race Methodology: Counter-Storytelling as an Analytical Framework for Education Research. *Qualitative Inquiry*, 8(1), 23-44. <http://dx.doi.org/10.1177/107780040200800103>
- Tardy, E. et Bernard, A. (1995). *Militer au féminin dans la Fédération des femmes du Québec et dans ses groupes affiliés*. Montréal, Québec : Saint-Laurent, Québec, Canada : Editions du Remue-ménage ; Diffusion Dimedia [distributeur].
- Tate, S. A. et Bagguley, P. (2017). Building the anti-racist university: next steps. *Race Ethnicity and Education*, 20(3), 289-299. <http://dx.doi.org/10.1080/13613324.2016.1260227>
- Teisceira-Lessard, P. (2016, 24 septembre). Initiations à l'UdeM: «Tu te sens presque obligée» de te déshabiller. *La Presse*. Montréal. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201609/24/01-5023951-initiations-a-ludem-tu-te-sens-presque-obligee-de-te-deshabiller.php>
- Theurillat-Cloutier, A. (2017). *Printemps de force: une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)*. Montréal, Qc : Lux éditeur.

- Tillapaugh, D. (2017). «The Wounds of our Experience» College Men Who Experienced Sexual Violence. Dans J. C. Harris et C. Linder, *Intersections of Identity and Sexual Violence on Campus: Centering Minoritized Students' Experiences* (p. 101-118). Virginie : Stylus Publishing, LLC.
- Toupin, L. (2005). Voir les nouvelles figures du féminisme et entendre leurs voix. Dans M. N. Mensah, *Dialogues sur la troisième vague féministe* (p. 74-90). Montréal : Remue-ménage. Récupéré de <http://www.editions-rm.ca/livres/dialogues-sur-la-troisieme-vague-feministe/>
- Touraine, A. (2020). *Critique de la modernité*. Paris : Fayard. Récupéré de <https://www.fayard.fr/sciences-humaines/critique-de-la-modernite-9782213030050>
- Tremblay-Fournier, C. (2014). En mémoire du comité femmes GGI-UQAM (2012-2013). *Revue POSSIBLES*, 38(1), 12.
- UBC Sexual Assault Panel. (2016). *Sexual Assault at the University of British Columbia: Prevention, Response, and Accountability* (p. 52). Colombie-Britannique. Récupéré de <https://fnis2017.sites.olt.ubc.ca/files/2016/09/USAP-Report-20-June-Submitted.pdf>
- Université Concordia. (2015). *Rapport du Groupe d'étude et de travail sur les politiques traitant d'agressions sexuelles* (p. 18). Montréal. Récupéré de <https://www.concordia.ca/content/dam/concordia/now/docs/FINAL-fr-report-sexual-assault-policy-review-working-group-august-2015.pdf>
- Université d'Ottawa. (2015). *Rapport du Groupe de travail sur le respect et l'égalité : mettre fin à la violence sexuelle à l'Université d'Ottawa* (p. 59). Ottawa.
- University of Alberta. (2016). *Servey of Unwanted Sexual Experience Among University of Alberta Students*. Récupéré de <https://cloudfront.ualberta.ca/->

/media/ualberta/students/university-wellness-services/sac/documents/campusurvey.pdf

UQAM. (1989). Journal L'UQAM. *L'UQAM*, XVI(2), 2.

Vaillancourt, G. (2019). *La division sexuelle du travail militant Black Bloc : des outils et des corps*. Université du Québec à Montréal, Montréal.

van der Bruggen, M. et Grubb, A. (2014). A review of the literature relating to rape victim blaming: An analysis of the impact of observer and victim characteristics on attribution of blame in rape cases. *Aggression and Violent Behavior*, 19(5), 523-531. <http://dx.doi.org/10.1016/j.avb.2014.07.008>

Walsh, W. A., Banyard, V. L., Moynihan, M. M., Ward, S. et Cohn, E. S. (2010). Disclosure and service use on a college campus after an unwanted sexual experience. *Journal of trauma & dissociation: the official journal of the International Society for the Study of Dissociation (ISSD)*, 11(2), 134-151. <http://dx.doi.org/10.1080/15299730903502912>

Willemez, L. (2021). Subjectivités militantes : savoir, organisations et dispositifs de subjectivation dans l'engagement. Dans D. Mercure et M.-P. Bourdages-Sylvain, *Société et subjectivité. Transformations contemporaines* (p. 127-138). Québec : Presses de l'Université Laval. <http://dx.doi.org/10.2307/j.ctv1f2s235>

Zita, J. (dir.). (1997). Hypatia. Special Issue : Third Wave Feminisms. *Hypatia*, 12(3). <http://dx.doi.org/10.1017/S0887536700032001>

(2018, 8 novembre). *FRUeS - Publications*. Récupéré le 4 septembre 2019 de <https://www.facebook.com/pg/feministesraciseEs/posts/>